

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'UNASUR :
MODÈLE DE DÉMOCRATISATION ET D'INTÉGRATION
EN AMÉRIQUE DU SUD

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
MARIE CONILH DE BEYSSAC

NOVEMBRE 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

En prélude à ce mémoire, je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères aux personnes qui m'ont apporté leur aide et qui ont contribué à l'élaboration de ce mémoire ainsi qu'à la réussite de mes deux dernières années d'étudiante.

Je tiens à remercier sincèrement Monsieur Dorval Brunelle qui, en tant que directeur de mémoire, a toujours été à l'écoute et très disponible tout au long de la réalisation de ce mémoire. Il a su me guider dans mes démarches parfois hésitantes et me donner l'inspiration nécessaire pour pouvoir enrichir mes idées. Grâce à son aide, j'ai pu aboutir dans mon projet de maîtrise.

J'adresse également mes remerciements à mon père, Yannick Conilh de Beyssac et mon amie Bertile de Contencin pour leur générosité et leur patience dont ils ont su faire preuve malgré leurs obligations professionnelles et personnelles. Leurs critiques, négatives ou positives ont été les bienvenues lors de la rédaction. Ils ont aussi pris le temps et le soin de relire mon mémoire afin de m'éclairer sur mon écriture parfois maladroite et sur mes idées pas toujours bien formulées.

Je tiens à remercier particulièrement les Sud-Américains issus de divers domaines professionnels que j'ai rencontrés durant mes voyages en Argentine, en Uruguay, au Brésil et en Équateur. Ils m'ont permis d'avoir une connaissance concrète sur la réalité du terrain. J'ai pu prendre conscience de l'importance de l'UNASUR pour certains peuples et travailleurs de ces différents pays.

Je n'oublie pas ma mère, Régine Conilh de Beyssac, mes amis Sylvain Lefebvre, Emmanuel Delmaere et Alice Braud pour leur intérêt, leur écoute et leur grande patience. Enfin, j'exprime ma gratitude à tous mes proches et amis qui m'ont toujours soutenue et encouragée au cours de la réalisation de ce mémoire.

Merci à tous et à toutes.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	II
SIGLES	VI
RÉSUMÉ.....	VII
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE I

LES CONDITIONS D'ÉMERGENCE DE L'UNASUR

1.1 Le paradigme impérial.....	15
1.2 La globalisation néolibérale et les conséquences en Amérique du Sud	21
1.3 Retour à l'ère de Bandung	27
1.4 Objectifs et processus d'intégration régionale en Amérique Latine	31
1.5 Histoire de l'intégration en Amérique du Sud.....	36
1.5.1 Le cas du Mercosur.....	40
1.5.2 La Communauté Andine des Nations CAN.....	43

CHAPITRE II

L'UNASUR

2.1 Mise en Situation	46
2.2 L'exemple européen	53
2.3 UNASUR et neutralité politique.....	64

CHAPITRE III

L'UNASUR APPRÉHENDÉE PAR TROIS APPROCHES THÉORIQUES

3.1 Multitude et intégration en Amérique du Sud	71
3.2 La reconnaissance des identités en Amérique du Sud.....	86
3.2.1 Le mouvement des sans terre au Brésil	90
3.2.2 Le mouvement des indigènes en Bolivie	92
3.2.3 Les violences sociales en Argentine: l'exemple de 2001	95
3.2.4 La reconnaissance des Noirs au Brésil	96
3.2.5 L'Amérique du Sud où la Société des identités.....	98
3.3 L'UNASUR étudiée à travers le concept de populisme de Laclau	112
CONCLUSION	141
BIBLIOGRAPHIE	149

SIGLES

ALADI : association latino-américaine de l'intégration

ALALE ou ALALC : Association latino-américaine de libre-échange

ALBA : Alliance Bolivarienne pour les Amériques

ALENA : l'Accord de libre-échange nord-américain

CAN : communauté andine des nations

CARICOM : Communauté Caribéenne

CEPALC : La Commission Économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes

FMI: Fonds monétaire International

GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

IIRSA: Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana

ISI : importation par substitution des importations

MERCOSUR : Marché commun du Sud

OEA : organisation des États américains

OMC : organisation mondiale du commerce

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

SICA : Système d'Intégration Centre-Américain

TEC : Tarif extérieur commun

UNASUR : union des nations sud-américaines

ZLEA : Zone de libre-échange des Amériques

RÉSUMÉ

À une époque où l'internationalisation des échanges est primordiale, l'Union sud-américaine de Nations (UNASUR) semble déployer une certaine capacité de négociation collective et peser davantage sur les processus de décision au sein des institutions internationales. À travers les dynamiques d'intégration régionale, l'UNASUR développe une nouvelle forme « d'interdépendance » à un niveau sud-américain. Les gouvernements s'engagent à faire face aux conflits associés aux intérêts de chacun des pays. L'intégration continentale de l'UNASUR ne peut se maintenir que si les gouvernements assument leurs divergences et se dirigent vers une coalition « post nationale » et démocratique. Ces acteurs sont témoins de la crise de la représentation politique et évoquent une nouvelle dynamique démocratique encadrant les mouvements sociaux et les gouvernements dans un rapport coopératifs. L'UNASUR s'inscrit dans un contexte particulier, dans la construction inédite d'une nouvelle Amérique du Sud, à un moment où la plupart des pays prennent un tournant démocratique, un virage à gauche.

Alors que la communauté internationale assiste à l'impulsion et l'intégration politique, économique et infrastructurelle d'une grande partie sud-américaine, comment expliquer ce tournant « démocratique » ? Quels sont les espoirs que ces différents pays suscitent ? Le sous-continent est aux prises avec de multiples défis. La construction d'une démocratie capable de palier aux inégalités criantes, aux violences, aux frustrations sociales, culturelles et identitaires dans un milieu aussi vulnérable est de mise. Le virage à gauche de la plupart des pays est certes un basculement politique important dans l'histoire sud-américaine ; cependant, il reflète le poids de la précarité sociale, politique et institutionnelle du sous-continent.

Nous étudierons tout au long de ce mémoire les gouvernements sud-américains qui tendent à réunir la puissance productive des différents peuples et réinventent les institutions au-delà de l'État. L'UNASUR exige des gouvernements le maintien des relations ouvertes et démocratiques. Les institutions naissantes matérialisent les relations diplomatiques entre les gouvernements, mais aussi des relations sociales et culturelles avec les peuples. La démocratisation en Amérique latine et la création de l'UNASUR sont l'affirmation d'une nouvelle politique. Les acteurs politiques sont témoins de la crise de la représentation politique et évoquent une nouvelle dynamique démocratique encadrant les mouvements sociaux et les gouvernements dans un rapport capital. La réussite de cette union laisserait penser que le rêve d'une alternative démocratique est possible dans la reconstruction politique, sociale et économique de l'Amérique du Sud.

Mots clés : intégration sud-américaine, mondialisation, impérialisme, néolibéralisme, socialisme, mouvements sociaux, reconnaissance des identités, populisme.

INTRODUCTION

Ces dernières années, nous assistons de plus en plus à une dynamique de coopération des pays du sud sur la scène internationale grâce à une activité diplomatique à travers de nouveaux échanges et des alliances économiques entre les pays émergents. Ces coopérations donnent lieu à des ententes telles que le G20¹, l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), l'Indien-Brésil-Afrique du Sud (IBSA), la renaissance du sommet des non-alignés, qui permettent, entre autres, de créer une certaine alternative aux pays industrialisés. À l'échelle régionale, les pays du sud développent des processus d'intégration tels que l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) ou l'Union des nations sud-américaine (UNASUR). Ces négociations diplomatiques ont pour projet de mettre en place un nouvel ordre économique mondial. Elles visent une coopération Sud-Sud comme réponse à l'institutionnalisation des échanges économiques en faveur des pays du Nord, notamment avec les États-Unis, dont la création de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de la zone de libre-échange en Amérique (ZLEA). Elles sont

¹ Le G20 est apparu en 1999. Il possède une vocation informelle et vise à faciliter les consensus politiques au niveau ministériel sur les grands sujets monétaires et financiers internationaux. Le G-20 inclut les États membres du G-7 (Canada, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Japon et Allemagne), la Russie, et d'autres pays émergents (l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Turquie). Le directeur général du FMI et le président de la Banque mondiale, les présidents du Comité monétaire et financier international et du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale, participent aussi aux discussions.

aussi une réponse au « Consensus de Washington² » et aux institutions internationales : la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces mouvements réactualisent au Sud les idéaux tiers-mondistes d'indépendance et de coopération. Ce renforcement des liens entre les pays en voie de développement se manifeste dans « la faculté à développer une capacité de négociation collective et à peser davantage sur les processus de décision au sein des enceintes internationales³ ». Prenons l'exemple du G20 qui a su s'imposer comme interlocuteur privilégié des États-Unis et de l'Europe lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Cancún en 2003, ou à la résistance des pays latino-américains à se soumettre à la ZLEA, conçue selon eux, par et pour les intérêts nord-américain, lors du Sommet des Amériques de Mar del Plata (Argentine).

Depuis les années 1980, le discours idéologique *néolibéral*, inspiré par les économistes comme Friedrich Hayek⁴ domine à l'échelle mondiale. Dès lors, la mondialisation économique exerce une influence si forte que la majorité des gouvernements des pays du Sud ont vu les dépenses de l'État réduites et la libéralisation des marchés dans les domaines de la finance, de la production et du commerce. Dans les années 1990, les chefs d'État occidentaux se serviront du

² John Williamson, 2003, « Un train de réformes. Consensus de Washington : un bref historique et quelques suggestions ». Finances & Développement. Septembre 2003. En ligne. <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2003/09/pdf/williams.pdf>> Consulté le 27 septembre 2009. L'auteur définit le "consensus de Washington" sous "dix commandements" qui sont un amalgame de mesures de stabilisation et de mesures structurelles : La discipline budgétaire, la réorientation de la dépense publique, la réforme fiscale, la libéralisation financière, l'adoption d'un taux de change unique et compétitif, la libéralisation des échanges, l'élimination des barrières à l'investissement direct étranger, la privatisation des entreprises publiques, la réforme de la réglementation des marchés pour assurer l'élimination des principales barrières à l'entrée et à la sortie et la garantie des droits de propriété.

³ Edgardo Lander, 2005, « Globalisation économique ou indépendance politique ? Les Sud-Américains choisissent entre deux projets d'intégration ». Réseau de presse non-alignée, juillet 2005. En ligne. <<http://www.voltairenet.org/article17321.html>> Consulté le 22 février 2009.

⁴ Friedrich Hayek est un philosophe et économiste de l'École autrichienne, défenseur du libéralisme,

discours néolibéral pour accélérer le processus de mondialisation des marchés notamment à travers les théories mises en place par les économistes. Pour Paul Kellogg, auteur canadien de science économique, cette orthodoxie néolibérale n'a pas été imposée par des formes de coercition, mais plutôt à travers un réseau complexe de relations entre les gouvernements. Cette perspective néolibérale des gouvernements se retrouve au sein des corporations transnationales.

Aujourd'hui, les accords de libre-échange négociés par les pays du Nord protègent leurs marchés et leurs productions industrielles. À l'inverse, les pays du Sud se voient d'une certaine manière dans l'obligation d'ouvrir leurs économies aux assauts des multinationales. L'UNASUR, en tant qu'union politico-économique, aimerait imposer des règles en ce qui concerne les échanges néolibéraux en faveur des pays du Nord pour rétablir les règles d'un marché financier plus juste. Pour le moment, les pays développés bloquent l'accès aux exportations des produits agricoles et industriels tout en imposant des pénalités aux gouvernements du Sud qui voudraient protéger leurs industries nationales. D'où l'importance du G20 dans l'OMC actuellement dans le cycle de Doha qui concerne notamment la suppression des barrières commerciales aux exportations agricoles des pays du Sud. Les théories critiques de la mondialisation, la forte mobilisation populaire et la contestation des États latino-américains, ont mis en place un ensemble d'initiatives diverses pour contester l'ordre mondial actuel. Une intégration économique, politique et sociale sud-américaine deviendrait un moyen exemplaire de diminuer la dépendance envers les économies les plus fortes du monde. De ce fait, l'UNASUR ouvre la voie aux marchés des pays africains, sud-américains, arabes et asiatiques. Les États sud-américains voudraient se délier des conditions économiques et politiques auxquelles

ils sont rattachés, tels que les « ajustements structurels ⁵ » mis en place par le FMI et la Banque mondiale et ainsi accéder à une plus grande souveraineté.

Ainsi, l'UNASUR apparaît comme une opposition ou une alternative à une époque où l'internationalisation des échanges commerciaux, avec le projet de la ZLEA en 1994 et la naissance de l'OMC en 1995 est dominante. Elle se définit par un processus d'intégration régionale qui a lieu en Amérique du Sud, et de ce fait même, elle est la réponse à une perte de souveraineté de ces pays face à la mondialisation et la libéralisation du commerce. Elle a été créée dans le but de dégager une plus grande marge de manœuvre dans le développement économique, politique et social de ces pays. Nous verrons qu'elle reprend à son compte la pensée bolivarienne qui promeut l'idée d'indépendance des nations à travers l'union des gouvernements des différents pays. C'est sous la forme d'un pouvoir centralisé et équilibré que la formation d'une union hispano-américaine unique, souveraine et libre pourrait se réaliser. De cette manière, la région sud-américaine s'imposerait alors comme force économique et politique majeure à l'échelle du monde.

L'UNASUR est apparue dans une période particulière où l'Amérique du Sud prend un tournant démocratique, communément appelé le « virage à gauche ». La communauté internationale assiste à l'impulsion et l'intégration politique, économique et infrastructurelle de la région sud-américaine influencée entre autres par l'Argentine de Kirchner, le Brésil de Lula et le Venezuela de Chavez. À cet égard, on pourrait considérer l'UNASUR comme une nouvelle forme d'interdépendance, une intégration par la voie régionale pour contrer le poids politique des pays du Nord et faire valoir leurs intérêts dans les grandes institutions

⁵Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). 2005. « Les Échanges et l'ajustements structurel ». En ligne. <<http://www.oecd.org/dataoecd/58/41/34753303.pdf>>. Consulté le 25 Janvier 2010.

financières, notamment le FMI et la Banque Mondiale. Les dynamiques d'intégration continentale reflètent cette forme d'interdépendance des gouvernements sud-américains qui doivent faire face aux conflits reliés aux intérêts de chacun, en particulier économiques et diplomatiques. L'intégration continentale de l'UNASUR ne peut se maintenir que si les gouvernements assument leurs divergences et se dirigent vers une coalition post nationale et démocratique. Ce changement est dû essentiellement à l'influence des grands chefs d'État charismatiques de cette union, principalement Lula, Chavez et Kirchner. Cependant, la puissance économique et diplomatique du Brésil fait du pays le centre de gravité de cette union.

L'UNASUR vise à permettre aux pays d'Amérique latine de mieux maîtriser leur processus d'intégration dans les marchés internationaux. Leurs gouvernements respectifs tentent de réunir leurs capacités productives et de redéfinir leurs institutions dans un contexte régional. Les institutions naissantes encadrent les relations entre le marché et les pouvoirs politiques. La démocratisation en Amérique latine et la création de l'UNASUR sont l'affirmation d'une nouvelle politique régionale. Ces acteurs sont le symptôme de la crise de la représentation politique, legs des gouvernements passés. Ils instituent progressivement une nouvelle dynamique démocratique par l'intégration des revendications sociales dans le discours politique. À l'heure actuelle, ces chefs d'État proposent une alternative économique au néolibéralisme promu par les grandes puissances. Si les douze pays de l'UNASUR maintiennent une union forte, le rêve de la reconstruction politique, économique et infrastructurelle du sous-continent serait réalisé.

Somme toute, les années 2000 marquent un basculement sans précédent des intérêts géopolitiques et culturels de la région. L'Amérique latine a entrepris des transformations complexes et profondes qui méritent d'être examinées davantage.

Plusieurs penseurs se sont ainsi penchés sur les avancées politiques, économiques et sociales du sous-continent. Deux tendances théoriques émergent. La première se fonde sur l'essor d'une nouvelle gauche, plus réaliste et apte à conjuguer des réformes sociales avec l'économie de marché. La deuxième tendance, au contraire, saisit l'amorce d'une rupture de la dépendance avec les pays du Nord, le point d'aboutissement serait alors un renouveau du socialisme au XXI^e siècle, ancré dans la culture et l'histoire de l'hémisphère sud. Dès lors, ces deux schèmes de pensées sont constitutifs d'un modèle de développement original pour les pays latino-américains. L'union regroupe en son sein douze pays aux systèmes politiques et aux intérêts multiples, parfois divergents. Comparons par exemple le Venezuela d'Hugo Chavez qui défend un socialisme radical dont les valeurs anti-impérialistes alimentent le discours du président et celui de Lula qui fait partie d'un gouvernement socialiste plus modéré.

Le virage démocratique de la plupart des pays est un basculement politique important dans l'histoire sud-américaine qui reflète le poids de la précarité sociale, politique et institutionnelle du sous-continent. Les options économiques antérieures, la corruption, la difficulté à intégrer certains groupes ethniques et certains territoires sont les conséquences des dictatures précédentes. Dès lors, nous retrouvons en Amérique du Sud une disparité des identités idéologiques, des mouvements sociaux et ethniques dans les aspirations des nouveaux régimes de représentation politique. Les gouvernements doivent dépasser ces disparités s'ils veulent construire une union solide. La nouvelle politique latino-américaine reste encore fragile. Les revendications ethniques, identitaires qui étaient jusque-là ignorées prennent place dans les discours des nouveaux régimes. Néanmoins, ces pouvoirs ont émergé avec une structure politico-idéologique instable. Pour asseoir leur popularité, les représentants politiques utilisent les médias à des fins populistes en jouant sur l'image et les stéréotypes paternalistes. Ces pouvoirs doivent en permanence fonder leur

légitimité dans un climat de cohésion social dégradé, dont les années de frustrations n'ont toujours pas changé la structure sociale ambiante. Ces gouvernements eux-mêmes sont confrontés à un problème « d'identité politico-idéologique et d'assise sociale, lié à la diversité et à l'hétérogénéité de leurs origines, de leurs fondements, de leurs bases sociales, de leur trajectoire politique, de leur composition et de la structure de leur organisation⁶. » Cependant, aujourd'hui, dans l'ensemble des Amériques, on perçoit une convergence d'intérêts et de valeurs, autour de la démocratie politique, de la compétitivité mondiale et du progrès économique et social.

L'UNASUR est-elle donc l'union de douze pays prêts à conjuguer réformes sociales et libéralisme économique ou cherche-t-elle à redéfinir les modalités d'intégration dans l'ordre mondial actuel pour entrer dans un néo-socialisme du XXI^e siècle?

Pouvons-nous alors penser cette union issue de la nouvelle gauche latino-américaine comme étant charnière de ces deux schèmes de pensée ou préconise-t-elle l'une plus que l'autre? Finalement, cette disparité idéologique et cette instabilité politique qui règne dans toute l'Amérique du Sud vont-elles mettre un frein au projet d'intégration et de démocratisation dont l'UNASUR tente de bâtir les soubassements?

L'UNASUR va fonder sa légitimité sur les thèmes comme la démocratie, la citoyenneté, la souveraineté, intégration, les droits de l'homme, etc., mais qu'en est-il en réalité des résultats concrets et visibles sur le sous-continent? Cette promesse d'intégration, de démocratie et de respect des droits humains est-elle palpable?

⁶ Jean-Pierre Gelard, Alain Chemin, *L'Amérique Latine, identités et ruptures. 17^{ième} forum, « le monde diplomatique », « Carrefour de la pensée »*, le Man, Presses universitaires de Rennes, Mars 2007, p19.

Plusieurs questions nous viennent alors à l'esprit : cette coalition est-elle le modèle d'une volonté conciliée, dépassant les divergences d'intérêt entre les gouvernements sud-américains? Quelles sont les idées et les stratégies politico-économiques que l'UNASUR met de l'avant? Quel modèle d'intégration préconise-t-elle? Pour quoi et pour qui ? Sert-elle les détenteurs du capital mondial ou s'attache-t-elle à un espace public de souveraineté et de démocratie des peuples? Quels sont les valeurs et les intérêts qu'elle défend? Renoue-t-elle avec la quête d'un autre ordre mondial, égalitaire et multipolaire? L'UNASUR est-elle conçue sous le modèle du libre-échange (d'espace économique de libre circulation des marchandises et des capitaux), ou une intégration géopolitique reposent sur une résistance à l'ordre global néolibéral ? Finalement, en quoi l'UNASUR est-elle le prolongement de l'approche défendue par l'époque de Bandung et comment s'est-elle inspirée du modèle de l'Union européenne?

L'analyse que je propose de l'UNASUR est très influencée par trois auteurs dont deux se définissent poststructuralistes et s'inscrivent dans la tendance altermondialiste. Dès lors, je vais me pencher sur deux courants intellectuels qui nourrissent le mouvement altermondialiste. Le premier courant, plus réformiste, tend à protéger le projet de la social-démocratie grâce à la mise en place d'une démocratie libérale plus participative. L'autre s'inscrit dans la mouvance radicale, anticapitaliste, qui entend promouvoir la démocratie directe.

La mouvance altermondialiste tente de répondre à plusieurs défis. Dans un premier temps, elle cherche à créer un rapport de force plus favorable grâce à l'implication de mouvements protestataires toujours plus nombreux. Je pars du principe que si l'UNASUR présente une continuité avec les autres formes d'intégration en Amérique du Sud, les nouveaux mouvements de protestations et les

luttres en auraient influencé l'organisation. Ils ont eu un impact sur le processus récent de démocratisation en Amérique latine, il ne faudrait donc pas sous-estimer leur rôle dans la nouvelle intégration qui se joue présentement. D'autre part, il ne faut pas non plus sous-estimer le contexte de mondialisation économique et capitaliste à travers lequel les pays sud-américains n'ont pas encore su bénéficier des avantages qu'elle augure.

Jacques Beauchemin, Toni Negri et Ernesto Laclau sont les auteurs auxquels j'accorde une attention particulière dans l'analyse de l'UNASUR. Je commencerai avec Jacques Beauchemin et sa conception de l'identité. Il évoque l'idée d'un « être-ensemble » qui se manifeste dans nos sociétés modernes comme l'impuissance « à former une représentation du vivre ensemble suffisamment substantielle pour que les acteurs sociaux y trouvent leurs « raisons communes » »⁷. Pour lui, les sociétés semblent ne plus posséder de projet politique pour elles-mêmes, ni même d'univers moral. Il y voit l'affaiblissement d'une conception du monde commun auquel les hommes se réfèrent. Cette partie me permettra de mettre en évidence une analyse sociopsychologique plus large de l'Amérique du Sud et de l'évolution des identités dans la région.

Toni Negri développe à travers ses ouvrages des notions permettant de saisir la réalité politique contemporaine de l'Amérique du Sud⁸ : j'exposerai en premier lieu un nouveau système propre à l'époque postmoderne décrit par Negri, celui de la

⁷ Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Cahier de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie, 2004, p15-16.

⁸ Francis Dupuis-Déri, Juin 2008. « Antonio Negri : L'ambition politique d'Antonio Negri : Philosophie radicale et mouvement altermondialiste. » Monde commun, enjeux et débat. En ligne. <http://www.mondecommun.com/index.php/enjeuxetdebats/philosophie_radicale_et_mouvement_altermondialiste/P4/>. Consulté le 28 novembre 2009.

« mondialisation » et de l'« Empire ». Ce système constitue la trame politique de l'heure à travers le monde et en Amérique du Sud. Ensuite je me concentrerai sur la notion de « multitude ». Celle-ci évoque un nouveau sujet historique et remplace le « peuple » ou la « nation » comme sujet politique porteur du projet d'émancipation qui consiste à créer des lieux de « contrepouvoir » ou d'« antipouvoir » plutôt que de chercher à prendre le pouvoir. La multitude est porteuse d'un nouvel horizon d'espoir « ici » et « maintenant ». Cette multitude possède un lien fort avec l'idée de la reconnaissance des identités évoquées par Jacques Beauchemin ; c'est pourquoi j'ai décidé de l'analyser dans un deuxième temps.

Quant à Laclau, il re-questionne le concept de « populisme » en tant que catégorie d'analyse politique ; celui-ci renvoie à une ambiguïté majeure qui mérite d'être relevée. À l'inverse des autres penseurs, il se dissocie de la pensée selon laquelle le populisme serait conçu comme irrationnel et indéfinissable. Au contraire, pour Laclau, le populisme repose sur une base rationnelle et il est conceptuellement analysable dans l'action politique. Il définit alors le concept de populisme à travers la formation des identités collectives. Il tente de saisir en premier lieu la diversité des mouvements engagés dans la construction de l'identité pour déterminer ce qu'est le populisme. La théorie de Laclau représente pour moi une sorte de complément aux auteurs précédents puisqu'elle incorpore la notion des identités et de la multitude en tant que mouvement social porteur de populisme.

La méthode préconisée pour mon travail s'organise en grande partie autour d'une recherche basée sur une analyse des écrits et un examen des traités et des textes fondateurs. À travers un corpus de textes et de documents, j'ai analysé cette organisation latino-américaine. L'herméneutique, comme l'art d'interpréter les œuvres et les textes, est une méthode à laquelle je me suis consacrée tout au long de

ma recherche. Plus encore, je me suis penchée sur l'analyse des concepts et de leur interprétation. Comme signalé plus haut, mes auteurs sont, d'une part, théoriciens critiques et suivent de près la mouvance altermondialiste. La plupart ont étudié les mouvements sociaux de l'Amérique latine. Partant du postulat que l'UNASUR, même si elle se situe dans la continuité des autres formes d'intégration qui ont lieu dans le sous-continent, elle s'est aussi créée grâce à l'avènement de mouvements et des luttes pour la démocratie et les droits humains à travers l'Amérique du Sud. Les mouvements populaires du sous-continent ont eu une importance majeure dans l'apparition de la démocratisation en Amérique latine, il est donc important pour moi de ne pas négliger leur rôle dans la nouvelle intégration qui se joue présentement à travers l'UNASUR. D'autre part, je ne veux pas non plus omettre le contexte dans lequel elle a pris forme, c'est-à-dire la mondialisation économique et capitaliste à travers laquelle seuls quelques pays ont bénéficié des avantages qu'elle laisse présager.

Mon mémoire est partagé en trois chapitres. Le premier chapitre porte sur les conditions d'émergence de l'UNASUR. J'y aborderai dans un premier temps le contexte historique, politique et économique de la région. Il est, selon moi, important de se questionner sur les raisons qui ont amené l'Amérique du Sud à se tourner vers un modèle d'intégration aussi rassembleur et dont la structure porte sur un renouveau démocratique. La mondialisation économique et l'impérialisme ont joué un rôle central dans la formation de l'UNASUR, leurs effets indésirables et l'imposition d'une conjoncture mondiale capitaliste et néolibérale. Dans un second temps, il sera intéressant d'exposer l'histoire de l'intégration en Amérique du Sud. Effectivement, l'UNASUR n'est pas apparue indépendamment des autres formes d'intégration. Bien au contraire, l'Amérique du Sud est un véritable laboratoire où plusieurs expériences d'intégration politico-économique ont vu le jour. Ces différents modèles ont débouché sur la naissance de l'UNASUR comme première union démocratique

représentant autant de pays, douze plus exactement en Amérique du Sud. Dans le chapitre deux, l'UNASUR mérite une attention particulière puisque c'est sur cette union que mon analyse sociologique va se pencher. Tout d'abord, il faudra approfondir la recherche sur le Traité de l'UNASUR pour savoir ce qu'il en ressort réellement et ainsi déboucher sur une analyse critique de l'Union comme telle. Cette analyse portera essentiellement sur les avancées politiques, économiques, sociales et, bien entendu, démocratiques de la région. Il sera également nécessaire de repérer les avancées, mais aussi les failles de l'UNASUR. Dans le chapitre trois, je me pencherai sur l'analyse de l'UNASUR à travers trois théories sociologiques et je reviendrai sur l'importance des mouvements sociaux dans la création de l'UNASUR. Je considère cette avancée démocratique non seulement comme le résultat de la détermination de certains États, mais surtout et bien entendu, la création de plusieurs mouvements populaires qui se sont battus pour leurs droits et la reconnaissance de leur identité. Ainsi, on analysera le concept d'identité de Jacques Beauchemin et le lien avec les mouvements sociaux de l'Amérique du Sud. Cette partie évoquera l'aspect général des situations socio-identitaires de la région. Je me pencherai ensuite sur le concept de multitude à travers Cocco et Negri. La multitude évoque les forces sociales et politiques agissantes sur la région, finalement, la théorie du populisme de Laclau achève cette analyse avec la venue d'une démocratisation en Amérique du Sud. La conclusion de mon mémoire portera sur les réponses aux questions de ma problématique, mais aussi, à une ouverture possible en ce qui concerne l'avenir de l'UNASUR comme démocratisation en Amérique du Sud.

CHAPITRE I

LES CONDITIONS D'ÉMERGENCE DE L'UNASUR

Partout l'histoire recule, partout les politiques avancent. Révolution ou négociations, intervention de l'État et pression ouvrière, logiques d'entreprise et rivalités internationales. Monde d'acteurs et non de tendances. Ainsi s'impose l'idée que les sociétés ne sont plus dans l'histoire, mais l'histoire dans les sociétés⁹.

Le monde dans lequel nous vivons est caractérisé par la frénésie des transformations économiques et sociales. Les systèmes sociaux sont en perpétuel changement, ils reposent sur l'interaction entre les classes sociales, mais aussi sur l'organisation d'une société et l'apparition de nouvelles formes de mobilisation et de participation sociales. Les décisions prises aujourd'hui par les sociétés s'engagent de plus en plus dans des politiques de changement et de développement. Nous assistons ainsi à une multiplicité des modes de développement à travers le globe.

Alain Touraine qualifie les sociétés latino-américaines comme étant des sociétés dépendantes, c'est-à-dire qu'elles possèdent une indépendance politique et culturelle réelle, mais elles sont subordonnées à la domination économique, elles possèdent un système politique hypertrophié et un État atrophié. Pour Alain Touraine, les sociétés dépendantes ont fondé leur histoire sur la formation d'un État national faible, de sorte que plus elles évoluent, plus elles sont dominées par le capitalisme étranger, les classes nationales étant de plus en plus des acteurs subalternes.

⁹ Alain Touraine, *Les sociétés dépendantes : essais sur l'Amérique Latine*. Gembloux, Duculot, 1976, p. 22.

« Une société dépendante est définie par la non-correspondance d'une insertion partielle dans un système économique dominant et de rapports sociaux plus «archaïques»¹⁰ ». Il existe une séparation entre le pouvoir politique intégrateur et le pouvoir économique dirigés du dehors. Néanmoins, avec l'apparition des processus d'intégration comme l'UNASUR, les sociétés latino-américaines tentent d'échapper à la dépendance vis-à-vis du capitalisme marchand et industriel nord-américain. Nous verrons tout au long de cette recherche que l'UNASUR tente de prôner une certaine indépendance à travers la création d'un marché régional dynamique et intégrateur. Elle cherche à se défaire de la dépendance de ses secteurs économique vis-à-vis des grandes firmes nord-américaines, mais aussi de la dépendance des États latino-américains sous la domination des créanciers étrangers. Effectivement, les États d'Amérique du Sud sortent de leur faiblesse et de leur subordination économique en créant une classe moyenne. Le système politique devient alors l'instrument de formation de ces classes moyennes. De cette manière, les États pourraient contrôler la population par une politique populiste¹¹ au service des dirigeants. Ces sociétés sont ainsi confrontées à une désarticulation des rapports de classes.

L'analyse du modèle d'intégration de l'UNASUR suppose de prendre en considération la conjoncture actuelle. En effet, la mondialisation et la concurrence économiques exacerbée qui en découle sont des préoccupations au fondement de cette union régionale. On s'appuiera notamment sur l'œuvre de Michael Hardt et Antonio Negri *Empire*, à travers laquelle ils étudient les régimes d'exploitation et de contrôle définissant l'ordre du monde.

¹⁰ *Ibid.*, p. 52.

¹¹ Populisme désigne ici un discours dérivé d'un courant politique, qui, grâce à des stratégies discursives (clientélisme par exemple) a recours au peuple pour légitimer l'instauration d'un pouvoir et d'un modèle économique. Dans ce cas-ci, ce serait d'un pouvoir capitaliste dont nous parlons. Cependant, nous verrons au cours de ce mémoire que le populisme peut désigner une nouvelle formule intégrant une sorte de démocratisation du politique.

1.1 : Le paradigme impérial

Negri et Hardt analysent la mondialisation comme un tournant historique dans la production capitaliste contemporaine et dans les relations de pouvoir à l'échelle mondiale. Ce changement radical permet de réunir pouvoir économique et pouvoir politique au projet capitaliste qui transforme l'ordre du monde. Ainsi, pour les auteurs, l'ordre du monde et la notion d'empire s'expriment sous une forme juridique tendant à « projeter une configuration supranationale unique du pouvoir politique¹² ». En ce sens, un pouvoir unique surdétermine les puissances impérialistes, « les structure d'une façon unitaire et les traite sous une notion commune de droit qui est résolument post-coloniale et poste-impérialiste¹³ ». La notion d'autorité qui apparaît prend un sens nouveau dans sa production des normes et des instruments légaux de coercition assurant les contrats et résolvant les conflits. Ces nouvelles configurations juridiques permettent de comprendre ce phénomène qu'est la régulation décentralisée du marché mondial et des relations de pouvoirs qui l'investissent. Cette notion impériale du droit nous permet de donner un cadre dans la construction d'un nouveau pouvoir souverain supranational et de traduire les « processus sociaux globalisants » de l'empire. « En effet, la transformation juridique fonctionne comme un symptôme des modifications de la constitution biopolitique matérielle de nos sociétés¹⁴. »

Ce paradigme de l'autorité impériale est à la fois « système et hiérarchie, construction centralisée de normes et production à long terme de légitimité, diffusé à l'espace mondial. Il est configuré *ab initio* comme une structure systémique dynamique et souple, articulé horizontalement¹⁵ ». Nous parlons alors d'une machine qui met en place des consensus où des contrats déterminant la paix et la cessation de

¹² Antonio Negri, Michael Hardt, *Empire*, Mayenne, Exils, 2001, p. 32.

¹³ *Ibid.*, p. 32.

¹⁴ *Ibid.*, p. 33.

¹⁵ *Ibid.*, p. 37.

conflit, une sorte d'équilibre systémique où l'autorité est grandement déterminée. Le paradigme de l'Empire se définit par le déclin des États nations souverains et par la dérégulation des marchés internationaux. Nous pourrions croire que seul un pouvoir établi au dessus des États-nations souverains serait capable de fonctionner comme le centre du nouvel ordre mondial. Il exerce sur cet ordre une régulation effective et parfois, une coercition. L'Empire utilise la force comme étant au service de la paix et du droit.

Aujourd'hui, les grandes entreprises industrielles et financières multinationales et les grandes organisations internationales structurent la conjoncture actuelle. Dans le même ordre d'idée, elles organisent les populations et les territoires, faisant de l'État-nation un simple instrument au service du capital. L'État permet en quelque sorte d'accélérer les flux de marchandises, de population et de monnaie que le système capitaliste mondial met en branle. Cette nouvelle structuration biopolitique du monde créé par des sociétés nationales répartit les forces de travail sur les différents marchés, gère les ressources de façon fonctionnelle et organisent hiérarchiquement les divers secteurs de la production mondiale. Cette nouvelle conjoncture mondiale prend donc une place majeure ; elle gère production et reproduction et intègre chaque figure biopolitique. Pour Hardt et Negri :

Les grandes puissances industrielles et financières produisent ainsi non seulement des marchandises, mais aussi des subjectivités. Elles produisent des subjectivités d'agents dans le cadre du contexte biopolitique : besoin, relations sociales, corps et esprits – ce qui revient à dire qu'elles produisent des producteurs. Dans la sphère biopolitique, la vie est destinée à travailler pour la production, et la production à travailler pour la vie. C'est une grande ruche dans laquelle la reine surveille en permanence production et reproduction¹⁶.

¹⁶ *Ibid.*, p. 59.

Dans cette structuration biopolitique du nouvel ordre mondial, un réseau de communication ou de relations interactives s'y établit de façon organique. D'ailleurs, la communication organise le mouvement de la mondialisation, puisqu'elle structure et multiplie les interconnexions par le biais de réseaux. À cela s'ajoute un imaginaire qui est contrôlé et dirigé par ce réseau de communication. Pour Hardt et Negri, « la synthèse politique de l'espace social est fixée dans l'espace de communication ¹⁷ ». Avec l'avènement du nouvel ordre mondial, les entreprises de communication prennent une place majeure dans le système. Ce sont elles qui organisent la production à l'échelle planétaire et qui établissent une nouvelle structure immanente de l'espace mondial actuel. Ces entreprises de communication détiennent une certaine autorité, si ce n'est pas un certain pouvoir dans le sens où elles organisent et elles sont elles-mêmes productrices. Elles utilisent le langage pour créer des marchandises, mais surtout des subjectivités qu'elles mettent en relation et qu'elles hiérarchisent. « Les industries de communication intègrent l'imaginaire et le symbolique dans la structure biopolitique, non seulement en les mettant au service du pouvoir, mais en les intégrant réellement et de fait dans son fonctionnement même ¹⁸. »

De la sorte, Hardt et Negri défendent l'idée selon laquelle la légitimation du nouvel ordre mondial et ce qu'ils appellent « la machine impériale » ont été créés à travers ces entreprises de communication et de surcroît « de la transformation du nouveau mode de production en une machine ¹⁹ ». Pour les auteurs, c'est un sujet qui produit sa propre image d'autorité. Ainsi, Hardt et Negri expliquent cette coexistence de la communication et du contexte biopolitique comme un effet du rôle que joue la communication dans les secteurs hégémoniques de la production. Elle influe sur tout ce qui a rapport au champ biopolitique. Ce que les auteurs appellent la production

¹⁷ *Ibid.*, p. 59.

¹⁸ *Ibid.*, p. 59-60.

¹⁹ *Ibid.*, p. 60.

communicatrice est corrélée à cette construction de légitimation impériale. « La machine est autovalidante et autopoïétique – c'est-à-dire systémique²⁰ ». Les auteurs établissent une définition proprement communicatrice de la production sociale. La machine impériale agit ainsi pour maintenir une sorte d'équilibre dans le rapport qu'elle entretient avec les structures sociales qu'elle génère. Pour ce faire, elle défend un projet de citoyenneté universel qu'elle utilise pour rendre efficace son intervention sur les relations communicationnelles. Elle tend à effacer toute forme identitaire et historique et à créer un monde typiquement postmoderne. Elle ramène à l'ordre les récits idéologiques fondateurs du mode capitaliste et impérialiste pour légitimer son propre pouvoir. Finalement, le langage et surtout le langage d'autovalidation servent légitimer le droit impérial.

La nouvelle machine impériale construit les fondements de sa légitimité et de son pouvoir en usant de l'efficacité de sa force. Dès lors, elle se définit comme une « absence de limite de son terrain d'activité, la singularisation et la localisation symbolique de ses actions, et la connexion de l'action répressive à tous les aspects de la structure biopolitique de la société²¹ ». Elle déploie ses actions dans un monde unifié par la structure qui régit la production et la communication. Ses interventions sont en quelque sorte universalisées. Plus encore, la machine impériale use de la force physique et de l'arsenal de la force légitime dans les territoires « ennemis » qu'elle considère comme étant une menace idéologique plus qu'une menace militaire à sa suprématie. Cependant, ses interventions ne touchent pas seulement l'aspect militaire de la force, mais elles utilisent aussi des instruments moraux, politiques et juridiques.

²⁰ *Ibid.*, p. 60.

²¹ *Ibid.*, p. 61.

« La source de la normativité impériale est née d'une machine nouvelle, à la fois commerciale, industrielle et communicatrice – en bref, d'une machine biopolitique mondialisée²² ». L'*Empire* est né d'une rationalité qui représente la gestion industrielle et l'utilisation politique de la technologie. Hardt et Negri reprennent Weber dans la conception qu'il fait valoir de la légitimation du pouvoir. Ils défendent l'idée selon laquelle :

Le saut qualitatif que l'Empire introduit dans la définition consisterait en un mélange imprévisible 1) d'éléments typiques du pouvoir traditionnel; 2) d'une extension du pouvoir bureaucratique, physiologiquement adaptée au contexte biopolitique; enfin, 3) d'une rationalité définie par « l'événement » et par un « charisme » qui se manifeste comme pouvoir de singularisation de l'ensemble et de l'efficacité des interventions impériales²³.

Les relations impériales utilisent la force productive du nouveau système biopolitique, économique et institutionnel. Ainsi, l'ordre impérial détiendrait cette grande capacité de régénérer, de s'étendre et de se développer à travers le système biopolitique de la société mondiale. Il disposerait du caractère exclusif du pouvoir et ferait coexister et interconnecter dans la société biopolitique production sociale et légitimation juridique. Hardt et Negri soulèvent un point essentiel dans la conception qu'ils ont de la mondialisation. Plus encore, ils insistent sur le fait que les auteurs ayant pensé la mondialisation en termes d'homogénéisation culturelle, politique et économique, doivent plutôt la comprendre comme un « régime de production d'identité et de différence. C'est-à-dire d'homogénéisation et d'hétérogénéisation ». C'est pourquoi, les auteurs comparent mondial et local. Local serait une perspective mettant de l'avant les idées de barrières et de frontières *reterritorialisantes*, tandis que mondial proposerait la *dé-territorialité des flux dé-territorialisants*. Finalement, ce que les auteurs appellent mondialisation ou déterritorialisation met en marche des flux animés et modulants de différenciation et d'identification. La mondialisation ou déterritorialisation réalisée par la machine impériale ne s'oppose pas à la localisation

²² *Ibid.*, p. 67.

²³ *Ibid.*, p. 68.

ou reterritorialisation. L'adversaire se définit ainsi par un régime de relations internationales appelé Empire et c'est à la multitude mondiale d'affronter ces flux homogénéisant et hétérogénéisant.

L'ordre juridique du marché global (que nous appelons « impérial ») ne désigne pas simplement une nouvelle figure du pouvoir suprême qu'il tend à organiser : il inscrit aussi des puissances de vie et d'insubordination, de production et de lutte des classes qui sont nouvelles. Le marché global est devenu le nouvel ordre planétaire, l'organisation des sociétés contemporaines. Pour Hardt et Negri, l'Empire n'est pas américain, il est uniquement capitaliste : c'est ce que les auteurs appellent l'ordre du « capital collectif ».

Le pouvoir de la présidence américaine subirait l'influence du pouvoir des grandes entreprises multinationales, financières et productives, il doit aussi tenir compte de la pression des nations pauvres et de l'émancipation des organisations de travailleurs, c'est à dire du pouvoir « démocratique » des représentants des exploités et des exclus²⁴. Les ordres juridiques, politiques et souverains de l'*Empire* sont plus efficaces que les formes de gouvernement qui les ont précédés, puisqu'ils sont ancrés dans toutes les régions du monde. L'empire joue sur l'unification économico-financière comme d'un instrument d'autorité du droit impérial et reproduit son contrôle sur tous les aspects de la vie. Dans ce passage à une organisation postfordiste, le pouvoir impérial possède dans son ensemble une qualité « biopolitique », parce que la production est elle-même devenue biopolitique.

²⁴ Toni Negri, 2001, « Vers l'agonie des États-nations? L'"Empire", stade suprême de l'impérialisme ». Le monde diplomatique. Janvier 2001. En ligne. <<http://www.monde-diplomatique.fr/2001/01/NEGRI/14678>>. Consulté le 2 septembre 2010.

L'Empire met en valeur des mécanismes de contrôle qui s'introduisent dans tous les aspects de la vie à travers des schémas de production et de citoyenneté correspondants à une forme de manipulation totalitaire des activités, de l'environnement, des rapports sociaux et culturels, et autres. Si la déterritorialisation de la production incite à la mobilité et à la flexibilité sociale, elle accroît aussi la structure pyramidale du pouvoir et le contrôle global de l'activation des sociétés concernées. Ce processus paraît désormais irréversible, qu'il s'agisse du passage des nations à l'Empire, du déplacement de la production de la richesse des usines à la société et du travail à la communication, ou encore de l'évolution des modes de gouvernance disciplinaires vers des procédures de contrôle.

1.2 La globalisation néolibérale et les conséquences en Amérique du Sud

C'est dans un contexte de *suprématie du capitalisme* où les entreprises américaines détiennent la puissance mondiale que les pays d'Amérique latine tentent de s'insérer dans le système monde actuel. Un système qui s'érige sous un modèle unique de pensée économique : le néolibéralisme et/ou les nouvelles technologies se créent au service des guerres commerciales et des guerres militaires. Ces pays déploient leurs forces et s'unissent au moment où les États-Unis cessent d'exercer leur domination sur les espaces économiques via un contrôle des marchés et des ressources naturelles. Cependant, ils ont souffert des conséquences d'une ingérence politique et économique américaine. En tentant d'élargir l'ALENA dans le reste de l'Amérique latine avec la ZLEA, les États-Unis ont suscité la controverse, la ZLEA étant vue comme une forme de domination des États-Unis sur le reste de l'Amérique.

De Ronald Reagan à George Bush junior, la politique américaine s'est donné pour objectif le renforcement de son hégémonie à travers le monde et à travers la lutte

menée contre les pays faisant partit de « l'axe du mal²⁵ ». Après le 11 septembre 2001, le gouvernement américain a concentré sa politique militaire au Moyen-Orient, ce qui aurait laissé un peu de répit aux pays latino-américains. Le modèle néolibéral qui a été imposé en Amérique latine n'a pas porté ses fruits. Bien au contraire, le sous-continent a vu son économie régresser, générant une concentration accrue de la richesse et, par conséquent, une recrudescence de la pauvreté et le foisonnement des conflits sociaux. Les formes de coopérations économiques régionales comme la Communauté andine des nations (CAN), l'association latino-américaine d'intégration ou en espagnol Asociación Latinoamericana de Libre Comercio (ALADI) ou le système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) sont remis en question.

La plupart des gouvernements latino-américains sont fascinés par les marchés du Nord et de leur union en un bloc commercial. Une intégration ? Le Nord prévaudra et accentuera la dépendance, contrôlera et dominera les pays latino-américains. Il sera une autre intégration inégale où les principaux négociateurs se respecteront en fonction des intérêts de la majorité des économies du Nord²⁶.

L'idée même de mondialisation remet en question les principes de souveraineté étatique et de nation. L'État-nation serait chaque fois plus soumis aux mouvements du capital global, et par conséquent le principe de souveraineté qui appuie cet État-nation serait inévitablement marginalisé. En effet, la politique d'ouverture des marchés a eu pour conséquence le changement de forme de reproduction du capital. Elle a intensifié la concurrence comme stratégie pour élever le taux de revenu et d'exploitation globale. Les pays les moins développés n'ont pas eu d'autre choix que

²⁵ David Frum, rédacteur des discours du président Bush, employa cette expression pour la première fois le 29 janvier 2002 lors du discours sur l'état de l'Union. « Axe du mal » est devenu un slogan désignant, selon l'administration de l'ex-président Bush, les différents pays voulant se procurer des armes de destruction massive afin de soutenir le terrorisme à l'échelle mondiale.

²⁶ M.del Valle, *la ruta sinuosa de la integracion y globalizacion economica de america Latina*, p. 50. « Existe una fascinacion por los mercados del Norte por parte de (algunos) gobiernos de los paises latinoamericanos y la formacion con estas naciones de un bloque comercial. Una integracion donde el Norte prevalecera y acentuara de la dependencia, control y dominio de los paises latinoamericanos? Sera otra integracion desigual donde los principios negociados se respetaran en funcion de sus intereses por parte de las economias del Norte ». [Traduction Marie Conilh de Beyssac]

de s'intégrer au flux du capital global dominé par les pays du centre. C'est une nouvelle forme d'impérialisme nourri par la domination des pays hégémoniques qui est alors mise en place. Les pays d'Amérique latine subissent aujourd'hui la puissance du libre marché.

L'accumulation fordiste de l'après-guerre froide a été une forme d'expansion du capital global. En Amérique latine, le fordisme se traduit en une politique *développementiste* et une politique de transformation des marchés nationaux, privilégiant l'industrialisation par substitution des importations²⁷. En d'autres termes, elle mène à l'expansion du chômage et de formes d'organisations sociales liées à la lutte des travailleurs. D'un autre côté, la création d'une base technologique et éducative nationale était fonctionnelle à cette politique.

Une nouvelle étape du capitalisme mondial sous le nom de *globalisation* a vu le jour à la fin du XXe siècle, créant une structure économique commune à l'intérieur de laquelle la majorité des pays du monde a tenu inscrire sa politique économique. Bien que le marché mondialisé soit une réalité historique depuis le commencement du système capitaliste, la rapidité, la complexité et l'intensité avec lesquelles les échanges économiques à l'échelle internationale se sont développés durant les dernières décennies, ont pris une ampleur considérable. Le capitalisme mondialisé est un phénomène récent qui combine à la fois révolution scientifique et technologique, une nouvelle division internationale du travail et une tendance à l'homogénéisation

²⁷ C'est durant les années trente et quarante, à travers la CEPAL et l'auteur Raúl Prebisch que cette théorie a été formulée. Il constate à l'époque que les pays d'Amérique du Sud sont confrontés à une réduction drastique des échanges. La substitution à l'importation est une stratégie économique qui se fonde sur des barrières tarifaires ou non tarifaires permettant au pays de produire lui même ce qu'il importe à l'origine créant un développement autocentré. La CEPAL vise à étendre cette stratégie économique à tous les secteurs de l'industrie en créant une " déconnexion " vis-à-vis du Centre. Voir Théorie de la dépendance.

des politiques économiques à travers le monde sous la pression de la libéralisation des marchés. Cependant, le rythme et la forme à travers lesquels chaque pays s'insère dans ce processus de globalisation et de marché mondial varient selon leur puissance, le type de régime et leur localisation géostratégique. Il est donc important de démontrer les effets du processus de libéralisation économique sur les pays, sur la société civile et sur la gouvernance. La globalisation n'est pas seulement marquée par l'ouverture des marchés, elle l'est aussi par une volonté de propager dans le monde des valeurs et des institutions démocratiques occidentales.

Cette libéralisation des marchés n'a fait qu'accroître dans les pays périphériques une crise sociale sans précédent : croissance du chômage, réduction dramatique de l'investissement de l'État en infrastructures et services sociaux, une dérégulation de l'économie, une croissance impressionnante de l'économie informelle, etc. Il en résulte la chute des salaires, la pénurie des services sociaux et d'une perte de qualité. Cependant, certains secteurs des classes sociales moyennes et supérieures bénéficieront de ce processus dans la majorité des pays d'Amérique latine. Les années 1990 ont été l'époque d'augmentation de la polarisation sociale dans un contexte de croissance économique.

Les vieilles et les nouvelles démocraties devaient mener à bien, par conviction ou par nécessité, le programme de libéralisation économique. Au début du processus, le recours aux politiques néolibérales jouissait d'une certaine légitimité. Cette décision politique paraissait à l'époque plausible, car elle permettrait aux pays latino-américains de se libérer des vieilles entreprises étatiques corrompues et inefficaces. Celles-ci étaient menées par des contrats entre les élites sociales et des accords qui permettaient la reproduction des régimes populistes et des dictatures. Les pays du Nord et les agences de développement internationales avaient leur propre plan. Plus

encore, les États nationaux qui ont vendu les entreprises nationales aux compagnies privées étrangères avaient eux aussi leur agenda. À l'appropriation des rentes de l'État par la bureaucratie a succédé l'appropriation de ces mêmes rentes par des entreprises privées nationales et étrangères. Les agences internationales réclameront le paiement de crédit et une application des politiques néolibérales sans se préoccuper des conséquences sociales. Le consensus de Washington²⁸ a eu des effets dommageables sur la société civile et la gouvernabilité des pays du sud de l'Amérique.

Le processus de libéralisation économique a eu lieu à divers moments et a eu différentes conséquences dans chaque pays. La combinaison des changements économiques, culturels et politiques est spécifique à chaque pays. Durant les premières années de l'ajustement libéral, la sanction des régulations visant à augmenter l'importation des produits et la privatisation des entreprises publiques ont conduit à une augmentation du chômage dans le secteur formel de l'économie, une crise dans le secteur de l'agriculture et une baisse considérable des salaires réels. L'exemple de l'Amérique latine met en lumière la nature de ce processus. La croissance économique des années 1990 a approfondi la polarisation sociale en raison de la concentration de la richesse dans les mains des élites. Marquée

Au niveau global, la libéralisation des marchés a affaibli le syndicalisme. Le vieux modèle industriel donnait aux syndicalistes un pouvoir de négociation. La nouvelle situation a restreint ce pouvoir et les syndicalistes ont perdu des membres et

²⁸ La décennie des années 80 a été marquée par une profonde crise économique en Amérique du Sud. On parle d'une hyperinflation dévastatrice de même qu'une déstructuration sociale et une instabilité politique à l'échelle du sous-continent. Durant cette période, l'Amérique latine a été le laboratoire divers types d'ajustement; elle vit remettre en cause le rôle prééminent de l'État qui, jusque là, jouait un rôle redistributeur.

leur capacité d'intervenir dans les négociations collectives. Le néolibéralisme a modifié le pacte social dans ces pays. Les droits du travail ont diminué, cependant, l'Amérique du Sud a aussi donné l'exemple d'alliances entre syndicats, mouvements populaires et luttes pour les droits de l'homme, ce qui a freiné la progression du néolibéralisme.

Les États-Unis régulent le système des grandes organisations internationales telles que le Fonds monétaire international, la Banque Mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce. Dès lors, la lutte entre les États prend une tout autre forme : c'est une guerre pour « la conquête du leadership » à laquelle nous assistons aujourd'hui. Les États-Unis sont à la tête de l'empire mondial, capables de faire un usage intensif de la force et de la violence dans le but premier d'assurer leur ordre. Si les États-Unis ne possèdent aucun concurrent sérieux, ils ont en revanche une panoplie d'adversaires et ils doivent affronter les contrechocs des pays périphériques. Avec l'internationalisation des échanges, les États en concurrence cherchent un positionnement stratégique. Réveillard l'explique bien : « toute culture transnationale se développe au détriment de l'État national qui reste envers et contre tout le régulateur majeur des relations internationales et la première expression de la géopolitique²⁹ ». Le monde assiste pour ainsi dire à une homogénéisation et une suppression de la souveraineté des États assujettis aux puissances qui, elles, ont gardé le plein exercice de leur souveraineté et de leur indépendance. C'est dans le seul esprit de maintenir leur domination que les États-Unis expriment l'idée d'une *gouvernance mondiale de l'interdépendance économique* au sein des institutions internationales.

²⁹ Christophe Réveillard, 2006. Géostratégiques n° 11. « Les systèmes d'intégration latino-américaine et européenne : différences géopolitiques. Spécificités régionales et processus de mondialisation. » En ligne. <http://www.strategicsinternational.com/11_reveillard.pdf> Consulté le 21 novembre 2009

1.3 Retour à l'ère de Bandung

Le recours aux alternatives dans les pays sous-développés implique un rééquilibrage des *rapports nord-sud* à l'échelle mondiale. Réduire la puissance des forces agissantes dans le système capitaliste néolibéral et supprimer cette tradition *impérialiste* est nécessaire si on veut réduire cette polarisation de la richesse et le rapport centre\périphérie introduit la mondialisation. Samir Amin décrit trois phases de la mondialisation associée à l'expansion du capitalisme :

i) la phase « mercantiliste » (1500-1800) au cours de laquelle le système centre\périphérie est mise en place par l'Europe Atlantique, à travers la conquête et le façonnement des Amériques, la traite négrière et l'amorce de l'agression commerciale de l'Asie ; ii) la phase classique (1800-1950) du système fondé sur le contraste centre industrialisé\périphéries non industrialisées (associé à la tendance à soumettre les périphéries à des statuts politiques coloniaux et semi coloniaux) ; iii) la phase de l'après-guerre (1950-1980) au cours de laquelle les périphéries étaient parvenues à imposer, par les victoires de leurs mouvements de libération nationale, la révision des termes anciens de l'asymétrie dans le système mondial et étaient entrées dans l'ère de l'industrialisation³⁰.

C'est cette troisième phase qui nous intéresse, car ce moment de la mondialisation a été non seulement " négocié ", mais aussi atypique. Cet instant a créé la plus forte croissance économique enregistrée dans l'histoire et la moins inégale dans sa répartition à travers le monde. La dernière phase est la construction d'un nouveau système mondial caractérisé par ce que Samir Amin appelle les *cinq monopoles* qui donnent aux pays de la *Triade*³¹, la maîtrise des bénéfices issus de la reproduction du système. Pour l'auteur, l'impérialisme se définit comme le caractère immanent de l'expansion du capitalisme à l'échelle globale, qui produit l'idée même de la polarisation des richesses et des relations asymétriques en faveur de la puissance des centres monopolistes. *L'industrialisation*, modèle du monopole des centres, est le

³⁰ Samir Amin, 2005, *Pour un monde multipolaire*, Construire les alternatives, Paris, p. 9.

³¹ Le terme Triade désigne pour Samir Amin les trois régions qui dominent l'économie mondiale et la politique internationale : l'Amérique du Nord avec les États-Unis et le Canada, l'Union européenne (avec la Norvège et la Suisse qui n'en font pas partie) et l'Asie-Pacifique avec le Japon, la Corée du Sud et la Chine.

terme fondamental dont les périphéries et les mouvements sociaux se sont servis dans leur projet de libération nationale. Contrôle des techniques, accès aux ressources naturelles, disposition des flux financiers internationaux, des communications et de la production des armements sont nécessaires pour démembrer la polarisation mondiale au service de la Triade. La *multipolarité* de Samir Amin donne une place à toutes les nations de la planète et non à ce fameux 15 % que constitue la Triade, qui implique une attitude impérialiste des rapports nord-sud. C'est donc une forme de socialisme mondialisé anti-impérialiste, corrigeant les inégalités des conditions production, que prône l'auteur.

L'idée d'une solidarité des nations du sud face à un ordre mondial dominé par les pays du centre nées en 1955, lors de la conférence de Bandung, où les principaux chefs d'État des pays d'Asie et d'Afrique se réunissent après avoir conquis leur indépendance politique. Du 18 au 24 avril 1955, on assiste à la création d'un projet commun, celui d'exister librement, de la condamnation du colonialisme et des rapports inégalitaires. Achever la décolonisation politique de l'Afrique et de l'Asie est à l'époque une priorité. Effectivement, la tâche que fut la décolonisation n'était pas finie; la seconde guerre du Vietnam se dessinait rapidement, la guerre d'Algérie éclatait sur tout son territoire, la décolonisation de l'Afrique au sud du Sahara n'était pas parachevée. La décolonisation politique n'était que le moyen d'arriver à la libération économique sociale et culturelle de ces pays. Cependant, les leaders réunis ne défendraient pas les mêmes options politiques et idéologiques, ils n'avaient pas les mêmes visions de l'avenir des sociétés et les rapports qu'elles entretiendraient avec l'Occident. Deux approches étaient en présence; celle qui présentait le développement des pays à travers l'interdépendance de l'économie mondiale, et celle des leaders communistes qui préconisaient le rejet du capitalisme derrière l'URSS dans le but de former un camp socialiste mondial. De plus, les responsables qui envisageaient un développement intégré dans le système capitaliste ne partageaient nullement les

mêmes stratégies. Certains refusèrent d'entrer dans le système militaire mondial et de servir de base pour démanteler le système communiste que les États-Unis prônaient.

La conférence de Bandung donna naissance au mouvement des pays *non-alignés* qui formèrent un front de solidarité politique, un soutien aux luttes pour l'indépendance et certains vont même jusqu'à refuser de collaborer militairement avec les pays du Nord. L'Amérique latine à l'exception de Cuba et du Chili d'Allende entrèrent dans le mouvement qui s'engagea en faveur de la création d'un "nouvel ordre économique international". Les puissances occidentales acceptèrent mal les non-alignés et démontrèrent même une certaine hostilité à l'égard des dirigeants du mouvement : Nasser, Soekarno, Nkrumah, Modibo Keita, et bien d'autres. Dans les années 1965-1968, chacun d'entre eux sera renversé, affaiblissant un mouvement qui devra faire face à la crise économique globale des années 1970-1971. Cependant, Bandung et les pays non-alignés ont posé les jalons de l'idéologie du développement. Même si des différences conceptuelles alimentaient les discours, l'objectif premier des politiques de développement déployées en Afrique, en Asie et en Amérique latine a été respecté ; Samir Amin en ressort quelques points fondamentaux :

- la volonté de développer les forces productives, de diversifier les productions (notamment d'industrialiser) ;

- la volonté d'assurer à l'État national la direction et le contrôle du processus ;

- la croyance que les modèles « techniques » constituent des données « neutres » qu'on ne peut que reproduire, fut-ce en les maîtrisant ;

- la croyance que le processus n'implique pas en premier lieu l'initiative populaire, mais seulement le soutien populaire aux actions de l'État ;

- la croyance que le processus n'est pas fondamentalement contradictoire avec la participation aux échanges au sein du système capitaliste mondial, même s'il entraîne des conflits momentanés avec celui-ci.³²

³² *Ibid.*, p. 110-111.

L'expansion du capitalisme des années 1955-1970 a en quelque sorte maintenu la résistance des non alignés. Le projet nationaliste de ces pays s'est donné comme objectif l'accélération de la modernisation de l'État et l'industrialisation économique de la société. Il faut rappeler que ces pays étaient, à l'époque, constitués sous un modèle rural et qu'ils étaient régis par des principes archaïques. Au fond, industrialiser les pays, passait à l'époque par la construction d'un marché intérieur qui devait faire face à la concurrence mondiale. La modernisation ne va pas sans l'urbanisation. Infrastructures, transports, écoles et services sociaux mis en place avaient pour objectif de servir l'industrialisation. Le discours nationaliste envisageait ces moyens dans le but de construire un État national et de moderniser les structures sociales. L'intervention de l'État et l'encadrement du marché cohabitaient à l'époque. L'interventionnisme étatique était considéré comme l'élément crucial de la construction du marché et donc de la modernisation. La gauche radicale socialiste et même la droite nationaliste étaient toutes deux interventionnistes et étatistes. Finalement, l'idéologie de la modernisation était interprétée comme la force dominante qui donnait un sens au refus du colonialisme. Samir Amin défend l'idée d'un "capitalisme sans capitalistes " créé par les mouvements socialistes plus radicaux. Il explique le terme "sans capitalistes " comme une absence, celle de la bourgeoisie d'entrepreneurs. De fait, l'État et ses technocrates détenaient ce rôle. Le socialisme en tant qu'idéologie populiste est, selon Samir Amin, une vision progressiste qui se définit par la mobilité sociale et la réduction des inégalités de revenus. Supplanter le capitalisme exigeait sans doute le refus de la propriété privée étrangère.

Si Bandung conduit au désenchantement et au scepticisme, s'il n'a pas résolu les problèmes de la faim, du sous-développement, et de l'unilatéralisme, s'il n'a pas su empêcher l'idéologie socialiste de devenir dictature, les idées qui l'ont imprégné ont inspiré de nouvelles formes d'union qui ont été mises en place dans certains pays

du sud. Nous allons soutenir que certaines idées de l'époque de Bandung ont influencé le projet de l'UNASUR. L'union s'inscrit dans l'opposition à l'internationalisation des échanges commerciaux, connue à travers la ZLEA en 1994 et la création de l'OMC en 1995 est prééminent. Elle a été créée dans le but d'offrir une plus grande marge de manœuvre à ces pays, quant à leur développement économique, politique et social.

1.4 Objectifs et processus d'intégration régionale en Amérique Latine

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale réapparaissent plusieurs projets d'intégration régionale. Les penseurs considèrent à l'époque qu'une paix assurée par une seule organisation internationale est réalisable, d'où la création de l'ONU. Ainsi nées plusieurs modes de réflexions. La théorie de l'intégration régionale est alors très influencée par le modèle néo-fonctionnaliste qui s'est penché sur l'expérience européenne :

L'étude de l'intégration régionale consiste à expliquer comment et pourquoi des États cessent d'être pleinement souverains, comment et pourquoi ils fusionnent, se fondent ou se mélangent volontairement avec leurs voisins au point de perdre les attributs de la souveraineté tout en acquérant de nouvelles techniques pour résoudre les conflits entre eux³³

Walter Mattli, politologue et économiste de l'université Oxford, développe la même idée : « l'intégration se définit par le lien volontaire dans le domaine économique de deux ou plusieurs États jusque-là indépendants, dans la mesure où l'autorité dans des domaines cruciaux de la régulation et des politiques est transférée au niveau supranational³⁴ ».

³³ Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, OPALC. 2009. En ligne <<http://www.opalc.org>>. Consulté le 8 juillet 2009, ou "*The study of regional integration: reflections on the joy and anguish of pretheorizing*", International Organization, vol.24, no 4, Automne 1970, p.610.

³⁴ *Loc.cit.*

Karl Deutsch³⁵ offre une définition plus sociologique, où la recherche de la paix est encore présente. L'intégration devient pour lui un « sens de la communauté », où des institutions ainsi que des conduites appropriées permettent que s'imposent des « attentes de changement pacifique³⁶ ». Il définit l'intégration comme un « système de concordance », où les acteurs peuvent harmoniser leurs intérêts et trouver des compromis. Finalement, il insiste plus sur la capacité à résoudre des problèmes en commun.

Pour rendre compte des caractéristiques du régionalisme en Amérique latine, il faut se pencher sur un processus historique où les interactions entre les différentes factions politiques, qu'elles soient infranationales, nationales ou supranationales, sont encouragées par des acteurs partageant des idées et des objectifs communs. Réveillard explique que les accords d'intégration en Amérique Latine sont essentiellement un acte politique, c'est-à-dire qu'ils engagent l'avenir « en amenant les partenaires à convenir de perspectives communes dans de nombreux domaines qui dépassent de loin la pratique commerciale, comme les investissements, le droit, la gouvernance, les relations internationales, etc.³⁷ ».

Ces premiers penseurs envisageraient l'autonomie économique comme un nouveau mode de construction des normes sociales et juridiques. Cependant, ils ont

³⁵ Karl Deutsch est un politologue anglais, voir son oeuvre *Political Community and the North Atlantic Area*.

³⁶ *Loc.cit.*

³⁷ Christophe Réveillard, 2006. « Les systèmes d'intégration latino-américains et européens : différences géopolitiques. Spécificités régionales et processus de mondialisation ». *Géostratégie* no11. 2006. En ligne. <http://www.strategicsinternational.com/11_reveillard.pdf>. Consulté le 2 juin 2009

sous-estimé les relations économiques et financières internationales en tant qu'elles organisent les enjeux politiques de la mondialisation.

En 1948, l'Amérique du Latine va connaître les prémisses de son intégration régionale avec la création de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Pour François Perroux³⁸, économiste français, l'activité économique doit se faire au service des hommes. L'intégration des économies interétatiques est jugée profitable seulement si l'alliance de leurs appareils productifs est au service des populations et des pays intégrés. Dans ces conditions, un système d'intégration économique exige que les États les plus puissants favorisent une politique de répartition et de développement avantageant les pays moins avancés économiquement. L'objectif de l'intégration est donc d'atteindre « des structures tels que le développement des appareils productifs et celui des populations s'appuient mutuellement, de telle sorte que cela engendre un appareil de production élargi, complexe et moderne au service d'un ensemble de populations capables de se servir de lui et de le dominer ³⁹ ».

Les études développées par la CEPALC en Amérique Latine sont très proches de celles défendues par Perroux. Celui-ci analyse le sous-développement à travers les concepts de domination, d'inarticulation et non-couverture des coûts sociaux. Ses formulations sont très similaires à celles utilisées par le courant structuraliste émergeant en Amérique-latine. Ce courant utilise les concepts de dépendance, d'hétérogénéité structurelle et d'exclusion.

³⁸ François Perroux est un économiste Français, connu pour avoir créé en 1944 l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées (ISMEA). Il contribue activement aux débats que provoque l'évolution de l'économie réelle.

³⁹ Hector Guillen Romo. 2001. « *De l'intégration cépalienne à l'intégration néolibérale en Amérique Latine: de l'ALALC à l'ALENA* ». Mondes en Développement. Tome 29, no 113-114. Paris. Consulté le 8juillet 2009.

Raul Prebisch⁴⁰ mit en forme deux théories du développement complémentaires au milieu des années 1940. Ces théories prônent un modèle de développement et d'industrialisation par substitution d'importations (ISI) fondée sur une approche inédite du rapport entre le centre et la périphérie.

À l'époque, la CEPALC soulignera la nécessité pour les pays d'Amérique du Sud de développer entre eux des liens de complémentarités économiques indispensables à l'implantation d'une stratégie d'industrialisation par substitution aux importations. La CEPALC tentera d'accroître le poids politique de la région à travers des accords internationaux. Selon Guillen Romo, Raul Prebisch identifie deux grands objectifs à l'intégration latino-américaine :

1. donner une meilleure assise économique aux stratégies nationales de substitution aux importations grâce à l'établissement d'un grand marché régional et de liens de complémentarité économiques entre les pays concernés ;
2. permettre aux pays concernés d'être en meilleure position de négociation sur la scène internationale afin de faire avancer l'idée d'une troisième voie dans un monde alors profondément divisé par la guerre froide⁴¹.

Durant la période allant de 1950 à 1980, presque tous les États de la région reprendront cette idée d'industrialisation par substitution d'importation. Prebisch explique alors que les pays d'Amérique latine devraient intégrer un « processus d'industrialisation légère », c'est à dire concentrer leurs importations sur les biens de capital, machines et autres biens d'équipement dans le but d'accroître le niveau d'industrialisation et de réduire leur dépendance vis-à-vis des importations. Les pays tentent de produire localement une partie de ce qu'ils importaient auparavant.

⁴⁰ Raul Prebisch était premier secrétaire de la CEPALC en 1948, puis premier secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en 1964, et finalement professeur d'économie en Argentine

⁴¹ Hector Guillen Romo. 2001. Loc.cit.

Cela dit, à compter des années 90 Washington a imposé un schème libéral inspiré par les Institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale par exemple. Le sous-continent s'en est sorti avec un réel problème de liquidité et de crédibilité financière. L'Amérique-latine a ainsi subi les excès des programmes de libéralisation des échanges et a vu augmenter sa dépendance vis-à-vis de ces Institutions financières internationales (IFI).

Les maux sociaux semblent tarauder le continent sud-américain et le fossé des inégalités ne cesse de s'agrandir. La mondialisation, soucieuse d'intégrer des économies et des sociétés dans un système-monde, fait apparaître l'idée selon laquelle « la différence et l'inégalité entre les économies rendent celles-ci complémentaires et conduisent à ce qu'elles fonctionnent comme un tout contrôlé par les pays les plus puissants⁴² ». Ainsi nous constatons d'importantes distorsions dans l'ensemble de l'économie du sous- continent: l'Argentine et le Brésil, recadrés par la restructuration de leur dette, sont contraints à l'austérité, le Mexique est aux prises avec la concurrence de la main d'oeuvre chinoise, ce qui entraîne la fermeture des maquiladoras, et par conséquent une baisse quasi générale des revenus et des niveaux de vie. L'Amérique latine est aux prises avec l'augmentation des inégalités, de la délinquance, et de la précarité alimentaire. Finalement les soulèvements provoqués par les revendications indigénistes traduisent un retournement de la part des mouvements indigènes.

⁴² REVEILLARD, Christophe. 2006. « *Les systèmes d'intégration latino-américain et européen* ». Loc.cit.

1.5 Histoire de l'intégration en Amérique du Sud

L'intégration en Amérique Latine refait surface pendant la guerre froide, avec la division du monde en deux blocs, l'URSS d'un côté et les États-Unis de l'autre, chacun voulant imposer sa vision et sa stratégie au monde. Cette rivalité impose ses exigences non seulement au niveau international, mais aussi sur le plan national. La Guerre froide constitue une forme de défi interne pour chacun des États-nation. Le monde subit cette division entre deux modèles, deux régimes politiques et économiques différents : le bloc socialiste et le bloc capitaliste. L'ONU remet à l'ordre du jour la question des accords commerciaux, mais aussi sur les ententes régionales en matière de paix et de sécurité internationales.

Simon Bolivar est le premier à penser le panaméricanisme dès 1826 à Panama, avec un projet politique de rapprochement des pays d'Amérique du sud. Un traité sur la sécurité territoriale des États est adopté à ce moment-là. Les premiers pas de l'intégration furent amorcés, cependant ce traité est demeuré sans lendemain à cause des rivalités et des conflits internes qui sévissaient entre les pays. Le secrétaire d'État des États-Unis, James Blaine, reprendra le projet pour l'intégrer dans de nouvelles visées politiques et stratégiques. La première conférence, d'octobre 1889 à avril 1890, mettra sur pied un bureau commercial des Républiques américaines, d'où émergera l'Union panaméricaine, une union morale qui repose sur l'égalité juridique des gouvernements et sur le respect mutuel des droits inhérents à leur complète indépendance.

En 1933, à Montevideo, se tint la septième Conférence panaméricaine, qui amènera les dirigeants latino-américains à définir un cadre normatif permettant « l'attribution d'avantages commerciaux exclusifs de la part des pays limitrophes ⁴³ ».

⁴³ Dorval Brunelle, *Dérive globale*, Montréal, Boréal, 2003, p. 82.

Il en ressortit un bloc régional américain, un bloc ouvert et non exclusif faisant contre-pied aux autres blocs *impérialistes* comme le Commonwealth.

La rencontre interaméricaine de Chapultepec au Mexique, du 21 février au 9 mars 1945, permettra aux États-Unis de rallier les républiques de l'Amérique latine au projet des Nations-Unies. Puis en 1948, la conférence de Bogota, adoptera le traité qui créera l'organisation des États Américains (OEA) et une charte économique des Amériques visant à renforcer la collaboration économique entre les alliés. L'OEA prévoira dans sa *Déclaration des principes* la réduction des barrières tarifaires, l'élimination du nationalisme économique, le traitement juste et équitable des entreprises et des capitaux étrangers et la promotion de l'entreprise privée. Parallèlement, les États-Unis reconnaîtront l'accessibilité des pays les moins avancés pour signer des accords préférentiels de libre-échanges. Plus tard, le rapport Haberler de 1958 fait prendre conscience aux pays du Nord « le recul des pays en développement dans l'économie mondiale et de la grande détérioration des termes de l'échange, imputable en grande partie aux fluctuations des prix des matières premières, qui représentaient la plus grande part de leurs exportations⁴⁴ ».

En 1947, avec la naissance du GATT, commence la véritable histoire de l'intégration en Amérique latine. Cet accord souscrivait à la création d'unions douanières et de zones de libre-échange (article XXIV). Par la suite émergeront la communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951 et la Communauté économique européenne (CEE) en 1957. Puis, en 1960, née l'Association Latino-Américaine de Libre Échange (ALALE) ou Asociación Latinoamericana del Libre Comercio (ALALC) en espagnol. Celle-ci regroupe sept pays (l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay) jusqu'en 1967, année où elle

⁴⁴ *Ibid.*, p. 83.

réunira les onze principaux pays qui forment l'UNASUR. L'ALALC devait souscrire au Modèle d'ISI qui permet d'avantager les industries nationales et de soutenir les économies latino-américaines en favorisant les échanges internes de la zone. Le Traité de Montevideo qui fonde l'ALALC prévoyait la création d'une zone de libre-échange en 12 ans, par l'élimination des tarifs. Il projetait de créer un Conseil des ministres des Affaires étrangères, une Conférence pour le suivi des travaux et un Comité exécutif, ce qui permettrait la mise en application du traité et des accords. L'ALALC a permis au commerce régional de progresser, mais le manque de coordination économique entre les pays membres et les limitations de l'accord (celui-ci ne s'appliquait qu'aux échanges de biens) ne conduiront pas à l'aboutissement du projet. En 1980, l'ALALC est remplacée par l'Association latino-américaine d'Intégration (ALADI) à l'occasion de la signature du Traité de Montevideo. Le Comité exécutif mis en place par l'ALALC deviendra le Secrétariat général de l'ALADI. Celle-ci instituera un Comité des Représentants comme principal forum de négociation entre les pays membres, avec la possibilité de créer des organismes auxiliaires. L'ALADI établira un Tarif extérieur commun (TEC), ainsi que les accords de coopération renforcés (Acuerdos de Alcance Parcial) avec la participation d'au moins deux pays membres. Ces accords touchent les secteurs de l'éducation, de la culture et de la recherche.

D'autres processus d'intégration et des accords de libre-échange sous-régionaux seront progressivement signés. Ces multiples processus d'intégration fragiliseront la dynamique continentale au profit de la mise en place de blocs sous-régionaux. Comme le montre la création du Marché Commun d'Amérique Centrale (MCCA) à Managua en 1960. Celui-ci est peu institutionnalisé, il regroupe six pays et cherche à concilier différents projets économiques, d'infrastructures communes et à établir des conditions homogènes lors des négociations commerciales multilatérales. Le MCCA

a permis la signature d'accords préférentiels avec les États-Unis et l'Union européenne (UE), mais il a négligé l'intégration économique avec l'Amérique du Sud.

Le Système d'Intégration centre-américaine (le SICA) entre en vigueur en 1993, il vise à renforcer les structures institutionnelles démocratiques et le respect des droits de l'Homme dans la sous-région. La Communauté Caribéenne (CARICOM) est née en 1973 à Chaguaramas et elle sera composée des colonies britanniques des Antilles et dont le projet sera de créer un État confédéral unique.

Enfin, en 2001 est lancée l'Alternative Bolivarienne pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ALBA) de tendance gauche radicale, pilotée par le Venezuela de Chavez, comme contre-pied au projet néo-libéral nord-américain de la ZLEA. Elle promeut une intégration politique et sociale rassemblant les forces politiques et économiques des états membres en une application des termes du Traité Commercial des Peuples, signé en 2006 entre la Bolivie, le Venezuela et Cuba. Ce traité prévoit l'élimination des barrières douanières, sans pour autant ignorer les moyens d'adaptation et des besoins économiques et sociaux des populations rurales, et de la sécurité alimentaire régionale. Il envisage l'ouverture des échanges technologiques sur la base des bénéfices partagés, la lutte contre l'analphabétisme, la promotion des biens culturels des États membres. L'ALBA projette la création de sociétés d'intérêt public binationales favorisant les projets sociaux, d'industrialisation, de sécurité alimentaire. L'ALBA cherche à mettre en place un système d'échange particulier, par exemple, entre les médecins cubains et le pétrole vénézuélien, entre les ophtalmologues cubains, en Bolivie, et les investissements boliviens à Cuba et finalement, en favorisant l'exportation à tarif préférentiel des biens miniers, agricoles et industriels boliviens. Le Venezuela partage ses infrastructures de télécommunications et son pétrole en échange de gaz et de produits agricoles boliviens.

1.5.1 Le cas du Mercosur

C'est véritablement au cours des années 1980 que l'on assiste à la mise en place d'un modèle porteur et crédible d'intégration régionale en Amérique latine. La chute de la dictature en Argentine, en 1983, et la transition démocratique du Brésil (1985-1989) ouvrent la voie à un rapprochement progressif entre les deux gouvernements. Les présidents Raul Alfonsín d'Argentine, et Tancredo Neves du Brésil se réunissent pour amorcer un rapprochement économique. Les crises financières de l'époque renforcent l'idée d'une intégration régionale. De nouvelles formes de coopérations permettent aux deux pays d'abandonner le principe de substitution aux importations, en vigueur depuis les années 1930. La démocratisation des deux pays permet de les mettre à niveau sur le plan économique. Finalement la déclaration de Foz do Iguaçu en 1985 permettra aux deux pays d'exprimer leur ferme volonté d'amorcer l'intégration en créant une commission mixte de haut niveau. Celle-ci rédige les traités d'intégration, de coopération et de développement de 1988 qui proposent une intégration régionale complète. Puis en 1991, la signature du traité d'Asunción marque la naissance du MERCOSUR avec ses quatre pays membres : l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay.

Le MERCOSUR prévoit l'élargissement d'un marché commun à l'ensemble du continent latino-américain. Il se définit par sa rupture avec le modèle économique néo-libéral qui engendre de fortes inégalités sociales. Le traité d'Asunción conçoit le MERCOSUR comme le seul moyen « d'élargir les dimensions actuelles des marchés nationaux et la condition fondamentale pour accélérer le processus de développement économique et de justice sociale.⁴⁵ »

⁴⁵René-Paul Dessé, Hector Dupuy, *Le MERCOSUR, vers « la grande Amérique latine »*. Transversale débats, Ellipses, Paris, 2008, p. 49.

En 1994, le Protocole d'Ouro Preto complète les institutions de base et définissent les règles de la circulation des marchandises dans l'espace du MERCOSUR. Il confère au MERCOSUR une identité juridique internationale. Celui-ci se dote d'un Conseil du Marché commun (CMC), représentant l'instance de coordination et d'un Groupe du Marché commun (GMC) composé des présidents, des ministres de l'économie et des affaires étrangères. La commission du commerce, quant à elle, veille à la mise en place de l'union douanière. Le MERCOSUR fixe comme objectif la libre circulation des biens, des services, l'établissement de tarifs douaniers communs et l'application d'une politique commerciale commune. Cependant, au cours des années 1980-1990, l'Amérique latine est encore « l'arrière-cour » des États-Unis dans laquelle se pratique un ultralibéralisme où le FMI et la Banque mondiale obligent les pays du cône Sud à s'ouvrir aux investissements étrangers et à réduire leurs barrières douanières. La domination politique des États-Unis fragilise l'intégration régionale et creuse les inégalités sociales. Le début des années 2000 se traduit par de graves crises économiques et par des tensions commerciales entre les quatre partenaires du MERCOSUR. Une nouvelle gauche représentant un nouvel espoir démocratique et un refus de la domination des États-Unis. En juillet 2006, le Venezuela devient le cinquième membre transformant ainsi le MERCOSUR en un espace communautaire, induisant une rupture avec les modèles idéologiques passés. Il conduit une nouvelle politique et un modèle socio-économique différent.

La nouvelle gauche présente des convergences et des similitudes dans chacun des pays. Néanmoins, chacun s'entend pour contrer le projet nord-américain la ZLEA. Lula propose l'élargissement du MERCOSUR au Chili, au Pérou et à l'Équateur. Des accords commerciaux sont signés en 2005 : coopération pétrolière, accords commerciaux agricoles, et plus. La ZLEA est alors considérée comme un

accord commercial non équilibré et non équitable. En novembre 2005, à Mar del Plata en Argentine, à lieu le IV^e Sommet des peuples des Amériques, Hugo Chavez y déclare que « les peuples d'Amérique avaient enterré la ZLEA ⁴⁶ ».

Certains pays d'Amérique latine détiennent un statut d'association avec le MERCOSUR. C'est ce que l'on appelle les Accords de complémentarité économique signés, le 6 décembre 2002, entre le MERCOSUR et la Communauté andine des nations (CAN). Ceux-ci prévoient la création d'une zone de libre-échange entre les États associés et les États membres, mais aussi la réduction des tarifs douaniers. Cinq pays ont acquis le statut d'États associés : la Bolivie, le Chili, le Pérou, l'Équateur et la Colombie.

Depuis la fondation, le MERCOSUR ne cesse de développer le commerce dans la zone. Même s'il n'est pas encore une puissance commerciale importante à l'échelle planétaire, le taux de croissance des échanges entre les quatre pays est en constante progression. De plus, les échanges commerciaux avec les autres pays extérieurs du MERCOSUR sont encore plus importants. En 2005, les pays du marché commun du Cône Sud totalisent 15 % de leurs flux commerciaux dans la zone et 85 % vers d'autres pays à l'extérieur du sous-continent tel que l'UE et les États-Unis. Cependant, à l'intérieur de la zone, il existe une forte disparité entre les pays, les échanges étant essentiellement des biens de consommation et des biens d'équipement. Le Brésil est le plus favorisé, car son secteur industriel est plus développé. Il dispose d'une industrie plus performante et plus diversifiée que celle de l'Argentine. Par exemple, le Brésil concentre une part importante de l'industrie textile, ce qui crée des tensions entre les deux pays, ce qui montre l'inefficacité des instances internes du MERCOSUR censées réguler ce genre de conflits.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 69.

En résumé, le MERCOSUR n'est pas un marché unique parachevé. Le tarif extérieur commun (TEC) couvre seulement deux tiers des produits échangés et l'intégration ne couvre pas les secteurs des services et les marchés publics. Les demandes de dérogation à la règle commune, comme la remise en cause du tarif douanier se multiplient. Elles engendrent une perte de lisibilité des fonctionnements communautaires par les acteurs économiques. Pour pallier le problème, les États membres ont décidé en 2002 de mettre en place un tribunal permanent (Protocole d'Olivos). Puis en 2006, une clause d'adaptation compétitive permet aux pays dont l'industrie est menacée par des importations importantes, d'en limiter les flux en appliquant des quotas ou des droits de douane. Cependant, le Paraguay et l'Uruguay font face à des déséquilibres commerciaux et à l'attitude protectionniste de l'Argentine et du Brésil. Ils sont allés jusqu'à menacer le Brésil et l'Argentine par des accords de libre-échange bilatéraux avec les États-Unis. Le Paraguay a autorisé l'installation d'une base militaire américaine sur son territoire en 2005.

1.5.2 La Communauté Andine des Nations CAN

La CAN est née du Pacte Andin de 1969, elle a été refondée en 1997. Jusqu'en 2006, elle rassemblait la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela. Au mois d'avril de cette année-là, le Venezuela quitte la CAN pour créer l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques) et intégrer le MERCOSUR. Le cadre institutionnel de la CAN est formé du Conseil Andin des ministres des Relations extérieures et de la Commission de la Communauté Andine qui ont la charge de définir les objectifs politiques, économiques et commerciaux de la communauté. La CAN défend une stratégie menée par l'approfondissement de l'intégration avec les autres blocs économiques régionaux et internationaux. Le Secrétariat général, organe d'exécution, ainsi que la Cour de justice sont chargés de veiller au respect des règles andines. Le Parlement andin, organe consultatif, est élu depuis peu au suffrage universel,

Après le MERCOSUR, la CAN est le second bloc économique du sous-continent. Cependant, avec le départ du Venezuela qui représentait un tiers de la puissance économique du bloc, une crise majeure s'est déclenchée. De plus, la CAN a défini une structure tarifaire souple, celle-ci étant assortie à une libéralisation intégrale du commerce, ce qui a engendré un affaiblissement économique de la CAN auquel s'est rajoutée une véritable division idéologique concernant la vision politique et économique de la région. Le peu d'engagements des pays andins dans la CAN n'a fait que limiter les avancées de l'intégration régionale. Effectivement, ces derniers sont inégalement disposés à payer le prix d'une véritable intégration et sont soumis à l'attraction d'autres pôles partenaires du Nord, comme en témoigne l'accord de libre-échange (ALE) des États-Unis mais aussi du Canada avec le Pérou et la Colombie.

Le Président Chavez s'est détaché de la CAN sous prétexte que le Pérou et la Colombie allaient signer des ALE avec les États-Unis. Même si la Bolivie du Président Morales et l'Équateur du Président Correa critiquent tout autant la politique de libre échange classique, ils ont décidé de demeurer dans la CAN dans le but de refonder l'intégration andine sur des valeurs de la nouvelle gauche latino-américaine « altermondialiste ».

Quant au Pérou et la Colombie, ce sont des partisans fervents du « régionalisme ouvert » et du libre échange. Ils défendent un développement économique centré sur le marché extérieur et ils sont peu attiré par une intégration régionale trop exclusive. La Colombie est devenue le principal allié des États-Unis et un défenseur de la politique militariste et néolibérale de l'ancien président Bush.

Les asymétries internes de la CAN l'ont divisé en deux sous-ensembles ; la Bolivie et l'Équateur d'un côté, le Pérou et la Colombie, de l'autre, ce qui a pour effet de compliquer la négociation d'un accord d'association avec l'UE. La Bolivie cherche à s'exclure de la table de négociation dans quatre domaines : les services, les investissements, la propriété intellectuelle et les achats publics. Si la CAN ne fonctionne pas, c'est que chaque pays andin poursuit des objectifs particuliers dans ses négociations avec les États-Unis et l'Union européenne. Il est donc difficile de poursuivre des négociations et atteindre un consensus régional concernant les problèmes de la région. La CAN n'arrive pas à surmonter les multiples problèmes socio-économiques, ethniques et politiques de chacun des pays. Les ALE avec les États-Unis ou l'UE séparent les pays latino-américains et réduisent leur capacité de négocier avec d'autres partenaires.

Aujourd'hui, La CAN tente de créer une intégration régionale à travers un marché élargi, en encourageant l'industrialisation et en canalisant l'investissement étranger destiné au développement. Elle tient compte des asymétries existantes au sein des pays andins et reprend à l'ordre du jour des points importants, comme la défense de la petite agriculture contre l'agro-industrie exportatrice. Chavez, s'il s'est sorti de la CAN, continue de faire des propositions d'intégration dans le domaine de l'énergie et d'intensification des échanges commerciaux. L'accord de libre-échange entre les États-Unis et la Colombie rend la tâche difficile, selon l'étude intitulée *Análisis de la Sensibilidad del Comercio Subregional Andino en el Marco del TLC con Estados Unidos*, publiée en 2007. Le Secrétariat de la CAN avait prédit que 56 % du commerce andin serait menacé suite de la signature de cet accord de libre-échange⁴⁷.

⁴⁷ Cette étude avait pour objet d'analyser le degré de sensibilité du commerce intérieur de la sous-région andine à une libéralisation des échanges avec les États-Unis. *Análisis de la Sensibilidad*

CHAPITRE II

L'UNASUR

2.1 Mise en Situation

Le 8 décembre 2004, est fondée par 12 pays la Communauté sud-américaine des nations (CSN) dans la ville de Cusco, au Pérou. Les deux espaces économiques de l'Amérique latine, le MERCOSUR et la CAN, se réunissent. Douze pays signent à l'époque la *Déclaration de Cusco* : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Equateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, l'Uruguay et le Venezuela. Celle-ci se compose en trois parties: la constitution de la CSN, le développement et l'intégration d'un espace sud-américain et l'action même de la CSN.

À l'époque la Déclaration vise plusieurs aspects:

La concertation et la coordination politique et diplomatique ; l'approfondissement de la convergence entre le MERCOSUR, la CAN et le Chili à travers le perfectionnement de la zone de libre échange, l'intégration physique, énergétique et de communication ; l'harmonisation des politiques de développement rural et agroalimentaire; le transfert des technologies en matière de science, d'éducation et de culture ; l'interaction entre les entreprises et la société civile, prenant en considération la responsabilité sociale et entrepreneuriale de ces entreprises.⁴⁸

Progressivement, s'établissent des zones d'actions communes, utilisant les institutions en vigueur et évitant la multiplication et la superposition des forces qui résulteraient d'un gaspillage. Nous assistons alors à l'amorce d'une intégration régionale du continent sud-américain dans son ensemble. Cette intégration et ce qui s'en suit feront échouer le projet de la ZLEA piloté par Washington. Le chef de l'État péruvien, Alejandro Toledo, prononçait des discours très optimiste quant à l'avenir de la CSN.

Le 16 avril 2007, à l'île Margarita au Venezuela, lors de la réunion énergétique des pays d'Amérique du sud (Cumbre Energética de los países de América del Sur) l'organisme change de nom, pour devenir l'union des nations sud-américaines (UNASUR). Lors de la *Déclaration de Margarita*, les chefs d'États décident que Quito deviendra le siège du Secrétariat général. Les pays membres de l'UNASUR restent l'Argentine, le Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, l'Uruguay et le Venezuela.

⁴⁸ UNASUR: Unión de Naciones Suramericanas. En ligne <<http://www.pptunasur.com/contenidos.php?menu=1&submenu1=12&idiom=1>> Consulté le 8 juillet 2009. « La concertación y coordinación política y diplomática; la profundización de la “convergencia entre Mercosur, la Comunidad Andina y Chile a través del perfeccionamiento de la zona de libre comercio”; la integración física, energética y de comunicaciones; la armonización de políticas de desarrollo rural y agroalimentario; la transferencia de tecnología en materia de ciencia, educación y cultura; y, la interacción entre empresas y sociedad civil, teniendo en consideración la responsabilidad social empresarial ». [Traduction Marie Conilh de Beyssac]

Le Traité constitutif de l'UNASUR est rédigé à Brasilia, le 23 mai 2008. Toutefois, les douze pays membres doivent l'avoir ratifié afin qu'il puisse entrer en vigueur. La Bolivie et l'Équateur ont respectivement complété les mesures internes de ratification en mars 2008 et juillet 2009. Au Chili, au Paraguay, en Uruguay et au Venezuela, les processus de ratification sont en cours.

L'UNASUR s'étend sur 17 millions de km². Elle compte 361 millions d'habitants. Ses langues officielles sont l'espagnol, le portugais, l'anglais et le néerlandais. Forte de ses 12 membres, l'UNASUR représente en 2009, un PIB de 973 613 millions de dollars par année et 27 % des réserves en eau de la planète. Son système institutionnel comprend:

- Le Conseil des Chefs d'États, principal organe décisionnel (assisté par le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et par les Réunions Ministérielles Sectorielles). Il établit les plans d'action dans le processus d'intégration sud-américain. Sa direction est assurée par un système de rotation annuelle entre les différents chefs d'État qui le compose avec une présidence annuelle qui alterne.
- Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères, chargé de proposer des projets, adopter les nouvelles résolutions de l'UNASUR, développer et promouvoir un dialogue politique.
- Le Conseil des Délégués assure le dialogue et veille à la compatibilité des initiatives de l'UNASUR avec les autres initiatives régionales (ALADI) et sous-régionales (Mercosur, CAN, traités de libre-échange bi-nationaux ou tri-nationaux), assure le dialogue via une participation citoyenne au processus d'intégration;
- Le Secrétariat Général permanent exécute les décisions des autres organes de l'UNASUR, dont la direction est assumée pour deux ans, renouvelable une fois par un des dirigeants des pays membres, actuellement l'équatorien Rafael Correa. Ce dernier critique d'ailleurs l'absence de pouvoir décisionnel réel du Secrétariat.

- Le Parlement de l'UNASUR, composé pour le moment de représentants des parlements nationaux.⁴⁹

Les projets mis en œuvre par les institutions de l'UNASUR se distinguent des précédents projets d'intégration. On peut, ici, s'appuyer sur le concept de discontinuité pour expliquer les conditions dans lesquelles l'UNASUR évolue comme une troisième voie entre intégration régionale classique et la prise en compte de l'évolution politique, économique et social des sociétés latino-américaines. Cette discontinuité se traduit dans les grands principes des textes fondateurs de l'UNASUR qui tendent à promouvoir des représentations nouvelles et originales et permettent le développement de plans d'action très différents de ceux du MERCOSUR, de la CAN ou encore de l'ALADI. La représentation de l'intégration régionale demeure classique, tout en possédant une vision de l'avenir plus poussée.

Si le MERCOSUR, la CAN et l'UNASUR partagent les mêmes préoccupations économiques, politiques, culturelles et identitaires, cette dernière se distingue sur le plan formel par le nombre de pays qui la composent. Ainsi, le premier vecteur de la discontinuité vient du poids géopolitique de l'UNASUR et notamment de celui du Brésil, leader économique incontesté de la région. Plus qu'une intégration régionale, l'UNASUR vise une intégration continentale et renoue par là même avec le rêve bolivarien d'une Amérique Latine unie. Cette discontinuité s'exprime alors au plan normatif dans les échéanciers et plan d'action prévus par cette organisation. En effet, les textes fondateurs et les principes de base de l'organisation établissent un nouveau

⁴⁹Voir el *Tratado constitutivo de la unión de naciones suramericanas*. Article 4 : organes, Article 6 : conseil des chefs d'États. En ligne. <<http://www.pptunasur.com/downloads/tratado-constitutivo-UNASUR.pdf>>. Consulté le 9 décembre 2010.

type d'intégration, ils se différencient des autres schèmes d'intégration latino-américains.

La légitimité de l'UNASUR s'est créée en se démarquant comme l'opposition à l'époque où l'internationalisation des échanges commerciaux, avec la création de la ZLEA en 1990 et de l'OMC en 1994, était prééminente. Elle se définit par un processus d'intégration régionale qui répond à une perte de souveraineté de ces pays face à la mondialisation et la libéralisation du commerce. L'UNASUR a été créée aussi dans le but d'accorder une meilleure marge de manœuvre aux pays adhérents de l'union sur le plan du développement économique, politique et social. En un sens, l'union serait une réponse radicale à l'impérialisme états-unien, qui cherche, pour sa part, à maintenir son contrôle politique et économique sur l'Amérique du Sud.

Les objectifs de l'UNASUR sont, somme toute, d'accélérer les échanges d'un point de vue économique. Sur le plan politique, les changements de régime ont amené la réflexion vers une nouvelle forme de démocratisation du continent via une interdépendance accrue des pays membres. Dans le même ordre d'idées, Olivier Dabène défend l'idée selon laquelle « l'intégration doit engendrer la croissance économique dans l'interdépendance qui, à son tour, doit consolider les démocraties dans toute l'Amérique latine⁵⁰ ».

La réussite de l'intégration comprend la taille des États, le pluralisme et le consensus entre les élites de chaque pays. Suivant ce raisonnement, l'intégration

⁵⁰ Olivier Dabène, Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes. 2009. « *L'intégration et la démocratie* ». En ligne.
<http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=24&Itemid=47> Consulté le 18 juillet 2009.

passer par l'implication de plusieurs acteurs politiques et sociaux à l'intérieur de chacun des pays. Chacun d'entre eux dispose d'un pouvoir et d'une marge de manœuvre qui lui permet de participer aux réflexions et aux discussions de l'organisation. Il s'agit d'une forme nouvelle d'alliance entre les différents acteurs politiques, économiques et sociaux des pays impliqués qui cherchent à atteindre une forme d'intégration capable de mettre en application les idéaux démocratiques grâce à une libre circulation des hommes et des idées afin, à terme, de contribuer à la promotion d'une communauté égalitaire.

L'UNASUR s'est engagée à n'accepter en son sein que les régimes démocratiques. L'existence d'une démocratie dans les pays concernés garantit une assise de valeurs communes permettant la coopération. La présence d'États autoritaires pourrait briser cette communauté de valeur qui préserve la politisation des questions de l'intégration. Démocratie et pluralisme sont pour l'UNASUR un gage de réussite, une nécessité fonctionnelle dans un type d'intégration à dimension politique et sans domination d'un État sur un autre. L'intégration souhaitée par l'UNASUR doit favoriser la démocratisation et contribuer à sa consolidation. Dabène évoque à ce propos l'«esprit du temps», c'est-à-dire le type de relations entre les pays, les préoccupations internes à ces pays, l'état de leur économie, permettant de lire les intentions propres à chacun d'entre eux. Il s'agit de consolider une union véritable à travers un processus d'intégration à volets multiples entre des pays disposant de régimes politiques différents ou de régimes démocratiques inégalement consolidés permettant à terme de créer une communauté politique plus homogène et plus authentique au sein d'une fédération.

Le sociologue et politologue Karl Deutsch, avance l'idée selon laquelle « l'intégration doit être entendue au sens d'association volontaire afin d'éviter tout

affrontement armé⁵¹», ce qui implique que l'intégration doit aussi former une communauté de sécurité.

Cette intégration horizontale, au delà des frontières, permet une harmonisation politique et un attachement commun à des valeurs démocratiques. L'UNASUR recherche un raffermissement démocratique «par le bas» grâce à des flux de communication et de transactions. De cette manière, les formes d'intégrations par le commerce, le tourisme, les migrations ou les échanges culturels, viennent alimenter le discours de l'UNASUR. C'est vers la mise en place d'une communauté comme Deutsch l'entend que l'UNASUR tend faciliter par la présence des démocraties dans tous les pays concernés. Finalement, l'UNASUR aurait pour finalité une « communauté de sécurité fusionnée » où l'intégration est réalisée par une réelle interdépendance entre les pays, soit une totale assimilation sociale permettant à la population de devenir transnationale.

L'UNASUR promeut une coopération politique des pays intégrant l'union alimentée par l'importance du dialogue et la participation active des pays. Elle prône la solidarité politique et diplomatique des nations du sous-continent pour un projet commun, celui d'exister librement, d'effacer les rapports inégalitaires que l'Amérique latine entretient avec le Nord, de moderniser son marché intérieur et extérieur en s'assurant une place importante et compétitive pour faire face à la concurrence mondiale. Elle permettra son intégration économique dans la mondialisation.

⁵¹ Olivier Dabène, « *L'intégration et la démocratie* ». Loc.cit.

2.2 L'exemple européen

Les articles 1 et 2 de la Constitution de l'UNASUR, défendent l'idée d'une organisation dotée d'une personnalité juridique internationale⁵² dont les objectifs sont :

Construire, de manière participative et consensuelle, un espace d'intégration et une union culturelle, sociale, économique et politique entre ses peuples. Elle suggère la priorité au dialogue politique, aux politiques sociales, à l'éducation, l'énergie, l'infrastructure et le financement et l'environnement, entres autres, dans le but d'éliminer les inégalités socio-économiques, réussir l'inclusion sociale et la participation citoyenne, renforcer la démocratie et réduire les asymétries dans le cadre du renforcement de la souveraineté et de l'indépendance des États.

À l'image de l'UE, l'UNASUR cherche à consolider la démocratie au sein de l'union: « seuls les États qui garantissent sur leur territoire l'existence de pratiques réellement démocratiques et le respect des libertés et droits fondamentaux peuvent devenir membres de notre Communauté⁵³ ». Ce rapport Birkelbach⁵⁴, sans posséder de force obligatoire, l'influence grandement.

Lors du sommet de Paris de 1972, les six chefs d'État déclaraient que «les États membres réaffirment leur volonté de fonder le développement de leur Communauté sur la démocratie, la liberté des opinions, la libre circulation des personnes et des

⁵² Voir el *Tratado constitutivo de la unión de naciones suramericanas*. Article 1 et 2. En ligne. <<http://www.pptunasur.com/downloads/tratado-constitutivo-UNASUR.pdf>>. Consulté le 9 décembre 2010. « construir, de manera participativa y consensuada, un espacio de integración y unión en lo cultural, social, económico y político entre sus pueblos, otorgando prioridad al diálogo político, las políticas sociales, la educación, la energía, la infraestructura, el financiamiento y el medio ambiente, entre otros, con miras a eliminar la desigualdad socioeconómica, lograr la inclusión social y la participación ciudadana, fortalecer la democracia y reducir las asimetrías en el marco del fortalecimiento de la soberanía e independencia de los Estados ». [Traduction Marie Conilh de Beyssac]

⁵³ Olivier Dabène. « L'intégration et la démocratie ». Loc-cit.

⁵⁴ Olivier Dabène. « L'intégration et la démocratie ». Loc-cit.

idées, la participation des peuples par l'intermédiaire de leurs représentants élus⁵⁵». L'année suivante, une Déclaration sur l'identité européenne est adoptée à Copenhague qui prévoit entre-autre ceci :

Désireux d'assurer le respect des valeurs d'ordre juridique, politique et moral auxquelles ils sont attachés, soucieux de préserver la riche variété de leurs cultures nationales, partageant une même conception de la vie, fondée sur la volonté de bâtir une société conçue et réalisée au service des hommes, ils entendent sauvegarder les principes de la démocratie représentative, du règne de la loi, de la justice sociale — finalité du progrès technique — et du respect des droits de l'homme, qui constituent des éléments fondamentaux de l'identité européenne⁵⁶.

Finalement, le Conseil européen de Copenhague de 1978 adopte une Déclaration sur la démocratie dans laquelle les Neuf «déclarent solennellement que le respect et le maintien de la démocratie représentative et des droits de l'homme dans chacun des États membres constituent des éléments essentiels de l'appartenance aux Communautés européennes⁵⁷».

À partir de 1979, le Parlement européen est élu au suffrage universel et les États non démocratiques ne peuvent sous aucune raison adhérer à la CEE. La démocratie et le respect des droits de l'Homme deviennent une condition à l'adhésion de l'UE. En juin 1993, le Conseil européen de Copenhague déclare que «les pays associés d'Europe centrale et orientale qui le désirent pourront devenir membres de l'Union européenne. L'adhésion aura lieu dès que le pays membre associé sera en mesure de remplir les obligations qui en découlent, en remplissant les conditions économiques et politiques requises⁵⁸».

⁵⁵ Voir la Déclaration sur l'identité européenne adoptée par le Sommet de Copenhague, 14 décembre 1973.

⁵⁶ Olivier Dabène. « *L'intégration et la démocratie* ». Loc-cit.

⁵⁷ Olivier Dabène. *Idem*.

⁵⁸ Olivier Dabène. *Idem*.

L'UNASUR s'inspirerait de la même tradition. Les acteurs de l'UNASUR évoquèrent « l'histoire partagée et solidaire de nos nations », citant les grands héros indépendantistes de l'Amérique Latine tels que Simón Bolívar, Antonio José de Sucre, José de San Martín. L'UNASUR veut bâtir une grande patrie sud-américaine sans frontière permettant l'émancipation des peuples en faveur de l'unité pour la construction d'un projet commun. « Une identité sud-américaine partagée et des valeurs communes, comme : la démocratie, la solidarité, les droits humains, la liberté, la justice sociale, le respect de l'intégrité territoriale, de la diversité, la non-discrimination et l'affirmation de son autonomie, l'égalité souveraine des États et la solution pacifique des différends⁵⁹ » et la capacité d'une insertion internationale et d'un multilatéralisme démocratique font partie intégrante du développement politique, économique, social et culturel de l'UNASUR.

L'Union des Nations sud-américaines a pour objectif de construire, de manière participative et consensuelle, un espace d'intégration et une union culturelle, sociale, économique et politique entre ses peuples, laissant la priorité au dialogue, aux politiques sociales, à l'éducation, l'énergie, les infrastructures et le financement pour l'environnement. Entre autres, l'objectif consiste à éliminer les inégalités socio-économiques, réussir l'inclusion sociale et la participation citoyenne, renforcer la démocratie et réduire les asymétries dans le marché, finalement, consolider la souveraineté et l'indépendance des États⁶⁰.

Les textes produits par l'UNASUR prennent exemple sur l'histoire de la construction européenne et de son développement des compétences communautaires. Ainsi, les bases idéologiques de l'UNASUR s'inspirent des politiques communes et

⁵⁹ Voir « *Declaración del Cusco sobre la Comunidad Sudamericana de Naciones* » (Cusco, 8 de diciembre de 2004)

⁶⁰ Voir « *La construcción de la integración suramericana. Revista de la integración. Secretaría General de la Comunidad Andina* ». Juillet 2008, p. 16. En ligne. <http://www.comunidadandina.org/public/revista_unasur.pdf>. Consulté le 23 septembre 2009. « La Unión de Naciones Suramericanas tiene como objetivo construir, de manera participativa y consensuada, un espacio de integración y unión en lo cultural, social, económico y político entre sus pueblos, otorgando prioridad al diálogo político, las políticas sociales, la educación, la energía, la infraestructura, el financiamiento y el medio ambiente, entre otros, con miras a eliminar la desigualdad socioeconómica, lograr la inclusión social y la participación ciudadana, fortalecer la democracia y reducir las asimetrías en el marco del fortalecimiento de la soberanía e independencia de los Estados ». [Traduction Marie Conilh de Beyssac]

redistributives dont l'UE s'est engagée. La création de la Banque du Sud, le 9 décembre 2009, prend exemple sur le Fonds européen de développement régional (FEDER) qui date de 1975 et qui répond à un objectif précis : celui de réduire les écarts de développement entre les diverses régions de la Communauté. Ces fonds structurels ont permis à certaines régions et pays (notamment la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie du Sud et l'Irlande) de prospérer, réduisant les écarts de développement à l'intérieur de l'Union.

Les politiques intergouvernementales adoptées par l'UNASUR s'inspirent aussi de celles de l'UE: l'ouverture des frontières, l'environnement, les normes sociales viennent enrichir la pensée du bien commun que connaît la théorie de la démocratie. Elle tente de ne pas reproduire les erreurs de l'UE qui avait, au départ, misé tout sur le marché et les critères de convergence économiques, oubliant d'assortir ces critères avec des objectifs sociaux. « L'union économique et monétaire était une fin en soi et non un instrument au service du bien-être des Européens, alors que l'Europe comptait 16 millions de chômeurs⁶¹ ».

L'UNASUR veut mettre en marche une Amérique du Sud sociale, avec des droits sociaux des travailleurs comme la libre circulation des travailleurs au sein de l'union. Dès lors s'impose l'idée de lutter contre les asymétries de développement. Pour cela, il faut surmonter deux défis: la lutte contre les inégalités de développement, d'une part, et le financement de l'intégration, de l'autre.

⁶¹ Olivier Dabène, Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, « les politiques de solidarité ». 2009. En ligne.
<http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=28&Itemid=47>. Consulté le 8 juillet 2009.

L'UNASUR doit aussi prendre en compte les différentes propositions des États membres, chacun préoccupé par ses préférences nationales. L'Uruguay, par exemple, considère la coopération transfrontalière essentielle, tandis que pour l'Argentine, c'est la restructuration industrielle et la lutte contre les inégalités de développement interne, et qu'au Brésil, c'est la protection de l'agriculture de subsistance. Le principe de solidarité est présenté comme une condition pour faire grandir l'intégration.

Les multiples intégrations qu'a connues l'Amérique du sud n'ont pas vraiment réussi à renforcer les convergences au détriment des divergences. Celles-ci portent sur la pauvreté, sur l'éducation, sur les problèmes sociaux, sur l'environnement et sur la lutte contre les filières de la drogue. Par ailleurs, le processus d'intégration envisagé tente de pallier le déficit démocratique grâce à la participation de la société civile et au parlementarisme. Il met ainsi l'accent sur la participation au processus de prise de décision avec l'idée que « tous les intérêts doivent être représentés dans les instances de prise de décision, dans la mesure où les décisions prises ont des chances d'affecter les groupes sociaux qui les portent⁶² ».

Dans le document *Revista de la integracion : la construccion de la integracion suramericana*⁶³ rédigé par Adalid Contreras Baspineiro, l'auteur explique la construction de l'UNASUR en quatre points : premièrement, l'union s'appuie sur l'idée de la diversité, qu'elle soit politique, économique ou sociale et il n'existe pas une seule vision de cette diversité. Deuxièmement, l'union cherche aujourd'hui à combler les inégalités sociales en luttant contre la pauvreté et l'intégration sociale du

⁶² Olivier Dabène, Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, « *les politiques de solidarité* ». *Loc.cit.*

⁶³ Revista de la Integración. Juillet 2008. Secretaría General de la Comunidad Andina. *La construccion de la integracion suramericana*. En ligne.
http://www.comunidadandina.org/public/revista_unasur.pdf. Consulté le 8 mars 2011.

sous-continent ne peut se construire qu'en instaurant le concept de cohésion sociale. Troisièmement, L'union propose la revitalisation des frontières comme espace d'intégration, ce à quoi l'Amérique du Sud n'avait jamais pensé autrement que d'un point de vue commercial. Les frontières deviennent alors lieu géopolitique où s'organisent la sécurité, la paix, le développement territorial et l'identité culturelle. Elles sont le cadre de réalisation des pratiques citoyennes d'intégration. Quatrièmement, l'union propose la participation citoyenne et le dialogue social avec l'idée que les démocraties sud-américaines et la viabilité des processus de développement dépendent de la capacité d'articuler dans un dialogue social *coresponsable*, avec la participation du gouvernement, de la société civile et des entrepreneurs.

En somme, les politiques publiques à tous les niveaux favoriseraient une intégration multiple et complexe couvrant également la biodiversité, le réchauffement climatique et l'énergie qui touchent de plus en plus les régions andines et amazoniennes. Au niveau externe, il est question de favoriser les relations multipolaires dans un monde globalisé où des rapports diplomatiques avec d'autres continents tels que l'Afrique, l'Europe ou l'Asie sont sollicités. Ces idées prennent en compte l'exemple de l'UE qui se base sur un modèle d'intégration durable dont le point essentiel est la construction d'une plus grande unité économique et politique.

La *Cumbre Energética Suramericana* qui a eu lieu à Isla Margarita, le 16 avril 2007, installe les prémisses de négociation réfléchies à travers les douze pays de l'Amérique du Sud. Pablo Solon, le secrétaire de l'UNASUR explique : « l'intégration régionale est la rencontre de douze pays, ou ce qui revient au même,

douze volontés politiques ⁶⁴». Cela signifie que l'UNASUR compose avec le consentement, les actions communes et les accords de ces pays. Ce modèle d'intégration régional croit en un système d'intégration idéal où chaque pays y trouve son compte. Le développement d'une intégration régional et autonome nécessite la complémentarité d'un seul bloc politique, économique, social et culturel.

En période de réaffirmation de l'État national, l'intégration régionale surgit comme un élément indispensable à la réalisation de projets nationaux et de développement. Il s'ouvre ainsi de grandes possibilités de coopération en matière d'infrastructure, d'énergie, de développement industriel, agricole, et d'environnement. Nous devons réduire la pauvreté et l'exclusion sociale, trouver des sources de financement pour le développement, la sécurité, l'éducation, la culture, la science et la technologie. Ces formes distinctes de coopération exigent des solutions institutionnelles et bien insérées.⁶⁵

Cette intégration permet à l'Amérique du Sud de se présenter de façon plus compétitive et stratégique, en imposant son poids politico-économique à l'échelle internationale. Ses divergences ne devraient pas entraver cette nouvelle position. La diversité et les différences doivent au contraire alimenter l'unité de la coalition et chaque pays est pris en compte dans les décisions finales. Pour ce faire, les membres de l'UNASUR préparent également l'intégration financière, celles des infrastructures, de l'énergie, de l'éducation, des politiques sociales et des médias.

⁶⁴ Voir UNASUR. Secretaría General de la Comunidad Andina. Juillet 2008. “*La construcción de la integración suramericana*”. Revista de la integración. p7. Disponible en version électronique « la integración regional es el encuentro de doce países o, lo que es lo mismo, doce voluntades políticas ». Disponible en version électronique: <http://www.comunidadandina.org/public/revista_unasur.pdf > Consulté le 30 Mars 2011.

⁶⁵ Voir UNASUR. Juillet 2008, “*La construcción de la integración suramericana*”. Loc.cit. “En un período de reafirmación del Estado Nacional, la integración regional surge como un elemento indispensable de realización de nuestros proyectos nacionales de desarrollo. Se abren fuertes posibilidades de cooperación en materia de infraestructura, energía, complementación industrial y agrícola, medio ambiente, combate a la pobreza y a la exclusión social, fuentes de financiamiento para el desarrollo, seguridad, educación, cultura, ciencia y tecnología. Estas distintas formas de cooperación exigirán soluciones institucionales integradas ». [Traduction Marie Conilh de Beyssac]

Dans la déclaration de Cusco du 8 décembre 2004, il est question de rapprocher les différents accords régionaux qui existent en Amérique du Sud et notamment le MERCOSUR, la CAN et l'ALADI afin de renforcer la zone et de réduire une concurrence intra-régionale dommageable pour l'ensemble des pays et donc de renforcer la place des micros, petites et moyennes entreprises. En septembre 2005, les chefs d'État se sont réunis pour élaborer des accords de complémentarité économique entre les pays de l'Amérique du Sud. Ils veulent ainsi réduire les asymétries économiques entre eux. La création d'un fonds financier et le développement de canevas de productions plurinationales permettront une intégration des pays plus fragiles. Le but ultime de ce processus d'intégration est de favoriser un développement plus équitable harmonieux et intégral de l'Amérique du Sud, mais aussi reconnaître les pays du sous-continent sur la scène internationale en obtenant les meilleurs bénéfices de la globalisation.

Dans l'approche fonctionnaliste, les étapes de l'intégration sont découpées en cinq phases, à savoir :

-Étape 1 : l'étape de la zone de libre-échange : celle-ci constitue la forme la plus élémentaire de l'intégration économique. Elle consiste à éliminer les barrières tarifaires et les quotas d'importation entre les pays membres. Ces derniers conservent leurs propres politiques commerciales, dont la fixation de leurs propres droits de douane vis-à-vis des pays tiers. (ALENA)

-Étape 2 : l'union douanière : est une zone de libre-échange au sein de laquelle les pays membres adoptent un tarif extérieur commun (TEC) vis-à-vis des pays tiers. Cette forme d'intégration plus évoluée exige d'élaborer et d'appliquer une législation douanière ainsi qu'une politique extérieure commune. À l'intérieur de l'union douanière, la libre circulation des marchandises est acquise. (MCCA), (communauté andine des nations) et (MERCOSUR)

-Étape 3 : le marché commun : caractérisé par la prise en compte de la libre circulation des capitaux et des personnes physiques (CARICOM)

-Étape 4 : l'union économique et monétaire : marché commun aboutit où les États membres parviennent à un début d'harmonisation des politiques économiques, voir, quelques éléments de politiques communes (Union européenne)

-Étape 5 : l'intégration économique et monétaire complète : c'est la phase ultime de l'intégration économique. Elle suppose l'unification des politiques monétaires, économiques, voire sociales. Cette étape requiert l'instauration d'une autorité monétaire supranationale et dont les décisions constituent des obligations pour les États membres. Partiellement réalisée dans la zone euro de l'UE actuelle puis dans le MERCOSUR, c'est également cette phase ultime que l'UNASUR se propose d'atteindre⁶⁶.

Aujourd'hui, le processus d'intégration a beaucoup évolué, cependant, le défi à l'échelle internationale persiste. Il existe encore des disparités importantes au sein des pays de l'UNASUR, certains pays étant beaucoup plus fragiles que d'autres. Plus encore, dans la sous-région, un pays domine nettement des autres par sa taille (169 millions d'habitants en 2000), son potentiel économique et sa diversité: c'est le Brésil. Il subsiste un manque d'harmonisation des disciplines de commerces qui affectent la compétitivité des exportations des pays moins évolués, créant des incertitudes et des distorsions sociales dans l'exercice du commerce extérieur. C'est par une meilleure convergence régionale répondant à une vision plus large de tous les pays de l'Amérique de Sud qui doit être pris en compte. Des consensus et des

⁶⁶ René-Paul Dessé, Hector Dupuy: *le MERCOSUR, vers « la grande Amérique latine »*. Transversale débats, Ellipses, Paris, 2008, p. 172.

compromis devraient se réaliser pour corriger les asymétries à l'intérieur des pays et entre les pays de l'UNASUR.

Afin d'atteindre la consolidation d'un processus innovateur, dynamique, transparent, équitable et équilibré, la coopération économique et commerciale vise un accès effectif, promouvant l'accroissement et le développement économique capable de maîtriser les asymétries environnementales, rendre complémentaire les économies des pays d'Amérique du Sud, développer la production du bien-être de tous les secteurs de la population et réduire la pauvreté.⁶⁷

L'UNASUR est pour le moment une utopie qui soutient un idéal proche de celui de l'UE dans plusieurs domaines à la fois : le marché, les droits humains, l'intégration continentale, l'ouverture des frontières, etc. Elle envisage une transformation radicale des sociétés latino-américaines où l'union de ces pays permettrait une évolution des secteurs économiques, politiques et culturels plus intéressantes. Le projet repose sur une véritable restauration politique où les gouvernements démocratiques prendraient petit à petit un ascendant sur les autres en s'unissant et en dépassant leurs intérêts politiques immédiats. Comme une utopie qui veut se réaliser, l'union cherche à transformer un rêve en réalité. Elle est antiélitiste et évoque une alliance entre les hommes d'État et le peuple, dans laquelle le bien de celui-ci est évoqué dans les textes de l'organisation. Les nouveaux gouvernements veulent briser la réalité sociale présente. Il existe une désinstitutionnalisation des principaux rapports humains et une ré-institutionnalisation de rapports plus humains. Nous retrouvons une reconnaissance des identités à travers le sous-continent et une valorisation du monde

⁶⁷ Voir UNASUR. Secretaría General de la Comunidad Andina. Juillet 2008. *La construcción de la integración suramericana*. Revista de la integración, p.15. "La cooperación económica y comercial para lograr el avance y la consolidación de un proceso innovador, dinámico, transparente, equitativo y equilibrado, que contemple un acceso efectivo, promoviendo el crecimiento y el desarrollo económico que supere las asimetrías mediante la complementación de las economías de los países de América del Sur, así como la promoción del bienestar de todos los sectores de la población y la reducción de la pobreza». Disponible en version électronique: <http://www.comunidadandina.org/public/revista_unasur.pdf> Consulté le 30 Mars 2011. [Traduit par Marie Conilh de Beyssac]

autochtone. Nous avons affaire à une idéologie qui pense à un avenir prospère, mais dont la réalité sociale, économique et politique de l'heure est encore travestie. Les préceptes de l'organisation ne sont pas pour le moment, du moins, un gage de succès total.

Pour le moment, à l'intérieur de la zone, il subsiste de fortes disparités entre les pays. Avec ses échanges de biens de consommation et de biens d'équipement, le Brésil est le meilleur élève de la classe, car son secteur industriel, moteur des échanges, est le plus développé. Il dispose d'une industrie plus performante et plus diversifiée que celle de l'Argentine. Au détriment de ce dernier, le Brésil s'est approprié l'industrie textile, créant des tensions entre les deux pays. Pour le moment, les mécanismes régionaux de règlement des différents n'ont pas su ou n'ont pas pu régler ce genre de conflits. Par ailleurs, le Paraguay et l'Uruguay font face à des déséquilibres commerciaux et à l'attitude protectionniste de l'Argentine et du Brésil. Ils ont été jusqu'à menacer le Brésil et l'Argentine de négocier des accords de libre-échange bilatéraux avec les États-Unis. Finalement, l'Uruguay a signé un traité bilatéral sur le commerce et l'investissement avec les États-Unis. Le Paraguay a autorisé l'installation d'une base militaire américaine sur son territoire, en 2005.

2.3 UNASUR et neutralité politique

L'UNASUR est-elle tributaire des options politiques et économiques des gouvernements dits de *gauche* en place ou est-elle neutre et apolitique dans son mode de coopération multilatérale ? L'UNASUR est-elle une simple union de douze pays prêts à conjuguer réformes sociales et libéralisme économique ou participe-elle à un projet « néo-socialiste du XXI^e siècle » pour paraphraser le slogan lancé par le président Chavez ?

Sans doute, l'une des originalités de l'UNASUR tient au fait que le projet parvient à faire converger les partenaires dont les politiques et les idéologies mêlent la gauche radicale, la gauche progressiste, le centre et la droite conservatrice. Il a su s'adapter, non seulement aux nouvelles tendances politiques qui définissent la région, mais en plus il tente de répondre aux questions identitaires qui traversent la région. Il met ainsi en valeur plusieurs thèmes, qu'ils soient identitaires, économiques, de bonne gouvernance ou du respect des contre-pouvoirs. Son objectif principal demeure la création d'un espace interne de dialogue et l'instauration des règles communes, permettant d'éviter les querelles qui croissent dans certains secteurs inter-régionaux.

L'UNASUR se préoccupe essentiellement de la création d'un ordre régional sans conflits avec un idéal de paix grâce à la création d'institutions, accompagné d'un dialogue adéquat. L'idée selon laquelle les rapports interétatiques peuvent être organisés par une rationalité devient réelle. Il existe aujourd'hui en Amérique du Sud un pacte social entre les États et un multilatéralisme qui substituent aux rapports de puissance un ordre régi par des droits et des obligations des États. L'UNASUR soutient les institutions suscitant un ordre favorable à des relations économiques, sociales politiques, mais aussi de paix entre les États. L'intensification des relations commerciales et l'interdépendance entre les États ont amené ceux-ci à mettre en place

des institutions favorisant la coopération. Ainsi donc, l'institutionnalisation des échanges entre les différents pays amène une certaine stabilité et vise à une prospérité économique des États.

L'UNASUR peut-être défini soit dans une perspective positive, soit dans une perspective normative, selon les interprétations. Dans une perspective positive, l'UNASUR peut être considérée comme une « technique institutionnelle visant à instaurer une régulation dans les relations entre États ⁶⁸ ». Il est dans l'intérêt des États de s'unir. Dans une perspective plus normative, l'UNASUR est vu comme un projet politique incitant la coopération et accentuant l'interdépendance entre les États.

L'UNASUR n'a cependant pas pour vocation d'instaurer une égalité entre les États et ne tente pas de réduire les inégalités existantes entre eux. Nous retrouvons d'ailleurs la présence de puissances comme le Brésil ou l'Argentine qui mettent en place et favorisent l'émergence d'une coopération multilatérale. Dès lors, la coopération existante s'est créée à travers des intérêts étatiques communs avec une action concertée améliorant l'efficacité politique. L'association entre les États est ainsi facilitée par la présence de problèmes communs ou de projets communs, qu'ils soient politiques, économiques, environnementaux, et autres. Ces alliances ont permis une action plus efficace et plus bénéfique en ce qui concerne les pays concernés. Elles touchent des projets comme la démocratie, le dialogue, les problèmes écologiques, et visent des questions d'intégration économique, politique et sociale.

⁶⁸ Philippe Moreau Défarges, Politique étrangère, Automne 2004. « Le multilatéralisme et la fin de l'histoire ». En ligne. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/0104-MOREAU_DEFARGES-FR2-2.pdf> consulté le 8 février 2010

Le Brésil, comme l'Argentine, « superpuissances » de l'Amérique du Sud, sont à l'avant-garde de cette coopération multilatérale par laquelle ils justifient leur action sur les pays les moins puissants. Croire qu'ils ont pu penser au bien commun des pays d'Amérique du Sud serait illusoire, puisque par expérience, un État, aussi puissant soit-il, agit d'abord et avant tout pour poursuivre des objectifs nationaux.

Même si l'UNASUR a été créée pour faire entendre la voix sud-américaine à l'échelle du globe et peser dans les négociations, dans un contexte économique ou diplomatique, il n'en demeure pas moins que le Brésil reste leader de ce mode de coopération multilatérale et qu'il impose ses marques et ses limites dans les accords et les pactes au sein de l'union. L'UNASUR reste un mécanisme de persuasion du faible au fort. Elle est une coalition susceptible de s'émanciper des États-Unis. Elle tente de mettre à l'ordre du jour l'idée d'un monde multipolaire par opposition à un monde unipolaire sur lequel les États-Unis règnent.

Finalement, l'UNASUR reste un mécanisme imparfait de régulation des relations interétatiques. Sa situation est probante quant à cette vision de la coopération multilatérale. Pour que l'union puisse poursuivre ses ambitions, démocratiques ou non, elle ne doit pas buter sur l'idée selon laquelle les États membres devraient reposer sur un même système politique et idéologique. Il est certain que la conjoncture politique et économique du Brésil ne ressemble en rien à celle du Venezuela. Nous avons d'un côté un régime qui fonctionne sur des bases plus libérales et, de l'autre, un régime qui prétend opérer sur des bases néo-socialistes. Si la coopération entre les deux pays fonctionne, ce n'est pas grâce à une complémentarité des idéologies, mais à la poursuite des intérêts nationaux. Il est important d'analyser l'idée selon laquelle l'UNASUR formerait une intégration ouverte à un pluralisme des interprétations politiques. Elle n'attribue pas ses

intentions à des idéaux venants de la mouvance de droite ou celle de gauche. Elle développe un système multilatéral dont les visions de coopérations visent une forme de neutralité politique. Nous pouvons observer une intégration qui se rattache principalement au développement structurel, économique et diplomatique des pays du sous-continent, et ce, grâce à l'union de douze pays.

Il devient par conséquent cohérent de se poser la question de savoir si l'UNASUR construit son projet en se basant sur les principes d'un multilatéralisme démocratique. C'est pour cela qu'elle mettrait en œuvre des rapports interétatiques grâce à des contrats avec lesquels elle créerait un nouveau type de communauté entre les États. En ce sens l'Union est donc un pacte social, politique, économique et culturel, fixant les droits et les devoirs de ces pays qui assurerait le maintien de la paix entre les membres. La multiplication des échanges permettrait à ces pays de vivre de façon plus égalitaire en favorisant une croissance de leur puissance à l'échelle du globe : « une association générale des nations devra être formée [...] dans le but de fournir les garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux grands comme aux petits États⁶⁹ ». Si le multilatéralisme est normalement compris comme étant « agéographique » ou universel, ici, il est la figure d'une structure régionale portée les rapports que l'UNASUR entretient avec les autres pays extérieurs à l'Amérique du Sud.

Ce pacte sert de base objective qui peut être invoqué par tous. Il n'y a pas plus de rapport de force entre les pays forts et les pays plus faibles puisque le pacte fait naître un ordre régi par des textes. Il existe un espace de règles et de procédures que chacun doit reconnaître. Ainsi, l'UNASUR est inclusive dans son fonctionnement, car elle intègre tous les États dans une même communauté de règles. Ce pacte

⁶⁹Philippe Moreau Défarges, 2004, « Le multilatéralisme et la fin de l'histoire » loc.cit.

multilatéral est considéré comme égalitaire puisqu'il confère aux parties prenantes les mêmes droits et obligations : le respect de l'intégrité territoriale des autres États, le non recours à la force en cas de litige, la prise en compte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Une confiance mutuelle est indispensable. Avant tout, il est important de rappeler que le multilatéralisme est considéré par certains pays ou certaines organisations comme « un instrument établi au service des puissants ». Rappelons que le multilatéralisme, dans la pratique, intègre une dimension inégalitaire. Dans le cas de l'Amérique du Sud, il est impossible de nier le poids disproportionné des États. Il est aisé de concevoir, au sein même de l'UNASUR, des litiges entre les différents États ainsi que la violation des règles. Quels sont les instruments qui pourraient régler les litiges entre les différents pays ? Le simple pacte entre les États ne suffit pas à les assujettir puisqu'il peut-être utilisé comme « un outil de verrouillage au service de leurs avantages acquis⁷⁰ ». Au même titre que l'UE, l'UNASUR deviendrait un laboratoire de l'application du multilatéralisme démocratique.

L'UNASUR devrait accepter l'idée selon laquelle les mécanismes multilatéraux, qui engendrent des sociétés interétatiques se superposent à cette *jungle* des sociétés dans laquelle aucun des pays les plus puissants n'est prêt à abandonner l'utilisation de la force. Elle doit prendre en considération que le multilatéralisme est la démocratie sans l'État comme appareil à homogénéiser et à réduire les inégalités. Les réalités étatiques et les inégalités entre les États persisteront toujours. Par contre, l'UNASUR peut se définir comme un ordre reposant sur plusieurs pôles de puissances s'équilibrant plus ou moins les uns les autres. L'égalité des pays n'est pas un prétexte contribuant à légitimer la puissance des pays les plus puissants de l'union. Le besoin d'institutionnalisation et d'interdépendance entre les pays favorise

⁷⁰ Philippe Moreau Défarges, 2004, « Le multilatéralisme et la fin de l'histoire » loc.cit.

l'existence de l'UNASUR à long terme, et ce, même si la structure des différents gouvernements diverge d'un point de vue idéologique.

Par ailleurs, elle laisse place à cette idée de neutralité politique et de pluralité des interprétations politiques quant aux avancées qu'elle occasionne. Dans ces conditions, la notion de « convergence » devient primordiale. Il existe bien une pluralité des interprétations politiques, c'est-à-dire une diversité des opinions et des représentants politiques, mais la convergence des intérêts et des valeurs sud-américaines en terme de démocratie politique, de compétitivité mondiale et de progrès économique et social débouchent inconditionnellement sur un rapprochement des accords d'intégration au sein de l'UNASUR. Cette gouvernance facilite l'apparition d'une dimension plus régionale dans des domaines commerciaux, mais aussi diplomatiques, culturels, sociaux. La convergence est alimentée tant par des initiatives des agents économiques que par des négociations diplomatiques. L'Amérique du Sud connaît aujourd'hui une convergence spontanée d'un côté et une convergence programmée de l'autre. La première répond à une logique largement économique, la seconde à une logique plus politique. L'UNASUR mêlerait ainsi ces deux formes de convergences.

CHAPITRE III

L'UNASUR APPRÉHENDÉE PAR TROIS APPROCHES THÉORIQUES

Pour analyser l'UNASUR, il est particulièrement intéressant de se pencher sur certains auteurs de la nouvelle pensée critique comme Toni Negri et Michael Hardt avec leur concept d'*Empire* et de *Multitude*. Il semble profitable d'analyser les mouvements en tant que *multitude* et de comprendre en quoi ils ont joué un rôle majeur dans l'apparition de l'UNASUR. Quant à Jacques Beauchemin, même s'il n'appartient pas au courant critique à développer une approche intéressante au sujet de l'identité qui pourra s'avérer utile dans cette analyse. Finalement, Laclau réinterprète le concept de *populisme* de manière avant-gardiste.

Les nouvelles théories critiques qui émergent aux alentours des années 1980 sont inspirées du marxisme occidental. Le néo-marxisme occidental est né de la défaite subie par les organisations sociales et politiques à partir de la seconde moitié des années 1970. Notre analyse s'oriente donc sur l'étude de la théorie critique mais aussi d'un auteur qui ne s'en réclame pas. Plus significativement, pour notre propos, les contributions aux théories critiques n'apparaissent plus uniquement dans le monde occidental, mais elles émergent aussi dans les régions périphériques du centre intellectuel occidental. L'Europe n'est plus le centre en termes de production et de diffusion des théories critiques. Les États-Unis, grâce à l'effort d'une forte immigration intellectuelle, contribuent également à ce courant de pensée grâce à leur position sur le marché mondial de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la publication.

Le structuralisme et le post-structuralisme comptent parmi les courants forts, qui imprègnent les nouvelles théories critiques et qui remettent à jour des concepts tels que ceux d'utopie, d'idéologie, d'identité, de souveraineté et de citoyenneté. Les nouvelles théories critiques incorporent aussi dans leur analyse les mouvements démocratiques et de libération nationale.

3.1 *Multitude et intégration en Amérique du Sud*

Les changements en Amérique du sud sont survenus essentiellement au moment où les États-Unis détournèrent leur attention du sous-continent pour s'attarder au « problème » de l'Irak. C'est à ce moment-là que certaines transformations politiques et sociales se sont révélées et que la gauche a pu bénéficier d'un regain d'importance. L'Amérique du Sud se lança alors dans l'expérimentation d'une souveraineté renouvelée en créant un nouvel ordre politico-économique. L'Amérique du sud s'ouvrait à la « multitude globale (révolutionnaire) qui s'impose en tant que puissance constituante face aux pouvoirs constitués, et en tant que source d'innovation biopolitique face aux rigidités du biopouvoir⁷¹. » Cela signifiait que le pouvoir pouvait et devait changer de camp et en quelque sorte passer des dominants aux dominés.

Negri reprend la théorie foucaldienne et définit la biopolitique en tant que pouvoir. Les pratiques, les savoirs et les institutions exercent leur mainmise sur l'ensemble des individus à travers des procédés de contrôle. La biopolitique n'est pas seulement un régime disciplinaire ; elle intègre aussi des processus de contrôle. Ainsi, la gestion de la santé, de la natalité, de la sexualité, de l'alimentation, et en tant qu'aspects de la vie, sont aussi des enjeux politiques. La biopolitique utilise des

⁷¹ Antonio Negri, Giuseppe Cocco : *Global : lutte et biopouvoir à l'heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l'Amérique Latine*, Paris : Amsterdam, p 32.

dispositifs et des stratégies disciplinaires du capitalisme qui évoluent constamment pour contrôler les populations afin de gouverner la vie et, ultimement, l'exigence de productivité. Somme toute, « les modèles juridiques de la souveraineté sont donc soumis à une critique politique de l'État qui permet de mettre en évidence la circulation du pouvoir dans le corps social, et par conséquent, la variabilité, des phénomènes d'assujettissements auxquelles elle donne lieu⁷². » La biopolitique, à l'ère libérale subsume dès lors la société sous le développement du capitalisme, on peut alors parler de « marchandisation » de la vie. Selon Negri, c'est à travers cette circulation du pouvoir et ce régime de contrôle qu'apparaissent des phénomènes et des processus de résistances à l'assujettissement.

Ces dernières années, plusieurs pays de l'Amérique du Sud ont dénoué les liens qui les rattachaient à cette politique développementiste nationale conçue après la grande dépression de 1930 qui les poussa à produire des produits pour les pays du centre, ce qui les assujettissait aux pays développés et confortait certains régimes dictatoriaux tout en y alimentant les dictatures installées. Nous assistons parallèlement à un renouveau de ces mouvements ouvriers et d'une intelligentsia qui prônent désormais une plus grande unité de l'Amérique du Sud. Ces mouvements font face à une mondialisation néolibérale exacerbée qui laisse peu de place aux projets nationaux alternatifs. Ils ont du remettre en cause la variante du développementisme sud-américain qui, loin de faire avancer les pays dans l'économie mondiale, a fait grimper la dette extérieure et les inégalités sociales. Par le passé, le développementisme en Amérique latine n'a pas su communiquer avec les mouvements sociaux d'émancipation. Il n'a pas su faire progresser l'économie en raison de son déterminisme économique. Il a fait de la construction de l'État-nation une priorité et a réduit les populations à une forme d'assujettissement. Aveuglé par le

⁷² Antonio Negri: *Fabrique de porcelaine. Pour une nouvelle grammaire du politique*, Paris : Stock, 2006, p. 43.

pouvoir d'État et son rapport au capital, le développementisme n'a pas su saisir l'ensemble des travailleurs comme force politique en elle-même.

Pour Negri et Cocco, les États sud-américains ont été, dans un premier temps, construits à travers l'indépendance politique, et, par la suite, grâce à la mise en place d'une base industrielle qui les conduits à plus de croissance. Cependant, le retard économique de l'Amérique latine ne s'explique pas seulement par l'impérialisme européen et états-unien. Les élites locales, à l'aide d'une certaine politique raciale et corporatiste, se sont évertuées à taire les résistances. Elles ont soutenu un échange inégal et l'exploitation à l'intérieur même du pays, par la démobilisation politique et productive des masses. Les idéologies de l'État-nation ont laissé proliférer l'indigence politique et la misère des classes subordonnées. Les sociétés ont été prisonnières du biopouvoir. L'autoritarisme de ces pays est à l'origine du trou sans fin de la dette extérieure. Negri et Cocco expliquent que tout développement a besoin de l'État, mais d'un État fort et démocratique. Ils critiquent l'État national développementiste sud-américain. D'un côté, il ne peut devenir moteur du développement social et de la croissance économique, de l'autre, il n'est plus « que la figure d'un biopouvoir articulé à une société qui reproduit des stratifications sociales de type néo-esclavagiste, sur les bases d'un pacte oligarchique et corporatiste élargi à de minces fractions des classes moyennes⁷³. » Ce biopouvoir s'oppose catégoriquement à la lutte pour la liberté des collectivités et des forces productives. L'État sud-américain du XXe siècle s'inscrit dans la continuité d'une « oligarchie coloniale paternaliste » et technocratique, s'appuyant sur une guerre contre les minorités et la discrimination raciale. Celle-ci se traduit par l'exclusion de ces minorités des services publics, comme l'école ou la santé, mais aussi de la sphère politique et citoyenne. De ce point de vue, la croissance économique de certains pays,

⁷³ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, *Global*, 2007, op.cit., p. 118.

telnh que le Brésil, à l'époque, ne va pas de pair avec l'idée même de démocratie, de citoyenneté sociale, ou même d'interaction entre les classes. Elle est plutôt synonyme d'une forte complicité entre marché et État.

Negri et Cocco examinent l'État développementiste des pays latino-américains comme un « État-nation faible », un État qui n'a jamais connu d'autonomie, un État subordonné à des rapports impérialistes et d'exploitation, évoluant à partir des structures de biopouvoir, antidémocratique, colonial et raciste. L'État-nation est un biopouvoir fondé sous l'armature de la domination et sur l'exclusion des classes subalternes. L'État-nation développementisme n'est, pour Negri et Cocco, que l'image même du racisme. C'est un État se présentant sous sa forme technocratique, « oligarchique paternaliste coloniale hybridée » et corporatiste : « La discipline démographique est donc menée aux armées⁷⁴ ». L'État-nation développementiste latino-américain s'est construit grâce à une stratification sociale forte et bien délimitée, où les luttes pour la liberté se sont heurtées à l'élite du pouvoir, majoritairement blanche, pour qui le métissage resterait une inflexion du biopouvoir.

Pour sa part, le néolibéralisme a su jouer en faveur de l'universalisation des droits. Il a joui d'un rôle plus efficace que celui de l'État-nation développementiste, grâce, entre autres, aux bénéfices que la population a pu en tirer profit dans certains secteurs. Il a cependant poussé la dépendance à son paroxysme avec cette idée d'intégration économique et financière mondiale : « l'ère de la dépendance et de l'interdépendance coloniale a fait place à celle de l'interdépendance impériale⁷⁵ ». Le « Consensus de Washington » n'a fait qu'élargir le processus d'exclusion sociale en

⁷⁴ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p. 155.

⁷⁵ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p. 179.

privatisant ce qui relevait de la sphère publique, en instituant des régimes fragmentaires d'accès aux services, en réduisant les dépenses publiques, etc.

Cependant la *multitude*, même divisée par les politiques néo-libérales, refoulée par le syndicalisme corporatiste, saura ou pourra faire preuve d'unité politique face à cette nouvelle représentation du pouvoir. Cette *multitude* incarne la réalisation de la démocratie, ouvrant de nouveaux espaces de mobilisation et de construction du bien commun. L'exemple du mouvement argentin de 2001, qui a su unir dans sa lutte les classes moyennes urbaines épargnantes d'une part, les prolétaires et les chômeurs, exclus de la restructuration productive néolibérale, d'autre part, l'illustre bien. Cette lutte préfigure l'émergence d'une nouvelle classe : celle de la *multitude*, qui en détruisant les formes anciennes de discipline sociale, ouvre un nouvel espace d'action démocratique. Ainsi, selon Negri et Cocco, la multitude ne représente pas l'unité du peuple, mais « un ensemble de singularités incommensurables et souffrantes la multitude est le nom d'un ensemble de singularités sans transcendance, c'est-à-dire un peuple vis-à-vis duquel la souveraineté ne peut être séparée de son exercice⁷⁶ ». La crise de 2001 en Argentine est sans conteste le reflet d'une population qui, dans toute sa singularité, refuse la souveraineté du pouvoir de l'État et des marchés. La multitude construit les bases du changement social et politique, et donc de la démocratie. Elle entraîne une mutation dans les modes d'échange, de redistribution, et donc dans le déploiement de la liberté et de l'émancipation.

Selon Negri et Cocco, en Amérique latine, le radicalisme révolutionnaire, par l'application d'une volonté toujours plus forte, est aujourd'hui capable de changer radicalement les choses dans cette partie du monde. La relation entre ces mouvements

⁷⁶ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p184

et la gouvernance a ceci de particulier qu'elle est possible et nécessaire. Le radicalisme révolutionnaire connaît une transition originale. Nous assistons actuellement à une réduction de plus en plus importante de la dépendance économique et politique de l'Amérique du Sud envers les États-Unis, de l'Europe et des grandes institutions financières, mais surtout une certaine réduction du rôle répressif militaire des États-Unis dans la région.

Parallèlement, les forces politiques des États sud-américains, qu'elles soient civiles ou militaires, proposent des nouveaux modèles de démocratie participative. L'UNASUR, en est l'exemple parfait. Cette union s'ouvre aux mouvements et à la « gestion multitudinaire des biens communs⁷⁷ ». L'UNASUR incarne un nouvel ordre de valeurs et d'institutions. Negri et Cocco développent l'idée que les mouvements sociaux et les luttes sociales poussent l'innovation. La *multitude*, en tant que « figure subjective que le prolétariat a construit comme sa propre expression constituante, dote l'analyse révolutionnaire d'une universalité.⁷⁸ ».

Multitude est un « élément de cohésion des multiples résistances mises en œuvres par la singularité⁷⁹. » Elle est « subjectivement efficace » et « objectivement antagoniste », car elle est alimentée par un « commun » aussi bien du point de vue productif où chaque valorisation sociale est prise en compte, que du point de vue politique, forme à travers laquelle la subjectivité s'organise. La *multitude* a cette capacité de transformer et de coopérer grâce à sa puissance et à sa productivité. Il s'agirait d'une force de travail productive saisie par une homogénéité commune, avec aussi une autonomie relative. Elle s'organise comme une forme de résistance face à

⁷⁷ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p. 33.

⁷⁸ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p. 34.

⁷⁹ Antonio Negri, 2006, *Fabrique de porcelaine, op.cit.*, p. 83.

ce qui est vécu comme de l'exploitation et de la domination capitaliste sur la société. Cet antagonisme ou ce déséquilibre capitaliste entre production (investissement) et accumulation (consommation) multiplie les frustrations que la multitude peut canaliser : « L'unité d'action de la multitude, c'est la multiplicité des expressions dont elle est capable⁸⁰ ». Elle utilise le droit commun comme sa propre expression biopolitique et se présente comme une alternative à la gestion capitaliste et à l'exploitation. Elle propose ainsi à la démocratisation radicale de la production. La *multitude* est donc une nouvelle catégorie de la pensée politique qui renvoie à une capacité de construire une « unité de perspective. » Nous assistons à l'émergence d'un nouveau modèle d'intégration sous l'image d'un « mouvement multiple » prônant l'idée d'un régionalisme sans précédent. Selon Antonio Negri et Giuseppe Cocco, la *multitude* à travers l'expression des luttes donne naissance à un tel mouvement d'ensemble.

Quand on se tourne vers le Venezuela, on voit que l'insurrection décrite par Gilly comme une « combinaison inédite de traits anciens et modernes » a ouvert la voie à la présidence de Chavez, de même que la multitude rassemblée au palais Miraflores a permis la radicalisation du tournant « bolivarien » emprunte depuis lors par le président. En Argentine, Kirshner est le produit de cette onde de choc des journées semi-insurrectionnelles des 19 et 20 décembre 2001, à Buenos Aires. Quant à Lula, au Brésil, sa victoire électorale de 2001 ne peut se comprendre sans l'articulation de l'autonomie ouvrière de l'ABC pauliste (région traditionnellement industrielle de l'État de San-Paulo) avec les mouvements urbains brésiliens dans le contexte du « parti réseau » (le parti des travailleurs)⁸¹ ». L'arrivée d'Evo Morales au pouvoir en Bolivie marque également l'émergence d'une politique alternative en ce

⁸⁰ Antonio Negri, 2006, *op.cit.*, p. 92.

⁸¹ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007 *Global*, *op.cit.*, p. 18.

que la diversité ethnique et culturelle face « au miroir identitaire du pouvoir de l'État⁸² ».

Autour d'un ensemble de débats théoriques, l'UNASUR tend à jeter les fondements d'une autre Amérique du Sud. Elle a commencé par rejeter le « Consensus de Washington », considéré comme structure impériale de domination capitaliste, militaire, politique, commerciale imposée par les pays du centre. Cependant, les conséquences du consensus de Washington et de l'impérialisme états-unien ont laissé des traces dévastatrices. Aujourd'hui, l'UNASUR tente de réduire les grandes inégalités qui subsistent malgré les taux de croissance économique plus que notables affichés par certains pays membres.

L'UNASUR, propose à l'Amérique du Sud « un nouveau pacte » : l'amélioration des conditions sociales de production grâce à de nouvelles politiques œuvrant pour l'éducation, l'émancipation des femmes, la libération de l'expression culturelle, la suppression des barrières raciales et la reconnaissance des politiques indigènes. Ce pacte dépasse la structure même de la subordination et de la domination des forces de travail au capital. Cette union accorde une importance majeure aux mouvements sociaux, à la *multitude* actuelle et à ses choix culturels dans une perspective de résistance à la domination capitaliste du centre. Ces choix sont tout aussi importants que les choix économique-politiques, « parce qu'ils en font partie intégrante et qu'ils s'avèrent décisifs pour toute alternative démocratique⁸³ ». Cette union ouvre de nouveaux espaces sociaux et donc productifs. L'UNASUR fait la distinction entre marché et liberté affirmant sa résistance à l'impérialisme capitaliste

⁸² Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007 *Idem.*, p. 19.

⁸³ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p. 47.

par une protection de la souveraineté sud-américaine. Elle défend un développement autonome pour sortir de la dépendance et des lois rigides du marché.

En somme, l'UNASUR est née de la force conjuguée des mouvements sociaux face à la crise de la représentation de l'État, de « ses obligations externes » vis-à-vis du FMI et de la Banque mondiale. Elle est bien « la prise de conscience sociale d'un processus commun de construction de liberté⁸⁴ ». Pour Negri et Cocco, la constitution de cette union renforce la mobilisation des mouvements et donc la production. L'UNASUR tente alors de constituer un espace public qui représente le travail collectif de la *multitude*. Cet espace public renforce le concept de citoyenneté grâce à l'accès universel à l'éducation, à la « discrimination positive » envers les autochtones, les Noirs, à un syndicalisme structuré sur des bases citoyennes.

L'UNASUR est une forme « d'interdépendance », non pas avec les grandes institutions financières internationales comme le voudraient la Banque mondiale et le FMI, mais à un niveau véritablement sud-américain, avec ses dynamiques d'intégration propres. Cette interdépendance des gouvernements sud-américains doit dorénavant dépasser les conflits associés aux intérêts de chacun des pays, en particulier économiques. L'intégration continentale de l'UNASUR ne peut se maintenir que si les gouvernements assument leurs divergences et se dirigent vers une coalition « post-nationale » et démocratique. Ce puissant changement se fait essentiellement sous l'influence des régimes politiques charismatiques que sont Lula, Chavez, Kirchner et Morales. Tandis que la puissance économique et diplomatique du Brésil fait de ce pays le centre de gravitation de la région.

⁸⁴ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p. 67.

Les gouvernements sud-américains cherchent à réunir la « puissance productive de la multiplicité » et les singularités qui la composent en réinventant les institutions au-delà de l'État. Pour ce faire, ces gouvernements doivent s'ouvrir aux luttes, aux résistances et aux mouvements sociaux à travers l'Amérique du Sud pour en faire le moteur d'un tournant démocratique et une intégration originale. En ce sens, l'UNASUR exige des gouvernements le maintien de relations ouvertes entre eux et avec les mouvements populaires. Les institutions naissantes encadrent les relations de marché entre gouvernements, mais aussi les relations sociales et culturelles avec les peuples et les mouvements sociaux.

Cocco et Negri décrivent la *multitude en soi* comme étant l'ensemble des mouvements sociaux et la *multitude pour soi* comme l'expression concrète des besoins et des désirs sociaux. En Amérique du Sud, il aurait existé trois périodes de luttes ou de résistance de la part de la *multitude* : la période *cépaline* durant laquelle les luttes étaient isolées, souvent identitaires et corporatistes, donnant lieu à des insurrections désespérées, incapables de modifier les structures institutionnelles. Nous retrouvons ensuite la période des dictatures, où les résistances de la classe ouvrière et du prolétariat urbain se transforment en luttes armées. On leur doit la recomposition politique des *multitudes* et l'autonomie sociale du prolétariat. Enfin, les luttes qui ont suivi la chute des dictatures qui joueraient quant à l'UNASUR un rôle véritablement constituant. Elles convoquent l'ensemble de la société et des classes sociales, elles se définissent comme la multitude et ébauchent des projets de changements. Leurs persistance font obstacle à la gestion néolibérale du pouvoir et à sa fonction impériale. Les forces de la multitude agissent à une échelle plus globale et elles sont devenues très puissantes.

L'union représente une figure innovatrice de l'exercice du pouvoir, engageant une nouvelle sphère sociale et une présence politique à l'échelle régionale. Elle témoigne d'un nouveau cap tourné vers la démocratie, où, l'autonomie des mouvements sociaux et de la *multitude* est considérée non pas comme un adversaire, mais comme une avancée dans les sociétés sud-américaines. Ces acteurs sont témoins de la crise de la représentation politique et évoquent une nouvelle dynamique démocratique encadrant les mouvements et les gouvernements dans un rapport original et agissant.

L'Amérique du Sud se construit donc sur ce que Negri et Cocco appellent le "*new deal*" : à l'intérieur de chaque État se déploie une forme de démocratie sociale à laquelle s'ajoute une nouvelle forme de coopération autonome et d'interdépendance entre chacune des nations du sous-continent, dans le but de se soutenir mutuellement. L'Amérique du Sud unie fait face à une subordination envers des États riches, mais aussi face à la soumission des politiques semi-coloniales d'autres gouvernements sud-américains. L'UNASUR change la manière de comprendre les rapports sociaux, économiques et politiques. Exploitation, racisme et domination sont des notions revisitées, reconfigurant ainsi les relations hiérarchiques. L'intégration économique, sociale et politique est reconduite démocratiquement. De plus, les classes subalternes sont considérées comme sujet sur la scène politique nationale et internationale. Elles deviennent « acteurs autonomes et réalistes ouverts à un nouveau pacte de gouvernements qui soit en mesure de transformer les rapports de production et les formes de vie dans le contexte de transition globale que le monde est en train de vivre⁸⁵. » Le but de ces gouvernements est aujourd'hui de continuer la lutte pour contester le système impérialiste global et bouleverser les rapports internationaux justifiant la mainmise du centre. La construction de la démocratie interne doit

⁸⁵ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p. 200.

répondre aux questions menées par les mouvements globaux. L'Amérique du Sud devient un protagoniste de la mondialisation à travers laquelle elle entretient des liens privilégiés avec les puissances émergentes telles que l'Afrique du Sud, la Chine et l'Inde.

Les nations sud-américaines se sont construites à partir de plusieurs modèles de développement à l'intérieur duquel les expériences de ruptures politiques et sociales ont été nombreuses et diversifiées. Nous retrouvons dans chacun de ces modèles une dialectique entre « une modernité imposée (le modèle américain du développement) et une antimodernité révolutionnaire (avec des racines éthiques et politiques communistes et indigènes)⁸⁶ ». Cette dialectique se développe à travers une pluralité de luttes et d'imaginaires politiques poursuivant des aspirations démocratiques. Les mouvements de contestations, sous différentes manières, se sont emparés de la construction de la démocratie inspirée des idéologies socialistes.

Les persistance des luttes pour la liberté ont donné naissance à des partis politiques de gauche. Le Brésil du président Lula, par exemple, s'engage dans une nouvelle phase de transformation et de libération de minorités, à travers le travail. Lula a cherché à rompre les liens entre l'État et les entreprises multinationales, mais il s'est aussi attaqué aux dimensions racistes du biopouvoir corporatiste. Il a su réunir les forces favorables dans la reconstruction d'une politique continentale, il a également cherché à changer les rapports entre pays de l'ancien tiers-monde.

Ainsi, l'UNASUR devient l'expression avérée de la postmodernité se définissant sous le thème de « la marche vers la liberté ». Elle se détache de

⁸⁶ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p. 204.

l'oppression du biopouvoir. « Ce n'est qu'en tenant ensemble, simultanément ces deux éléments (la multitude et l'interdépendance) qu'il sera possible de construire une nouvelle gauche, porteuse et organisatrice de pouvoir constituant⁸⁷. »

L'UNASUR est devenue le symbole d'une politique autonome en Amérique du Sud. Cependant, si cette voie est appuyée par les mouvements et les expériences de luttes révolutionnaires, elle s'est érigée « d'en haut ». L'UNASUR, terrain constituant, va chercher « en bas », dans la réappropriation par la multitude des pratiques sociales, politiques et économiques. Son action devient utile lorsque la lutte, l'interdépendance dans un marché unique sud-américain se font biopolitiques. Comprendons alors que le gouvernement et mouvements sociaux agissent dans un rapport d'interlocution et non de domination. Dans les villes et les campagnes, des terrains d'entente sont identifiés où les valeurs communes (travail informel, écologie, éducation, sécurité, etc.) et un « savoir-vivre ensemble » construisent les bases d'une expression démocratique. Il n'est pas certain que l'union réussisse, mais des auteurs comme Antonio Negri et Giuseppe Cocco sont optimistes.

Aujourd'hui, il ne faut pas sous-estimer le poids de l'UNASUR comme vecteur du développement en Amérique du Sud. Si le sous-continent est riche en ressources naturelles, les écarts de richesses et l'exclusion sociale sont encore très présents. Ainsi, La Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana (l'initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine ou IIRSA) considère l'espace géoéconomique du sous-continent comme étant riche de diversité pouvant ainsi faciliter le processus d'intégration. La cordillère des Andes, l'Amazonie et son fleuve, le Pantanal, ainsi que les aires d'intégration, de développement formeraient des voies de communication stratégiques pour parvenir à

⁸⁷ Antonio Negri, Giuseppe Cocco, 2007, *Idem.*, p. 209.

un commerce intra régional et international qu'ensemble, l'UNASUR et le MERCOSUR défendent. Ces aires d'intégration regroupant plusieurs pays faciliterait la croissance des flux commerciaux, de services et des hommes dans l'espace sud-américain.

L'UNASUR représente un exemple emblématique de la crise de la modernité qui fonde un projet et un avenir post-moderne. L'Amérique du Sud a connu le phénomène de « l'insubordination sociale » de la société face à l'extension d'un pouvoir capitaliste, de contrôle des populations dans un but essentiel d'accroître le profit. C'est pourquoi l'union prend en considération les demandes sociales qui émanent de cette crise : hausse des salaires, revalorisation des services sociaux et reconnaissance des identités. Elle donne une importance majeure à l'avènement d'un quatrième secteur, celui de la connaissance.

Negri insiste sur la reconnaissance d'un monde post-moderne où la résistance comme articulation des volontés et déterminations collectives issues du processus historique et la création de nouvelles subjectivités apparaissent. La résistance au sein de l'union des nations sud-américaines articule le rapport entre la reconnaissance de la différence et la créativité vue comme puissance toujours réinventée. La différence est la manière dont la résistance émerge contre le biopouvoir afin de s'affirmer comme force commune. Les mouvements ouvriers et autochtones sont des formes de résistance grâce auxquelles l'affirmation de la différence correspond à l'émergence d'une subjectivité se séparant pour pouvoir exister, s'émanciper et transformer ses propres conditions d'existence. Cette séparation devient une puissance de négociation, elle est une revendication identitaire jointe à une dimension passionnelle du vivre collectif. L'Amérique du Sud expérimente aujourd'hui ce phénomène reconnaissant une détermination collective révolutionnaire, une résistance comme

instant de création et de destruction. L'UNASUR serait une alternative emblématique qui constituerait une rupture radicale avec les déterminations de la modernité. Elle représente l'exemple d'une construction censée de la démocratie, de la liberté, de l'égalité et de la richesse, dans un univers où le capitalisme semble étouffer toute possibilité de résistance. Elle évoque une création post-moderne à partir de laquelle la forme politique et économique est réinventée. L'UNASUR prépare un nouveau terrain social sur lequel le sous-continent doit s'organiser socialement politiquement et économiquement. Elle reconnaît l'existence même des subjectivités qui se définissent à travers les révoltes et le droit aux résistances anticapitalistes.

L'Amérique du Sud en général et l'Amérique du Sud en particulier, ont subi la globalisation : processus biopolitique, dont l'efficacité repose sur un principe de subordination et de contrôle des sociétés. Negri utilise les termes de biopouvoir coloniaux, raciaux, religieux, devenus « consubstantiels aux fonctionnements mêmes des règles coloniales et impérialistes⁸⁸. » Cependant, du point de vue de l'Amérique du Sud, sous ce phénomène biopolitique, nous assistons à la poussée de résistances, de mouvements de libération et d'autonomie politique et culturelle, de solidarités interrégionales qui veulent atteindre un niveau économique, social, politique, et une liberté égal à celui de l'Occident. La présence de ces biopouvoirs se heurte à un antagonisme; les luttes et les résistances tout aussi puissantes qui mettent de l'avant un modèle de développement autonome. La résistance comme contestation de toute forme dominatrice, ou pouvoir en place et de son renversement est une force puissante de reconstruction, d'innovation et de projet. Cependant, ce projet démocratique pourra-t-il se développer à travers l'Amérique du Sud où la diversité est si grande et complexe ? Arrivera-t-il à rassembler une volonté de transformation

⁸⁸ Antonio Negri, 2006, *Fabrique de porcelaine*, op. cit., p. 68.

unanime ? Met-il de l'avant un nouveau cadre constitutionnel qui engloberait l'Amérique du Sud ?

Son projet devra prendre en considération la dynamique historique du sous-continent, les différences raciales, les classes sociales existantes, les concepts de citoyenneté et de souveraineté. L'exode des populations, leur métissage est une richesse qu'elle doit prendre en compte. L'UNASUR représente à elle seule une configuration politique, économique et culturelle inédite. De quelle manière l'UNASUR va-t-elle agir à l'égard d'un système néo-libéraliste de domination et de répression vis-à-vis duquel la multitude réagit de façon antagoniste ? Aujourd'hui, l'UNASUR se conçoit dans la césure ontologique que clame le passage de la modernité à la postmodernité. Elle est une construction positive de valeurs nouvelles.

3.2 La reconnaissance des identités en Amérique du Sud

Une des valeurs dont l'UNASUR a été investie est la reconnaissance des identités, en partant du principe que les peuples, comme les individus, ont besoin de repères et d'attaches à une identité, celle-ci étant donnée par la langue, la religion, la culture et l'organisation sociale. C'est au nom de cette identité que ces peuples réclament leur souveraineté. Toutefois cette identité ne peut pas être réduite à une conception ethnique ou linguistique, elle vise un patrimoine commun, une histoire et un avenir collectif. Les pays de l'Amérique du Sud tentent aujourd'hui de construire une véritable identité à partir de toutes celles qui composent la nation. Mais plus encore, à travers l'UNASUR, les pays s'unissent pour tenter de former une identité commune à partir de toutes celles qui façonnent le sous-continent.

Dans le contexte sud-américain, le défi identitaire et démocratique se conçoit aussi à travers le brassage des différentes communautés, la venue des immigrants et

leur intégration. Le défi consiste en un métissage ou une « créolisation » des cultures qui s'acceptent les unes et les autres en s'opposant à « l'érosion » des valeurs. Nous sommes ici en présence d'une valorisation du multiculturalisme. Les gouvernements remettent en cause l'organisation politique, sociale, culturelle et éducative des États. La démocratie du sous-continent facilite « l'épanouissement des identités et leur défense par le dialogue, le suffrage et la loi⁸⁹. » Ainsi, les gouvernements latino-américains et l'UNASUR s'ouvrent au dialogue, au débat, consentent à la libre expression des idées et des croyances et donc ouvrent une porte à la tolérance et au respect des échanges entre les différentes communautés et cultures.

Le suffrage ouvre la possibilité aux citoyens de faire connaître leurs aspirations et leurs vœux et d'obtenir la reconnaissance de leurs droits. C'est la loi qui garantit aux minorités ou aux communautés leur différence, leur moyen d'existence et d'expression et leur singularité. Elle institue à cet effet des structures politiques ou administratives, qui servent de cadre à leurs activités et contribuent à leur épanouissement.⁹⁰

Les pays de l'Amérique du Sud se soumettent à une réforme constitutionnelle fondée sur un équilibre entre les différentes communautés, « la conjugaison harmonieuse » des identités et la création de leur autonomie. Les institutions ainsi créées respectent la diversité et assurent une certaine proportionnalité pour garantir la représentation de toutes les communautés. La démocratie, à ce niveau-là, n'est donc pas la loi de la majorité. Aujourd'hui, les conflits du sous-continent se rattachent essentiellement à la reconnaissance de la différence, à la liberté et l'égalité des différentes ethnies ou communautés. La relation entre identité et démocratie évoque en Amérique latine « l'âme » d'un peuple opprimé par un État qui n'a de démocratique que le nom.

⁸⁹Ronan Le Coadic, *Identités et Démocratie. Diversité culturelle et mondialisation : repenser la démocratie*. Rencontres internationales de Rennes. Presses universitaires de Rennes, 2003, p12.

⁹⁰ Ibid., p. 13.

Selon Mengue, philosophe français, l'Amérique du Sud est aux prises avec des peuples disséminés, instables et atomisés en groupes rigides, fermés et méfiants. Dès lors, en sachant que, dans un contexte démocratique, le dépositaire par excellence du politique c'est le peuple, une conceptualisation du peuple et des identités est de mise. Ainsi les peuples existants dans leur diversité, leur pluralité constitue un problème majeur en Amérique du Sud. Cette problématique est posée en termes d'identité et plus particulièrement sous l'aspect du lien social et politique. De la sorte, Mengue pose une question : « Comment faire de l'UN ou du commun politique à partir de cette multiplicité ⁹¹? ». La démocratie porte en elle l'idée de prendre des décisions en vue de l'intérêt général. Ces décisions visent le bien commun, elles doivent donc converger vers ce but d'où une réelle crise de la démocratie représentative que nous verrons plus loin.

La question du sentiment d'appartenance à une même communauté se pose et c'est cette conscience d'une identité collective partagée qui prédomine dans les sociétés sud-américaines. Cette conscience doit être accueillante à l'égard des soi-disant « étrangers ». À travers les conflits sociaux où l'unité est en péril, nous assistons à un vouloir-vivre ensemble. Les pays latino-américains vivent dans « l'angoisse de ne plus être un peuple, d'être livré à la décomposition, à l'atomisation en petits corps particuliers et rivaux ⁹² ». En Amérique du Sud, la dissolution du corps social mise en acte par les gouvernements par le passé et les intérêts particuliers ont fait en sorte que nous assistons aujourd'hui à un retour de la solidarité des peuples. La notion de peuple renvoie ici à un minimum d'identité collective, assurée par un sentiment d'attachement et d'appartenance à une communauté. Dès lors « L'être du peuple ne peut se réduire à une simple participation à des institutions politiques, et se composer de l'ensemble des citoyens comme simples membres abstraits du corps

⁹¹ Philippe Mengue, *Peuples et identité*. Les essais, édition de la différence, Paris, 2008, p.33.

⁹² *Ibid.*, p.35.

politique⁹³». Mengue reconnaît deux peuples : le *peuple politique* qui permet de dégager une volonté commune et légitime et le *peuple ethnique* qui apporte une volonté de vivre ensemble, un sentiment d'appartenance, une identité concrète, substantielle.

Aujourd'hui, la théorie sociale s'appuie sur la conception d'une société juste qui vise la reconnaissance de la dignité personnelle de tous les individus. Cependant, c'est à partir de la théorie hégélienne, de son idée de l'éthique humaine et de sa définition du concept de reconnaissance que l'UNASUR intègre ses politiques identitaires. Hegel exprime la notion selon laquelle « la conscience de soi dépend de l'expérience de la reconnaissance sociale⁹⁴ ». De cette conception surgit l'idée selon laquelle la quête de reconnaissance représente une menace, soit pour l'ordre politique, soit pour l'authenticité individuelle. Finalement, les individus, dans la théorie de Hobbes, dépendent du respect et de l'estime que leur témoignent leurs voisins dans leur conduite de vie. C'est donc une « lutte pour la reconnaissance » où le progrès éthique se déploie selon une série d'étapes marquée par « des modèles toujours plus exigeants de reconnaissance, qui sont médiatisés par des luttes intersubjectives dans le cadre desquelles des sujets cherchent à obtenir la satisfaction de revendications relatives à leur identité propre⁹⁵ ». Trois formes de reconnaissances réciproques sont mises à jour chez Hegel : la reconnaissance légale qui met en avant les libertés individuelles, l'amour sous la forme d'une sécurité émotionnelle et pour finir, celle qui nous intéresse, à l'échelle étatique, une éthique de la reconnaissance qui permet aux individus d'apprécier ces qualités contribuant à la reproduction de l'ordre social. L'UNASUR reconnaît ces multiples mouvements à teneur identitaires. Ceux-ci réclament la reconnaissance de leurs existences, de leurs droits et de leur dignité. Il

⁹³ *Ibid.*, p37.

⁹⁴ Ronan Le Coadic, 2003, *Identités et Démocratie*, op. cit., p. 207.

⁹⁵ Ronan Le Coadic, 2003, *idem.*, p. 207.

me semble donc important d'analyser quelques types de mouvements sociaux incarnant la multitude latino-américaine pour montrer la pertinence de leur action sur la politique latino-américaine d'aujourd'hui et sur la création d'un schème d'intégration démocratique.

3.2.1 Le mouvement des sans terre au Brésil

Aujourd'hui, au Brésil, 1 % des propriétaires terriens possède 54 % des terres cultivables, laissant dans une pauvreté extrême des millions d'ouvriers agricoles. Le Mouvement des Sans Terre (MST), à caractère syndical, populaire et politique est né en 1984. Il lutte à la fois pour l'attribution de la terre à ceux qui la travaillent, pour une réforme agraire juste et non commerciale et pour un changement social au Brésil. Le MST est indépendant de tout parti politique et lutte dans une optique égalitaire. Il prône entre autres la parité entre hommes et femmes dans les instances de décision. Il est écologique et refuse les organismes génétiquement modifiés (OGM). Le MST est dans la ligne de mire des grands propriétaires terriens voués à l'agrobusiness, une agriculture intensive et industrialisée. Les conséquences sont désastreuses : déforestation de l'Amazonie vue comme un territoire à exploiter contribuant à la richesse du pays, expropriation des petits paysans, subissant de grandes violences, ainsi que des assassinats, un « travail d'esclave » dans des conditions allant à l'encontre des droits de l'Homme, etc. Le président Lula a reconnu, en 2003, l'existence du « travail esclave ». D'ailleurs, la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'organisation des États américains (OEA) s'était prononcé sur le cas de 20 000 ouvriers agricoles assujettis à de telles conditions de travaux. En attendant, la réforme agraire constitue une « éternelle promesse » depuis 1964. Celle-ci établit « une limitation de la surface des propriétés agricoles ; la récupération des terres confisquées par les grands propriétaires ; et un modèle familial d'agriculture

procurant aux petits paysans des revenus suffisants pour vivre sur leur terre ⁹⁶». De même, si Lula s'était engagé à installer plusieurs centaines de milliers de familles sans terres, il n'a pas su faire droit à cette promesse, les politiques qu'il a mises en œuvre permettant surtout aux petites propriétés d'intégrer l'agrobusiness.

Le Brésil connaît aujourd'hui deux modèles de développement agricole: le premier, l'agrobusiness, qui correspond à la très grande propriété de type capitaliste, utilisant toutes les techniques de pointe dans le cadre d'une monoculture et ce, dans le but d'une production massive destinée à l'exportation (soja, canne à sucre, bois, viande). Le Brésil est le premier exportateur au monde de soja et de viande. L'agrobusiness entraîne des conséquences environnementale et sociale très néfastes. Le second est l'agriculture familiale qui lutte pour la réalisation d'une réforme agraire et la mise en place d'une autre forme de développement agricole. Elle préconise en d'autres termes la petite propriété, elle vise l'alimentation locale et le marché interne. Cependant au Brésil, l'agrobusiness bénéficie d'un appui financier du gouvernement beaucoup plus élevé que celui accordé à l'agriculture familiale. La concentration des terres, la destruction de l'environnement et de la forêt amazonienne, la violence due à l'appropriation illégale des terres, l'impunité de la part de la justice, les migrations vers les villes et enfin le travail esclave sont les effets dévastateurs de la guerre entre agrobusiness et agriculture familiale.

Finalement, « la question de la terre est au cœur de l'histoire brésilienne et des problèmes de violences sociales dans ce pays ⁹⁷ ». L'histoire sociale brésilienne s'est toujours apparentée à la question du statut des terres, les conditions et les modes

⁹⁶ Jean-Pierre Gelard, Alain Chemin, *L'Amérique Latine, identités et ruptures. 17^{ième} forum*, « le monde diplomatique », « Carrefour de la pensée », le Man, Mars 2007, Presses universitaires de Rennes, 2008, p31.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 160.

d'exploitation de ces terres. La constitution de 1964, qui proclame une plus juste répartition des terres agricoles, n'a jamais été appliquée. En 1985, seulement un dixième des objectifs du « Programme national de réforme agraire » qui prévoyait la distribution de 45 millions d'hectares en faveur de 1,4 million de familles a été réalisé en raison de l'opposition violente des propriétaires fonciers. C'est seulement avec l'arrivée de Lula au pouvoir en 2003 qu'un nouveau plan de réforme agraire, le plan national de réforme agraire (PNRA), sera mis en place. Seulement, même sollicité politiquement par les Mouvements des sans terre, Lula ne tiendra pas ses promesses, d'où une multiplication des violences agraires. Le ministère du Développement agraire, craignant de déstabiliser le secteur de « l'agronégoce » et la place de l'agriculture brésilienne dans le monde, ne veut pas vraiment exproprier les grands propriétaires. La politique gouvernementale de l'agriculture incite les petits paysans à entrer dans le schéma de l'agrobusiness à travers une assistance technique orientée. « La politique officielle de l'agriculture familiale actuellement vise à intégrer la petite propriété dans le monde de l'agrobusiness ⁹⁸ ». Les conflits sociaux qui en ressortent sont la conséquence de la dispute entre ces deux modèles de développement. Le Mouvement des sans terres cherche inlassablement à obtenir le droit et la justice qui lui reviennent.

3.2.2 Le mouvement des indigènes en Bolivie

Les mouvements indigènes en Bolivie ont joué un rôle déterminant dans le virage démocratique du pays. Les deux groupes les plus importants sont les Quechuas et les Aymaras. Les mouvements démontrent l'écart entre la base et le pouvoir et les frustrations qui en découlent. Les organisations indigènes et les soulèvements ont commencé en 1780, à savoir au moment de la colonisation espagnole. Cette guerre d'indépendance était conduite par Simon Bolivar. Cependant, dès la naissance de la

⁹⁸ *Ibid.*, p162.

République de Bolivie, nous assistons à la création d'une constitution excluant le peuple indigène de la citoyenneté. C'est le début de « l'arsenal » de l'exclusion sociale qui sera mis en œuvre : expropriation, tentative d'extermination, esclavagisme. Les mouvements indigènes se battent pour exiger leurs droits territoriaux. Le peuple aymara a développé un discours politique radical qui prône « le retour à un mode d'organisation communautaire (l'*allyu*), la reconstruction du territoire indigène et l'autodétermination⁹⁹. » Néanmoins, le mouvement vers le socialisme ou en espagnol le *Movimiento al Socialismo-Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos*, abrégé en MAS-IPSP ou simplement MAS, qu'a porté Evo Morales, indigène d'origine aymara, ne représente pas le mouvement indigène ni même une idéologie de type indianiste. Evo Morales est au pouvoir depuis le 22 janvier 2006 parce qu'il a su former une coalition des forces sociales, syndicales et politiques, entre autres avec les *cocaleros* qui cultivent le coca pourtant interdit par la convention sur les stupéfiants de l'ONU. Dès lors, Evo Morales n'a pas mis en place un gouvernement purement indigéniste, c'est-à-dire en faveur des populations indigènes de Bolivie. De plus, à la mise en place de l'assemblée constituante, les représentants indigènes n'obtiendront pas la place qu'ils pensaient obtenir. Evo Morales arrive au pouvoir avec un double défi : celui de promouvoir une transformation sociale favorable aux indigènes sans pour autant entrer en conflit avec l'ancien système politique.

Les années 2000-2005 seront celles les plus marquées par la contestation et les révoltes populaires. Cette ébullition sociale et politique représente l'apport des mouvements indigènes au mouvement populaire politique en Bolivie. Elle représente une rupture avec les luttes populaires traditionnelles (partis politiques, syndicats ouvriers) et leur forme d'organisations ainsi que leurs revendications. Ces cinq

⁹⁹ *Ibid.*, p. 26.

années sont marquées par l'échec des modèles d'ajustements structurels imposés par le FMI et la Banque mondiale imposés depuis 1985 par le gouvernement Victor Paz Estenssoro, et d'autre part, l'effondrement du *partidocatia*, structuré autour de trois partis qui vont se partager le pouvoir pendant plus de vingt ans. La victoire d'Evo Morales et du MAS, qui a repris les revendications des mouvements populaires aux élections anticipées du 18 décembre 2005, constitue entre autres la fin de cette période. Sa victoire est le résultat d'un large soutien de la population, mais aussi de la nécessité d'un changement d'orientation politique et économique.

Même si les mouvements indigènes sont le pilier du MAS, le gouvernement d'Evo Morales porte en lui une alliance entre les classes sociales, où la classe moyenne et bourgeoise est incluse. Ce n'est donc pas un gouvernement indigène, ni un gouvernement du peuple. En Bolivie cohabitent plus d'une trentaine de peuples indigènes ayant chacun leur identité propre et leur propre organisation sociale distincte. Ce ne sont pas des groupes politiques homogènes et ce, malgré des revendications similaires autour des ressources naturelles et de la terre. Leur approche du politique est différente, tout comme leur positionnement face à l'État et à la logique du pouvoir. Cependant, ce que ces peuples ont en commun est d'être exclu de la citoyenneté à la création de la république bolivienne dans les années 1780. Plus encore, ils ont été expropriés de leur terre par les élites, ils ont été victimes d'esclavagisme et de tentatives d'extermination. Dès lors, la création de la République de Bolivie jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, ces peuples se sont soulevés pour exiger leurs droits territoriaux. En 1952, l'État reconnaît enfin les peuples indigènes, dépourvus jusqu'à ce jour de droits.

Le peuple aymara a de particulier une « unité hautement cohésive et politisée » qu'il a su développer dans un discours politique dénommé le *katarisme*. Son exode a

lieu dans la ville d'El Alto qui est considérée comme la première capitale indienne des Amériques. Plus qu'un ensemble politique, les Quechuas représentent quant à eux une communauté linguistique qui leur permet de se rassembler plus facilement au sein de syndicats paysans ou ouvriers ou dans des petites communautés indigènes.

3.2.3 Les violences sociales en Argentine: l'exemple de 2001

Les pays d'Amérique latine sont aux prises avec une pauvreté toujours grandissante. Celle-ci est marquée par de fortes inégalités sociales, mais aussi par le développement d'une économie parallèle caractérisée par le narcotrafic et la criminalité qui s'en suit. La violence sociale et politique n'est que le reflet d'une misère dans un continent rempli de contrastes. Dès lors, la militarisation de la vie politique et le recours aux forces armées prédominent dans l'exercice de l'autorité de l'État. Pendant plusieurs décennies coups d'État et dictatures se sont succédé. En Argentine, si les années 1980 sont marquées par la démocratisation et une plus grande liberté politique, la mondialisation et le modèle économique d'inflation correspondant, l'endettement ainsi que les conséquences du consensus de Washington amènent, en décembre 2001, un soulèvement populaire qui signe la fin du modèle économique imposé.

Les sociétés latino-américaines ont été disciplinées par une forte répression et une exclusion brutale et violente de la part des classes dirigeantes, des élites et des représentants du pouvoir. Le XX^{ème} siècle a connu une construction nationale politique et sociale lente et difficile, le libéralisme économique s'y étant implanté sans réformes démocratiques. Cependant, des revendications à teneur démocratique ont vu le jour dans ces sociétés latino-américaines. La décennie 1980 est une époque charnière occasionnant une vague de démocratisation et la chute des régimes militaires. Cependant, elle constitue également une période néfaste où un modèle

économique d'inflation, d'endettement fait pression sur les nouveaux modèles politiques de la région. Les recettes du néolibéralisme entraînent les pays dans une spirale où privatisation, démantèlement des protections sociales, paupérisation de la classe moyenne et chômage amènent la population à se révolter. L'effondrement argentin et la révolte populaire qui a secoué le pays le 19 et 20 décembre 2001 sont un exemple paroxystique de ce qui se passe en Amérique latine. Le refus du modèle économique venu de l'extérieur, dogmatique et antipopulaire, tourne une page dans l'histoire de l'Argentine. Le « *nunca mas* », « jamais plus », tant entendu par les médias internationaux, démontre cet engouement du peuple argentin à renouer avec la démocratie et l'idée même des droits de l'homme.

3.2.4 La reconnaissance des Noirs au Brésil

Au Brésil, la situation et les conditions de vie des Afro-Brésiliens restent précaires. Cependant, des mouvements identitaires demandent à l'État et à la société brésilienne de reconnaître les conditions misérables dans lesquelles les esclaves ont été laissés après l'abolition de l'esclavage. Ils demandent aussi la reconnaissance de la contribution des esclaves à la construction de la société et de la culture brésilienne et enfin ils réclament que le racisme dont les Afro-Brésiliens sont la cible cesse. Aujourd'hui, le gouvernement de Lula favorise une égalité effective, permettant la valorisation de la culture afro-brésilienne. Nous pouvons convenir que le mouvement noir agit plus dans le domaine symbolique que dans le champ politique.

Ainsi, ce n'est qu'à partir de la fin des années 1970 que les luttes contre le racisme et les inégalités sociales entre les Blancs et les autres groupes ethniques vont gagner une visibilité publique importante. En effet, la fin des années 1970 est marquée par une libéralisation de la vie politique brésilienne, permettant une importance grandissante des mouvements sociaux à teneur identitaire. Ces luttes

sociales (noirs, indigènes, féministes, homosexuels, etc.) ont mis en évidence leur quête de reconnaissance symbolique et se sont joints à des mouvements sociaux de type syndical dont les revendications étaient plus politiques et économiques. Nous assistons à des changements dans la structure du pouvoir et dans l'imaginaire social national.

Dès lors, le mouvement noir brésilien est « aussi bien un catalyseur des changements visés au niveau des représentations et des stéréotypes sur les Noirs qu'un moyen de lutte contre les inégalités socio-économiques entre Blancs et Noirs dans le pays ¹⁰⁰ ». Même si ces mouvements noirs du Brésil sont, à l'époque, composés seulement de quelques membres, sans base sociale solide, il n'en demeure pas moins que de « nouveaux contours symboliques » se dessinent en ce qui a trait à la question raciale du pays. Bien qu'il existe encore des préjugés raciaux et bien que les Afro-Brésiliens continuent d'occuper le bas de l'échelle sociale du pays, des transformations dans l'espace culturel et symbolique ont eu lieu.

De ces mouvements, une nouvelle forme de discours basé sur la revendication de la négritude émerge, transformant les débats autour de l'identité nationale au Brésil. L'idée d'une identité noire s'opposant à « l'identité nationale hégémonique » s'impose dans le but de créer une nouvelle représentation symbolique et sociale du Brésil et des Brésiliens. La discrimination raciale au Brésil n'est pas perçue comme étant d'ordre racial, mais plutôt économique, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas un entrecroisement entre les critères raciaux et socio-économiques. C'est une discrimination où la mise à l'écart de la citoyenneté n'apparaît pas seulement sous des critères raciaux, étant elle aussi intégrée à une discrimination économique et sociale.

¹⁰⁰ S.C NEVES, Paulo. Risal info. Avril 2004. « Identité nationale et revendication ethnique. Brésil : Les stratégies du mouvement noir ». En ligne. <<http://risal.collectifs.net/spip.php?article930>>. Consulté le 14 octobre 2009.

Dans ce contexte, c'est sous la forme d'une quête identitaire que la lutte du mouvement noir est mise de l'avant ; elle n'apparaît pas comme capable de changer la structure économique et sociale du pays, celle-ci étant perçue comme source de discrimination et d'exclusion. Les discours sur la négritude adoptés par les mouvements noirs brésiliens questionnent en particulier l'imaginaire social traditionnel véhiculé sur les Noirs, mais aussi les stratégies d'ascension sociale porteuse de « démocratie raciale » qui s'oppose à l'identité nationale traditionnelle. Aujourd'hui, nous assistons à une diffusion publique de la discussion sur le racisme et sur les différences entre Blancs et non-Blancs. De plus, des politiques publiques censées combattre les inégalités raciales sont mises en place par le gouvernement Lula.

3.2.5 L'Amérique du Sud où la Société des identités

Dans l'ouvrage, *La société des identités*, Jacques Beauchemin évoque l'idée d'« être ensemble » qui se manifeste dans nos sociétés modernes comme l'impuissance « à former une représentation du vivre ensemble suffisamment substantielle pour que les acteurs sociaux y trouvent leurs « raisons communes »¹⁰¹ ». Pour lui, les sociétés semblent ne plus posséder de projet politique pour elles-mêmes, ni même d'univers moral. Il y voit la décrépitude d'une conception commune du monde à laquelle les hommes se réfèrent et y perçoivent le modèle de sens. Finalement, l'apparition de l'individualisme comme assise de la nouvelle éthique sociale de nos sociétés vient exacerber cette perte de sens. La réalité communautaire

¹⁰¹ Jacques Beauchemin : *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*. Cahier de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie, 2004, p15-16.

au sein de laquelle la société a évolué s'efface et laisse place à une société d'individus déliés qui forment la nouvelle communauté politique.

Les luttes sociales et politiques en Amérique latine se présentent surtout à travers les regroupements à fondement identitaire, dont les enjeux essentiels résident « dans le partage des produits du travail social, des conditions dans lesquelles se réalise le travail, et dans les rapports de pouvoir qui se construisent dans le cadre de rapport de production¹⁰² ». Ces luttes politiques et identitaires renvoient à un sentiment d'exclusion de la société où la pleine réalisation de la citoyenneté n'est pas effective et de là, « l'égalité formelle des individus devient l'égalité réelle de regroupement d'individus en mal d'inclusion¹⁰³ ».

Ainsi, les tentatives de redéfinition de la citoyenneté dans les gouvernements latino-américains expriment cette division de la communauté politique avec laquelle ces sociétés ont toujours vécu. Les gouvernements de Lula, Kirchner et Chavez redéfinissent les différentes notions qui composent la communauté politique: le sujet politique, la démocratie et le projet éthico-politique. C'est une nouvelle forme d'État providence qu'ils tentent de mettre en marche avec, en premier plan, la régulation des rapports sociaux et un changement du discours politique et des politiques sociales. Les nouveaux gouvernements assument la responsabilité de réparer les multiples inégalités qui ont creusé le fossé au sein de la communauté politique. Ces politiques sociales font de l'accès aux biens sociaux comme un « droit social » légitime. L'accès aux soins de santé, à l'éducation, aux services juridiques et même à la culture sont des droits qui permettent la pleine réalisation de l'individu. Ce droit social s'exprime dans un idéal de démocratisation des pays. Les sociétés sud-américaines tentent non

¹⁰² *Ibid.*, p. 50.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 50.

seulement de corriger les inégalités, mais elles veulent habiliter les acteurs sociaux à pallier aux conditions défavorables, les amenant vers une émancipation prometteuse. Cette nouvelle conception éthique, s'exprimant à travers le droit social, repose sur la conception de « l'égale dignité des acteurs ». Dès lors, les multiples revendications des regroupements qui traversent le continent sud-américain se constituent sous la demande d'une égalité formelle. Les différents « conseils consultatifs » ou « comités permanents » mis en place par les États démontrent cette attention nouvelle portée à ces collectivités plus ou moins marginalisées. Cependant, une question se pose, à savoir si depuis la mise en place de ces nouveaux gouvernements, des changements en matière d'égalité sont réellement survenus sur le sous-continent.

Cette nouvelle conception de l'État que l'on peut appeler État-providence, a libéré les multiples revendications à fondement identitaire. C'est ainsi que nous retrouvons en Amérique du sud, l'acceptation lente des différents groupes identitaires. La transformation de l'État a mis en marche une multiplication des demandes ainsi que des reconnaissances sociales et, donc, une amélioration des conditions de possibilités du pluralisme dans les pays d'Amérique latine. Les indigènes de Bolivie s'érigent en acteurs politiques dans un pays où la mise en place du droit social permet les revendications émanant d'une identité opprimée, et ce, sur le postulat de l'égale dignité des acteurs. Nous avons une sorte de politisation des rapports sociaux dans des sociétés où le projet éthico-politique « se donne le droit comme principe de régulation et l'émancipation comme pilier éthique¹⁰⁴ ». Ces revendications sont non seulement porteuses d'historicité, mais elles expriment plus que des intérêts immédiats puisqu'elles révèlent une critique d'ensemble de la société. Elles sont conçues à travers l'émancipation des acteurs sociaux, le respect de

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 54.

leur dignité et la participation citoyenne. Ces luttes se forment en faveur d'une « reconnaissance égalitaire » et d'une reconnaissance de l'individualité.

Les sociétés sud-américaines, dans l'idée nouvelle de reconnaissance de la diversité, répondent à des revendications particularistes. Sociétés pluralistes et égalitaristes, ces gouvernements multiplient les foyers de références identitaires. Ainsi, ces sociétés doivent reconnaître l'autre en tant qu'acteur légitime, digne de respect, et ce, malgré sa distinction vis-à-vis de la majorité. Les luttes sociales et identitaires en Amérique latine se font dans l'idée même du respect de la dignité et dans l'acceptation de la différence par l'ensemble de la société. Beauchemin écrit « en tant que pilier éthique des sociétés pluralistes, la reconnaissance correspond à une subjectivation du politique ¹⁰⁵ ».

Ces sociétés remettent à jour l'idée du mépris social, qui relève du « dénigrement des modes de vie individuelle ou collective ». Ce mépris, où la stigmatisation de certains groupes identitaires adoptant un mode de vie différent, vient heurter le « mode de réalisation de soi », soit l'estime de soi dans l'ensemble culturel. C'est la reconnaissance des droits fondamentaux de l'individu qui est en jeu. Ainsi, les nouveaux gouvernements font naître l'idée de solidarité : « l'assentiment solidaire » comme valeur morale reconnaissant une identité différente de la majorité. Les luttes politiques indigènes et afro-latines illustrent bien cette recherche de reconnaissance, de dignité et de solidarité envers leurs valeurs, leur mode de vie, leur couleur de peau et leur situation précaire. Ces identités attendent d'être « exhumées de l'oubli » et d'accéder aux mêmes droits que la majorité. Ces luttes en faveur de la reconnaissance font baisser cette dénégation des droits fondamentaux et l'exclusion qui leur sont imposées en faveur d'une dynamique exigeant que les individus soient à

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 62.

la fois égaux et différents. Par ailleurs, ces sociétés exigent un sentiment de communauté ne résidant pas dans une culture partagée ou un nous collectif rassembleur, mais dans l'acceptation d'une communauté de différences, dans l'ouverture du particularisme. C'est une société des identités, au sens où l'entend Beauchemin qui se réalise, où chaque individu exige d'être reconnu comme tel et respecté comme personne singulière dans son choix identitaire. C'est un droit inébranlable et fondamental, celui de la condition citoyenne. L'idée d'émancipation prend tout son sens en reconquérant sa propre dignité, son droit à la différence et son bien-être. Les groupes identitaires indigènes et afro-brésiliens tentent de faire valoir leur droit à la différence et d'être traité en égaux. Plus encore, ces mouvements identitaires exigent la réparation de leurs droits qui ont été bafoués.

Dans l'optique d'une visée normative de la citoyenneté, les États latino-américains doivent intervenir dans la réalisation effective de la reconnaissance des identités collectives. C'est sur ce point fondamental qu'ils ont le devoir de « moraliser » le politique par la création de droits sur mesure mis en place par des politiques de dédommagement et de reconnaissance destinées à des groupes qui jusque-là étaient stigmatisés. Réparer les outrages qui ont été causés par un mépris longtemps accepté et mettre en œuvre des dispositifs juridiques et des références éthiques visant la reconnaissance de ces identités minoritaires, mais aussi leur réinsertion dans la société est le projet aujourd'hui adopté par les gouvernements sudaméricains. Des « politiques d'accompagnements » sont créés auprès des populations marginalisées dans le but de réguler les rapports sociaux ; ces politiques sociales sont à la fois réparatrices et anticipatives, elles contrecarrent les discriminations faites aux minorités. La nouvelle définition de la citoyenneté en Amérique du Sud comprend une fonction éthique et une fonction psychologique, intégrant des concepts tels que l'identité, la souffrance et le rapport à soi.

En conséquence, les sociétés sud-américaines voient émerger à l'heure actuelle la question des « droits de l'autonomie », dont les politiques de reconnaissance et la fonction éthico-psychologique qui les fondent sont l'expression. La question des inégalités des rapports entre les acteurs sociaux et celle de la reconnaissance sociale de leur singularité sont fondamentales. Ces sociétés portent un idéal démocratique consistant en la « survalorisation du moment éthique de la production du vivre ensemble¹⁰⁶ ». Les mouvements identitaires recherchent une image positive de leur identité ainsi qu'un meilleur positionnement social. Ces mouvements identitaires, victimes d'injustice par le passé, fondent leur demande de réparation sur le principe de justice. Redresser les torts du passé dans le but de mieux protéger les valeurs présentes qui ont été transgressées est fondamental dans les luttes d'aujourd'hui.

Les nouvelles démocraties expriment l'idée d'une reconnaissance des acteurs sociaux qui se meuvent dans la société. Il se dégage la question de « savoir comment faire partie de la communauté à celle qui consiste plutôt à déterminer qui fait ou non-partie de la communauté et à quelle condition¹⁰⁷ ». Des thèmes comme la discrimination ou l'exclusion sociale sont alors remis à l'ordre du jour et deviennent des enjeux politiques. La société civile en Amérique latine offre un lieu d'expression là où les institutions gouvernementales n'ont pas su s'impliquer. Les acteurs sociaux désirent être représentés par eux-mêmes et pour eux-mêmes ; ils œuvrent dans la désillusion d'une démocratie représentative incapable de ramener les intérêts particuliers en son sein. L'idéal d'un bien commun ne fait plus figure de proue dans les démocraties d'aujourd'hui, qui remettent sur la sellette l'idée d'une citoyenneté redéfinie et revitalisée. Les mouvements indigènes et noirs en Amérique du Sud deviennent alors des figures emblématiques de la contestation des institutions

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 74.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 83.

traditionnelles du pouvoir. Un activisme fortement idéologique est déployé pour contrer les institutions de la démocratie dite représentative.

Ces mouvements alimentent un idéal de démocratie véhiculé par la liberté des acteurs se rencontrant dans l'espace politique en ayant la capacité de faire valoir leurs intérêts. De la sorte, nous assistons à une démocratie s'ouvrant aux conflits sociaux sous toutes ses formes. Beauchemin écrit « si l'on peut dire alors du politique qu'il constitue un espace conflictuel de liberté, on dira que la démocratie correspond à sa mise en forme symbolique et institutionnelle, dans la mesure où les libertés y trouveront les modalités juridiques, politiques et éthiques de leur expression¹⁰⁸. » Nous pouvons penser que les pays d'Amérique du Sud vivent une transformation du vivre ensemble et assistent à une forme d'émancipation des acteurs sociaux qui, jusque-là, étaient exclus du reste de la société. Ces pays évoluent alors qu'on assiste à une mutation des idéologies, mais aussi des pratiques sociales au sein des institutions dites démocratiques. Des nouveaux projets politiques alternatifs ainsi que des critiques sociales forment les discours politiques du moment. La démocratie représentative est enchevêtrée dans la multiplication des demandes particularistes et les institutions responsables de représenter la volonté générale. Une redéfinition de la démocratie s'ouvre alors à la diversité et aux multiples identités qui forment la société.

Le bien commun s'érode face à l'idée d'une reconnaissance des multiples mouvements identitaires qui agissent avec une attitude de « défiance » face à la démocratie représentative. La reconnaissance identitaire et la redéfinition de la citoyenneté investissent dorénavant les discours politiques et sociaux et deviennent la nouvelle exigence démocratique et institutionnelle. La démocratie latino-américaine

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 86.

est aujourd'hui l'expression de la diversité des acteurs et l'État l'arbitre de leurs différends. Tout ceci se fait dans l'idée d'un dialogue entre l'État et la société civile. Les conflits qui surgissent des émancipations particularistes identitaires nécessitent un arbitrage de l'État, puisque chacun veut être entendu et représenté par celui-ci. Ce nouveau projet éthico-politique du vivre ensemble nécessite d'enseigner au citoyen porteur de droits les valeurs d'émancipation et de disciplinarisation. Le nouvel idéal démocratique protège le respect des droits et l'intégrité des acteurs sociaux. Les enjeux politiques en Amérique latine se posent aujourd'hui en termes d'inégalité et de discrimination. « Le manquement au respect que commande l'égale dignité constitue la plus grave atteinte au nouvel idéal démocratique¹⁰⁹ ». Nous avons ainsi une « distribution égale de la reconnaissance sociale » en considérant une ouverture à la pluralité. Cependant, si la démocratie contemporaine tente de reconnaître les droits à chacun des citoyens, si elle est à l'écoute des minorités, elle renonce à rassembler les acteurs sociaux en une société unitaire, porteuse d'historicité et dénuée de responsabilité vis-à-vis d'un vivre ensemble solidaire. Les intérêts sont portés sur les acteurs plutôt que sur la communauté qui les réunit, démontrant la difficulté à réunir les différentes visions dans un certain « sens de la communauté ».

Aujourd'hui, les sociétés sud-américaines expriment l'idée d'une diversité qui s'affirmera où les acteurs sociaux peuvent vivre leur liberté et leur singularité vis-à-vis des autres. Ces sociétés cherchent à dépasser la diversité d'un point de vue conflictuel. Les acteurs sociaux tiendraient une place centrale où le partage des avantages procure une citoyenneté fondée sur la reconnaissance sociale (non-discrimination, accès égal aux biens sociaux, égale dignité dans la différence, même accès à l'espace public, etc.). La condition des acteurs sociaux deviendrait une

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 95.

préoccupation politique majeure où ses revendications de libertés et d'égalité, mais aussi de différence et de respect des droits seraient prises en considération.

Cependant, l'État se trouve face à une grosse difficulté, celle de former des politiques d'ensemble cohérentes. Il n'est pas possible de satisfaire tout le monde et la prise en compte de l'un ramène inévitablement à l'insatisfaction de l'autre. L'idée même d'un idéal démocratique formé sur la pluralité et la centralité de l'acteur devient problématique s'il isole « les protagonistes de la délibération politique en les renvoyant chacun à l'univers de leurs situations respectives ». Nous assistons à l'abolition d'une possibilité de rassemblement et à la confrontation du respect de l'intégrité identitaire.

Les sociétés d'Amérique du Sud avec l'avènement des gouvernements de gauche sont passées du principe de la représentation où toute forme de décision est déléguée au pouvoir, à celui de la représentativité. Le citoyen s'érige alors dans le cadre d'un processus délibératif et décisionnel. Il s'implique dans les discussions politiques qui le concernent. La représentativité nécessite un dialogue entre citoyens et représentants, où la concertation, l'écoute et le consensus sont maîtres mots. L'idée d'une participation citoyenne vient s'inscrire dans une « éthique de la discussion » qui respecte les préceptes de l'égale dignité des acteurs sociaux avec leurs revendications.

Nous supposons que la citoyenneté entretient un rapport avec l'État-nation, décrivant une relation légale entre l'individu et la communauté politique. Cependant, les transformations qui ont eu lieu en Amérique du Sud suite à la mondialisation néolibérale ont changé ce rapport nécessaire. De plus, émergent des acteurs sociaux,

des groupes communautaires et identitaires qui sont de moins en moins désireux de s'identifier à une nation telle que l'État la représente. Aujourd'hui, cette cohérence entre les notions de citoyenneté et d'État nation est déstabilisée, imposant une redéfinition de leur caractère particulier. De nouveaux types d'acteurs politiques et de nouvelles spatialités du politique apparaissent.

Les notions de citoyenneté et de nationalité, bien qu'elles soient principalement identiques, dépendent d'un cadre juridique différent. Ces notions définissent toutes les deux le statut légal d'un individu en termes d'appartenance à l'État. Toutefois, la citoyenneté vise une dimension nationale, tandis que la nationalité se projette vers une dimension internationale dans un contexte interétatique. Le statut légal désigne l'implication de l'État à reconnaître les citoyens et la base formelle des droits et responsabilité des individus dans leur relation à l'État. Le droit international, quant à lui, stipule que chaque État peut déterminer qui sera considéré citoyen (convention de La Haye, 1954). Dès lors, nous retrouvons une définition du terme « citoyen ».

En Amérique du Sud, l'appartenance à l'État des communautés dont l'identité reste encore marginalisée amène la question des droits de la personne en relation à la citoyenneté. Des changements sociaux apparaissent fortement dans ces pays et affectent le rôle de l'État. De plus, l'impact de la mondialisation et la relation entre les groupes dominants et les groupes subordonnés redéfinissent le concept de citoyenneté et d'identité dans ces pays. Le concept de citoyenneté devient utile pour explorer les problèmes de l'appartenance et de l'identité.

Une citoyenneté inclusive devient une aspiration en tant qu'égalité formelle et en tant que droit de ces communautés politiques marginalisées. C'est l'égalité entre les citoyens qui est mise en jeu. « Quoiqu'il en soit, dans la mesure où l'égalité est

fondée sur l'appartenance, le statut de la citoyenneté constitue le principe d'une politique et d'une identité exclusive ¹¹⁰». Ainsi, des groupes identitaires définis en fonction de la race, de l'ethnicité, de la religion, du sexe, de l'orientation sexuelle, font toujours face à des formes variées d'exclusion d'une « participation pleine et entière à la vie publique ». Aujourd'hui, ces groupes subissent encore cette marginalité en dépit d'une égalité formelle dont ils sont censés jouir en tant que citoyens. Qui plus est, cette idée de citoyenneté repose aussi, dans ces pays, sur une base matérielle, conduisant une large sphère de la population pauvre vers l'exclusion. Les pays d'Amérique du Sud ne connaissent pas la fonction d'une citoyenneté neutre. Cette idée du statut légal n'assure pas à ces membres de la communauté politique des droits pourtant préconisés.

L'Amérique du Sud connaît des mouvements de contestation imposant des changements dans l'institution de la citoyenneté elle-même. Ces mouvements accordent une importance majeure aux instruments constitutionnels et législatifs de la citoyenneté sans pour autant la tenir pour acquise. Ces revendications ont d'ailleurs provoqué non seulement des changements au sein même du politique avec l'apparition d'une nouvelle gauche, mais aussi des nouvelles transformations institutionnelles. Elles rendent possibles des formes de citoyenneté suivant une autre trajectoire. L'idée même de la citoyenneté résulte en partie des pratiques de ceux qui sont exclus. Ces gouvernements tentent alors d'étendre l'aspect inclusif et égalitaire de la citoyenneté où la reconnaissance des minorités devient une question centrale de la politique interne. La mondialisation et la charte des droits de la personne ont positivement fait évoluer les discours sur les droits sociaux et sur l'appartenance sociale.

¹¹⁰Ronan Le Coadic, 2003. *Identités et Démocratie. Op. Cit.*, p. 64.

Les grandes villes sud-américaines amènent inlassablement de nouvelles revendications et conflits qui prennent des formes concrètes. Effectivement, ces villes regorgent d'une population toujours plus défavorisée et amassée dans des bidonvilles, celle-ci étant généralement immigrante, de couleur ou d'origine autochtone. Ces centres urbains sont un terrain de contradiction où émergent de nouvelles pratiques citoyennes privées de pouvoir et dont l'activité politique consiste à revendiquer des droits.

La question de l'identité ou de la revendication identitaire nous amène indéniablement vers une théorie démocratique de la diversité. Si à l'origine, la théorie démocratique encourageait une certaine homogénéité culturelle et linguistique à des fins démocratiques, où les minorités culturelles se fondaient à la majorité sur des motifs d'ordre nationaliste, aujourd'hui la démocratie s'exprime et se comprend à travers une société pluraliste. Les conceptions homogènes d'une langue commune, d'un peuple uni, d'un passé commun et de valeurs communes s'effacent lentement pour laisser la place à une forme nouvelle de la démocratie. Cette diversité préjudiciable pour la construction d'une société démocratique devient le pilier central dans la nouvelle conception d'une démocratie basée sur les identités. La reconnaissance, selon la théorie démocratique libérale de notre temps, est fondamentale parce qu'elle donne aux individus la possibilité d'être eux-mêmes, en tant que personnes, mais également en tant que membre de groupes variés. Dès lors, la dimension collective de la reconnaissance devient forte de sens dans les théories démocratiques modernes. Le principe même de diversité acquiert sa légitimité sur la conception d'une démocratie fondée sur des valeurs d'autonomie, d'expression de soi, de liberté d'expression et sur les droits de la personne. Les individus appartenant à des communautés méritent d'être reconnus et d'exprimer leurs identités. Aujourd'hui, les États sud-américains appréhendent les personnes dans les différences et la diversité.

Désormais, les institutions démocratiques doivent prendre en compte la diversité. Mais une question se pose : où se trouve la limite à la diversité ? L'affirmation de la diversité comme partie intégrante de la vie politique ou de la vie publique en Amérique du Sud pose un problème. Droits individuels, droits sociaux et droits communautaires peuvent entrer en conflits les uns avec les autres. Pour faire avancer la démocratie dans les pays latino-américains, les États doivent mettre en place des arrangements structurels viables, qu'ils soient au niveau de l'infrastructure, des institutions, de l'éducation, du système de santé, etc.

Aujourd'hui, la lutte pour la reconnaissance des identités culturelles est nourrie de l'inquiétude que suscite la mondialisation « comprise comme un ensemble de processus d'intégration transnationale multisectorielle ¹¹¹ » ; un marché toujours plus croissant et auquel les valeurs éthiques ne sont pas encore imputées. La mondialisation amène indéniablement l'idée d'une uniformisation des différentes populations vers ce que l'on appelle la communauté de consommation. La demande de reconnaissance, de ce point de vue, procède d'un refus de l'uniformisation. Ces mouvements de reconnaissance n'expriment pas un désir de séparation, mais bel et bien une demande d'intégration véritable. En ce sens, la reconnaissance est un enjeu vital pour les démocraties latino-américaines. Ces luttes pour la reconnaissance évoquent le progrès et deviennent la ligne directrice de l'adhésion aux valeurs de la démocratie et d'une mondialisation plus juste.

Dans cette optique, il est intéressant de présenter une notion reprise par Ernesto Laclau, celle du populisme. Celle-ci, en tant que catégorie d'analyse politique,

¹¹¹ *Ibid*, p.105.

renvoie à une ambiguïté majeure qui mérite d'être relevée. Laclau part de Peter Worsley et de son article intitulé « Le concept de populisme¹¹² ». Sa description du populisme tire sa source du rôle que les idées jouent dans un contexte culturel particulier. Ce rôle modifie l'utilisation des idées et de leur contenu intellectuel :

Il est suggéré ici, *per contra*, que les idées, dans le processus de leur intégration à des contextes culturels successifs, différents de ceux dans lesquels elles sont nées ou se sont jusque-là développées, prennent non seulement une signification sociologique différente dans la mesure où elles seront *utilisées* autrement en étant intégrées dans de nouveaux cadres d'action, mais seront aussi modifiées en tant qu'idées, puisqu'elles doivent nécessairement s'articuler avec un autre équipement psychique : des « intérêts » préexistants, des structures et des éléments cognitifs, des dispositions affectives, etc., qui font tous partie du *milieu* récepteur. Les idées « originales » doivent donc être intrinsèquement modifiées au cours de ce processus et devenir des idées différentes¹¹³.

Les idées possèdent donc une dimension performative et constitutive, modifiant l'ordre des choses ; elles accomplissent un acte. Le populisme n'est pas pour Worsley un type particulier d'organisation comme le libéralisme, le communisme ou le socialisme, mais une tonalité ou une « dimension de la culture politique » se présentant dans les multiples mouvements dont les bases sociales ou politiques sont totalement différentes. La conception du populisme, selon Worsley, s'avère très étendue et élimine cette tentative réductionniste d'assimiler le populisme à une forme de manipulation du haut vers le bas. Il remet aussi en question la condamnation éthique et les présupposés de la majorité des penseurs du populisme.

¹¹² Ernesto Laclau : *La raison populiste*. Seuil, Paris. 2005. p. 22. Voir Peter Worsley, « The concept of populism ».

¹¹³ Ernesto Laclau : *La raison populiste*. Seuil, Paris. 2005. p. 27.

3.3 L'UNASUR étudiée à travers le concept de populisme de Laclau

Dans son œuvre *La raison populiste*, le sociologue Ernesto Laclau explique cette difficulté d'analyser le concept de populisme par un type de description excluant « à priori, toute appréhension conceptuelle du genre de rationalité inhérent à sa logique politique¹¹⁴ ». Il remanie la notion de populisme comme catégorie d'analyse politique et, à l'inverse des autres penseurs, il se dissocie de la pensée selon laquelle le populisme serait conçu comme irrationnel et indéfinissable. Au contraire, pour Laclau, le populisme est un concept en soi qui détient une connotation rationnelle et conceptuellement appréhensible dans l'action politique. Il définit le concept de populisme à travers « la formation des identités collectives ». Il tente de saisir en premier lieu la diversité des mouvements engagés dans la construction de l'identité pour déterminer ce qu'est le populisme. La littérature emploie couramment cette représentation pour définir toute sorte de mouvements, de réalités politiques ou idéologiques. Une véritable compréhension conceptuelle du populisme reste alors à faire. Ernesto Laclau confronte les auteurs définissant ce terme et tentant de lui donner un sens précis, un contenu valable. En effet, chacun semble saisir une valeur normative et descriptive du populisme dans les réalités politiques et idéologiques auxquels il se réfère. Néanmoins, « le populisme lui-même tend à refuser toute identification ou toute classification dans la dichotomie droite –gauche¹¹⁵. » Laclau définit le populisme comme mouvement multiclassiste, pouvant se fonder autant dans des revendications de l'égalité des droits politiques, de justice sociale, ou de la valorisation des droits humains, que dans une sorte d'autoritarisme associé à un leadership charismatique. De la sorte, Laclau développe la thèse suivante :

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 30.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 15.

L'impasse de la théorie politique quand elle traite du populisme n'a rien d'accidentel, elle a ses racines dans les limites des instruments ontologiques dont dispose actuellement l'analyse politique; le « populisme », en tant qu'écueil théorique, exprime quelques-unes des limites inhérentes à la manière dont la théorie politique a cherché à savoir comment les agents sociaux « totalisent » l'ensemble de leur expérience politique¹¹⁶.

La question, à savoir qu'est ce que le populisme, ne se pose pas, mais plutôt c'est plutôt celle à savoir quelle réalité sociale et idéologique le populisme se réfère-t-il? De quelle réalité ou de quelle situation sociale le populisme est-il en général l'expression? Laclau intègre alors le populisme à divers phénomènes et pensées qui lui ont été reliés. Il perçoit le populisme comme un épiphénomène. Il est impossible de définir la forme du populisme en tant que tel. Laclau, tout au long de son œuvre, va détacher sa conception du populisme de celle des penseurs contemporains, partant de la conception marginale qu'il occupe dans les sciences sociales et de sa condamnation morale comme éthique que les penseurs lui attribuent. Le populisme exprime donc une perspective sociale (intérêts de classes ou autres intérêts sectoriels) à travers ses multiples représentations. Finalement, Laclau décrit le populisme comme une approche politique et idéologique, rationnellement établie, se déroulant dans une situation sociale imprécise et indéterminée.

Laclau aborde deux arguments exprimant sa propre pensée du populisme:

(1) Que le vague et l'indétermination ne constituent pas des défauts d'un discours sur la réalité sociale, mais que, dans certaines circonstances, ils sont inscrits dans la réalité sociale comme telle; (2) que la rhétorique n'est pas un épiphénomène par rapport à une structure conceptuelle auto-définie, puisque, aucune structure conceptuelle ne trouve sa cohérence interne sans faire appel à des procédés rhétoriques¹¹⁷.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 16.

¹¹⁷ *Ibid.* p. 85.

Il insiste sur l'importance de la rhétorique, estimant qu'elle exerce une influence sur le concept même de populisme. Parce que Laclau conçoit le populisme comme un des chemins à prendre pour mieux comprendre la constitution ontologique du politique en tant que tel. Il va définir le populisme comme une façon d'établir l'unité de la foule elle-même. Il définit d'autre part le « peuple » comme une relation tangible entre les acteurs, une façon de créer l'unité du groupe. Cependant, la pratique populiste est déterminée aussi par des plus petites unités d'analyse comme la « demande sociale » par exemple, un terme expressément ambigu, mais utile dans la définition du populisme. Celui-ci peut faire dans l'ordre une pétition, une réclamation ou une exigence. Une demande insatisfaite provoque donc un fossé entre le système institutionnel et la population mécontente. Plusieurs demandes insatisfaites entraînent, quant à elles, une division du politique. Les pétitions se transforment alors en réclamation, puis en exigence. Laclau définit deux types de demande : la *demande démocratique* et les *demandes populaires*. La première, au singulier, désigne une demande, satisfaite ou non, qui demeure isolée de la chaîne des équivalences. La deuxième, au pluriel, désigne plusieurs demandes, qui, à travers leurs liens conçus par leurs contenus équivalenciels, rassemblent une subjectivité sociale plus large. Ces demandes déclenchent une définition du « peuple » comme « acteur historique potentiel¹¹⁸ ». Les demandes populaires désignent clairement les mouvements étudiés plus haut. Laclau y perçoit alors trois conditions nécessaires à la conceptualisation du populisme.

¹¹⁸ *Ibid.* p. 93

(1) la formation d'une frontière antérieure antagoniste séparant le peuple du pouvoir; (2) une articulation de demandes équivalentes qui rend possible l'émergence du peuple. Il y a une troisième précondition qui ne se réalise que lorsque la mobilisation politique atteint un niveau supérieur : l'unification de ces différentes demandes – dont l'équivalence, jusque-là n'avait pas dépassé un vague sentiment de solidarité – en un système stable de signification¹¹⁹.

En ce sens, l'Amérique du Sud serait un terrain particulier où se forme une multitude de mouvements sociaux. À un niveau local, ces équivalences se consolident uniquement lorsqu'une *unification symbolique* émerge à travers l'équivalence de ces différentes demandes, des demandes qui ont les mêmes valeurs ou les mêmes fonctions. La consolidation de la chaîne des équivalences se crée à travers la construction d'une identité populaire, qui qualitativement, n'est pas la simple addition des maillons équivalents. Être *piqueteros*, lutter pour l'intégration culturelle où l'égalité des femmes et des Indigènes ne signifie pas simplement lutter pour des intérêts particuliers. Une identité populaire a vu le jour ; cette identité populaire évolue autour de vecteurs communs. Il est difficile d'amener une cohésion et une union entre les demandeurs si leurs requêtes ne s'équivalent pas, si une « chaîne d'équivalences » ne se constitue pas. Cette chaîne mêle la nature des chaînes, les militants où les forces impliquées intègrent dans la chaîne d'équivalence un ancrage qui leur est propre, qui les distingue des autres. En Amérique du Sud, il existe différents mouvements luttant pour des motifs variés, contre l'injustice sociale, pour une réforme, contre un ennemi, mais qui se rejoignent dans la finalité, dans les thèmes; ils luttent alors sur un terrain commun, visant une reconnaissance des droits sociaux et des identités minoritaires. Émerge, selon Laclau, « un instinct niveleur » qui s'associe à des contenus sociaux extrêmement différents les uns des autres. Cet instinct niveleur se caractérise par des images, des mots donnant à ces contenus une sorte de continuité fonctionnant comme des « signifiants vides ». C'est ce que nous retrouvons en Amérique du Sud : la réunion de mouvements identitaires en une multitude formant une chaîne d'équivalence. Celles-ci déploient de plusieurs thèmes,

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 93

dont en premier chef la reconnaissance de l'identité et de l'injustice sociale. Les mouvements sociaux étudiés plus haut démontrent clairement qu'à travers la multiplicité des demandes populaires, un lien s'est formé. Ceci a été entendu par les dirigeants latino-américains, qui se sont ensuite eux-mêmes réunis pour former l'UNASUR.

Le populisme exige une communauté plus grande qu'un simple mouvement populaire, c'est pourquoi il faut que les chaînes d'équivalences mènent à la création de nouveaux groupes sociaux plus hétérogènes. En Amérique du Sud, ces chaînes d'équivalences emblématisent la multiplicité de ces mouvements sociaux rassemblés pour former un terrain de lutte commun, celui d'une démocratisation des gouvernements et tout ce qui s'en suit : politiques sociales, reconnaissance des identités, confrontation de l'impérialisme et du libéralisme. Le populisme apparaît, toujours selon Laclau, avec l'accroissement de la logique de l'équivalence aux dépens de la logique de la différence. L'équivalence des demandes prend plus d'importance que leurs différences; ne signifiant pas une exclusion mutuelle de différences et d'équivalences. Le croisement existant entre la différence et l'équivalence créent l'identité sociale. C'est donc une identité totalisatrice qui apparaît, représentant la chaîne des équivalences. Cette identité totalisatrice est une identité sud-américaine qui regroupe les mouvements sociaux luttant pour la reconnaissance de leurs droits. Cette identité latino-américaine est évoquée à maintes reprises par l'UNASUR. Se crée alors une inégalité essentielle dans la formation de cette identité totalisatrice. Le peuple est un élément partiel de la communauté, et non la totalité, qui aspire à être conçu comme la seule totalité légitime. Laclau écrit : « Nous avons besoin d'une *plebs* qui prétend être le seul *populus* légitime. C'est-à-dire d'une partie qui veuille jouer le rôle de la totalité de la communauté ¹²⁰ ». La *plebs* signifie l'ensemble des

¹²⁰ *Ibid.* p. 101.

plus démunis, tandis que le *populus* désigne l'ensemble de tous les citoyens. À l'inverse du discours institutionnel, le populisme ne tente pas de prendre en compte toutes les différences de manière égalitaire, mais considère une partie qui s'identifie à un tout.

Chacune des demandes démocratiques est confrontée au « peuple » et à la chaîne des équivalences; laquelle établit des règles stratégiques pouvant compromettre le contenu de certaines demandes démocratiques. C'est d'autant plus vrai que la chaîne des équivalences exige un contenu discursif qui lie ces demandes. Le peuple selon Laclau n'est pas un terrain neutre. Pour créer une certaine solidarité, les relations d'équivalences doivent en outre créer une certaine identité discursive qui ne doit pas représenter les demandes démocratiques en tant qu'elles s'équivalent, mais le lien d'équivalence comme tel. Ce lien réagit sur les demandes ainsi que sur leur fondement. Le peuple se construit alors comme « cristallisation d'une chaîne d'équivalences dans laquelle l'instance cristallisatrice a, dans son autonomie, autant de poids que la chaîne infrastructurelle de demandes qui a rendu son émergence possible ¹²¹ ». La pluralité des liens d'équivalence des demandes devient une singularité à travers un « processus de condensation » autour d'une identité populaire. Il existe un dénominateur commun (un connecteur logique ou un élément singulier) entre ces différentes demandes. Celui-ci symbolise la totalité de ces demandes. Deux voies idéologiques prennent place en Amérique du Sud : la première d'inspiration sociale-démocrate, jacobine voir marxiste, considère qu'il faut s'emparer des rênes du pouvoir. La seconde, de nature anarcho-syndicaliste libertaire refuse toute idée de délégation de pouvoir et de représentation, tel le modèle zapatiste au Chiapas ou celui des « piqueteros » en Argentine.

¹²¹ *Ibid.*, p. 115.

Cependant, la première tendance l'emporta : « prendre le pouvoir par l'État » devient le mot d'ordre en Amérique du Sud. Ce virage progressiste s'est construit à l'aune de deux contextes différents : il y a d'une part les gouvernements qui sont arrivés dans un contexte de stabilité institutionnel, tel que le Brésil de Lula (aujourd'hui Dilma Rousseff) ou le Chili de Michelle Bachelet (aujourd'hui Sebastián Piñera), et ceux, d'autre part, qui sont arrivés au pouvoir afin de répondre à une crise politique, économique et sociale dans le pays. C'est l'effondrement du parti en Argentine, au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, etc. Dès lors, nous retrouvons plusieurs gauches qui ne suivent pas la même politique.

Pour que l'identité populaire prenne la forme d'une totalisation, un troisième élément est nécessaire pour assurer l'universalité du peuple. Effectivement la construction d'une identité populaire ne se fait pas seulement par le discours, mais aussi par l'universalité des institutions. La *plebs*, en tant que particularité, revendique hégémoniquement la constitution d'un *populus*, une universalité abstraite, symbolisée par la *plebs*. L'action de la *plebs* agit comme une force hégémonique sur l'État et change sa configuration, au sens gramscien du terme, c'est-à-dire l'État en tant que fonction éthico-politique de la communauté. Ainsi, l'homogénéité sociale constitue le cadre symbolique de la société par une logique d'acceptation de la différence. Le langage est un système de différence. Les relations mutuelles de demandes insatisfaites fonctionnent elles aussi sur la logique de la différence, mais elles s'unissent, représentant ainsi l'échec du système institutionnel. Le changement démocratique et populiste en Amérique du Sud a eu lieu grâce aux conséquences des insurrections et des révoltes sociales, mais il est aussi le résultat des processus électoraux conditionnés par la précarité sociale, politique, institutionnelle, ainsi que par les « effets dévastateurs » de l'ordre économique mondial.

L'unité de l'ensemble équivalentiel de la volonté collective irréductiblement nouvelle dans laquelle les équivalences particulières cristallisent dépend entièrement de la productivité d'un nom. Cette productivité résulte exclusivement de l'opération du nom en tant que pur signifiant – c'est-à-dire n'exprimant pas une quelconque unité conceptuelle qui la précède¹²².

Cette universalité de la chaîne d'équivalences prévaut sur la particularité des demandes. Les identités populaires se constituent à travers le « point de capiton d'une identification équivalentielle¹²³ », la chaîne des équivalences crée l'identité populaire. Cette dernière représente une chaîne des équivalences toujours plus longue, délaissant toute fois des contenus particuliers et hétérogènes.

L'identité populaire se produit à travers ce que Laclau appelle des « signifiants vides », des mots et images qui renvoient à la chaîne des équivalences comme totalité. Autrement dit, selon Laclau, l'identité populaire fonctionne comme un signifiant vide. Il explique que dans le schème d'équivalences qui lie toutes ces demandes, il existe une sorte de négativité distincte. Demander un ordre social où une justice quelconque ne signifie pas donner à ces termes une définition positive, un contenu conceptuel, mais simplement d'imaginer une plénitude inexistante. Ces termes sont pour Laclau des signifiants vides, n'étant pas le résultat d'un « sous-développement idéologique ou politique ». Au contraire, ils désignent une fusion populiste apparaissant sur un terrain social radicalement hétérogène.

Militer pour des signifiants vides comme la démocratie, la reconnaissance des identités ou la justice sociale ne signifie pas que le particularisme des demandes est effacé. Bien au contraire, celui-ci se retrouve à l'intérieur de ces liens d'équivalences. Les mouvements sud-américains réunis à travers ces connecteurs logiques ou

¹²² Ernesto Laclau, 2008, *La raison populiste*, op.cit., p. 131.

¹²³ *Ibid.*, p. 128.

dénominateurs communs créent des points de tensions et de négociations entre l'universalité et la particularité de leurs demandes. Les symboles populaires sont l'expression de toutes ces demandes démocratiques non accomplies. S'il est plus facile d'identifier l'ennemi et la nature des demandes dans un conflit local, il est beaucoup plus difficile de réaliser ce processus lorsque la bataille s'étend à une nation ou avec plusieurs pays à la fois.

Laclau définit le signifiant vide en tant que « lieu, dans le système de la signification, qui est constitutivement irréprésentable; en ce sens, il reste vide, mais c'est un vide que je peux signifier, parce que nous parlons d'un vide dans la signification ¹²⁴ ». Les identités populaires, en tant que signifiants vides, expriment à travers la chaîne des équivalences d'une pluralité de demandes insatisfaites, la plénitude d'une société encore démentie ou inachevée, ce que Laclau appelle une *plénitude vide*.

Le rejet d'un pouvoir actif dans la communauté exige l'identification de tous les maillons de la chaîne populaire à un principe d'identité permettant la cristallisation de toutes les demandes différentes autour d'un dénominateur commun - lequel exige, évidemment, une expression symbolique positive. C'est là que s'opère la transition de ce que nous avons appelé les *demandes démocratiques* aux *demandes populaires*. Les demandes populaires constituent un défi à la formation hégémonique comme tel ¹²⁵.

Laclau exprime une division antagoniste en deux camps irréductibles structurés autour de deux chaînes d'équivalences incompatibles. Pour résumer, le camp populaire présuppose la construction d'une identité globale à partir de l'équivalence, laquelle réunit la pluralité des demandes sociales comme condition à sa constitution. Les demandes populaires unies autour d'une chaîne équivalentielle visent la plénitude de la société. Le « peuple », au sens de Laclau, se construit pour donner un sens à

¹²⁴ *Ibid.*, p 130

¹²⁵ *Ibid.*, p. 102.

cette plénitude absente. Celle-ci se traduit par une demande insatisfaite face à un pouvoir sourd. La plebs se voit comme le populus.

Ces demandes populaires expriment une subjectivité populaire qui grandit à travers une pluralité de positions subjectives (les demandes) : cette subjectivité populaire représente le lien d'équivalences entre ces différentes demandes. Les demandes populaires ne doivent pas être trop nombreuses, au risque de voir le cadre symbolique se désagréger. Elles construisent un nouveau cadre symbolique dont l'identité de l'ennemi dépend lui aussi d'un processus de construction politique. Il est plus facile de cerner l'ennemi dans une lutte restreinte que dans une lutte populaire et élargie. Les frontières politiques internes seront moins bien définies, et les équivalences intervenant dans cette lutte peuvent opérer dans plusieurs directions. Finalement, le populisme suppose la division de la scène sociale en deux camps.

Cette division présuppose la présence d'un certain nombre de signifiants privilégiés condensant la signification de la totalité d'un des deux camps (le « régime », l'« oligarchie », les « groupes dominants » et cetera, pour l'ennemi; le « peuple, la « nation, la « majorité silencieuse », et cetera, pour les opprimés – le fait de savoir lequel parmi ces signifiants vont jouer un rôle d'articulation dépend, évidemment d'une histoire contextuelle). Mais dans ce processus de condensation, nous devons distinguer deux aspects : le rôle ontologique de la construction discursive de la division sociale et le contenu ontique qui dans certaines circonstances, joue ce rôle. Ce qui importe, c'est qu'à un certain stade, le contenu ontique peut épuiser sa capacité à jouer ce rôle, alors que demeure le besoin de ce rôle comme tel, et que – étant donné l'indétermination de la relation entre contenu ontique et fonction ontologique – cette fonction peut être remplie par des signifiants de signes politiques radicalement opposés.¹²⁶

Tout ceci signifie qu'il existe entre le populisme de droite et le populisme de gauche un « no man's land » pouvant être traversé. Il existe une asymétrie entre la fonction ontologique et sa satisfaction ontique en rapport avec les discours du changement radical. Le peuple crée une rupture avec l'ordre social existant pour donner un visage

¹²⁶ *Ibid.*, p. 107 et 108

à une autre organisation. Rompre avec le statu quo et l'ordre institutionnel antérieur est une tentative visant à constituer un ordre là où il y avait une dislocation. La chaîne des équivalences joue un rôle. Elle rend possible l'émergence du particularisme des demandes.

À travers la chaîne des demandes différentes opposées au même ennemi, une demande particulière intervient pour devenir le signifiant vide de la totalité de la chaîne. Tout le modèle dépend alors de la frontière dichotomique. Le contraire ferait s'effondrer la relation d'équivalence et l'identité de chaque demande s'épuiserait dans sa singularité différentielle. Le régime oppresseur peut brouiller cette frontière dichotomique et devient alors hégémonique. Il tente alors d'interrompre la chaîne d'équivalence du camp populaire par une autre chaîne d'équivalence dans laquelle certaines des demandes populaires sont articulées avec des maillons totalement différents. Il exerce une pression structurelle sur ces demandes. Les demandes deviennent des « signifiants flottants », des signifiants dont la signification est en suspens.

La relation d'équivalence entre les demandes ne supprime pas la singularité de chacune des demandes démocratiques. Toutes les demandes dans leur singularité sont opposées au régime oppresseur, raison pour laquelle une chaîne d'équivalences apparaît. La chaîne d'équivalences comme totalité peut sacrifier les visées d'une des demandes individuelles. Une demande individuelle peut entrer en conflit avec d'autres demandes et donc, ne pas être intégrée à la chaîne. Cette chaîne d'équivalence laisse alors de côté un « espace général de représentation ». L'hétérogénéité qui se dégage de chacune de ces demandes présuppose l'absence d'un espace commun.

Laclau définit l'homogénéité comme la pleine représentativité. Il existerait une frontière lisse entre les deux entités antagoniques. Il ne se présenterait pas d'ambiguïté entre l'ennemi et les demandes populaires. Il ne pourrait y avoir de dépassement de frontière. Sauf que le réel est hétérogène et il y a toujours un dépassement de la frontière. Il n'existe donc pas de réel antagonisme entre les deux camps. C'est une hétérogénéité qui n'est pas dialectiquement récupérable dans cet antagonisme social et politique. Sans hétérogénéité, il n'y a pas d'antagonisme. « L'antagonisme présuppose l'hétérogénéité parce que la résistance de la force antagonisée ne peut-être dérivée logiquement de la forme de la force antagonisante¹²⁷ ». Le peuple ne peut être entièrement opposé au pouvoir. L'hétérogénéité se retrouve même à l'intérieur du particularisme des demandes, empêchant certaines demandes de s'incorporer à la chaîne. Il existe alors un jeu entre le « vide » et le « flottement » traversant la frontière antagonique et définissant le politique, d'où l'importance d'une construction discursive stratégique dans la construction du peuple. Le politique, en ce sens, devient synonyme de populisme.

Pour Laclau, il n'y a pas de populisme sans investissement affectif dans un objet partiel. Le besoin de constituer un peuple (une *plebs* prétendant être *populus*) apparaît seulement quand cette plénitude (une société dont l'ordre institutionnel satisferait toutes les demandes démocratiques) n'est pas atteinte. Ainsi les buts, les images et les symboles investissent cette absence. Le leader dans le populisme ne peut détenir cette particularité qu'ont développée d'autres penseurs : celle de la manipulation. Selon Laclau, le Leader apparaît dans le lien d'équivalence de ces demandes démocratiques hétérogènes. Effectivement, ce mécanisme des différences exige une force singulière identifiant l'unité du groupe. Celle-ci apparaît dans la figure du leader comme totalité signifiante. Celui-ci incarne le symbole d'une nation

¹²⁷ *Ibid.*, p. 177.

compatible avec un grand pluralisme, ou une grande hétérogénéité au sein du mouvement qu'ils représentent. Lula, Kirchner et même Michelle Bachelet sont des exemples probants de la figure du leader comme totalité signifiante.

Le populisme se construit à travers la « nomination » et l'« affect ». La nomination désigne le discours vague des représentants populistes, qu'ils soient de droite ou de gauche, à l'égard d'une hétérogénéité sociale, donc des sujets sociaux, mais aussi des demandes sociales difficilement représentables. Quant à l'affect, il n'est présent que parce qu'il n'existe pas d'égalité constitutive. La présence du réel dans le symbolique implique l'inégalité. L'investissement différencié est l'affect.

Pour Laclau, le processus de représentation désigne le représentant transmettant la volonté de ceux qu'il représente, un groupe sectoriel, mais aussi fait en sorte que cette volonté détienne une certaine crédibilité dans un milieu autre que celui où elle est née. Le représentant de ce groupe doit prouver à la communauté comme totalité que cette volonté est conciliable. Il n'est donc pas un acteur passif. Le processus de représentation agit dans deux directions : dans un mouvement des représentés vers le représentant, et vice versa. Les représentés dépendent ainsi du représentant dans la constitution de leur identité. Pour que la représentation reste démocratique, le mouvement allant des représentés vers le représentant doit être privilégié. La représentation a donc pour fonction d'homogénéiser la masse hétérogène. Le charisme devient le symbole de la représentation véritable. Le leader charismatique est un producteur de symbole. Les leaders latino-américains et l'UNASUR, représentés par ces mêmes personnages, démontrent ce processus populo-démocratique.

Si l'identification avec un signifiant vide est la condition de l'émergence du « peuple », le signifiant vide ne peut fonctionner comme point d'identification que parce qu'il représente une chaîne d'équivalences. Ainsi le mouvement allant des représentés vers le représentant et du représentant vers les représentés présente l'émergence du « peuple ». Le signifiant vide est ce qui constitue cette totalité. Ajoutant une dimension qualitative, il représente le mouvement du représentant vers les représentés. Le signifiant vide symbolise la pluralité de demandes du peuple et est un point d'identification de celle-ci. Mais le signifiant vide dépend de ces maillons (demandes) et donc représente le mouvement des représentés vers le représentant. Ce double mouvement est le lieu d'une tension. Ces deux pôles sont interdépendants. Sans la problématique de la représentation et de son double mouvement, le « peuple » selon Laclau n'existerait pas. Finalement, le signifiant vide ne joue le rôle de la représentation que parce qu'il représente une chaîne d'équivalence.

Le signifiant vide est non seulement l'image d'une totalité existant à l'avance, mais il constitue aussi cette totalité, une nouvelle dimension qualitative apparaissant (le représentant vers les représentés). Le signifiant vide est donc un « point d'identification », il a le devoir de les représenter. Le signifiant vide est un moment homogénéisateur de l'hétérogénéité des demandes en une chaîne d'équivalence, et en même temps, il la représente. Il possède une double fonction. De la sorte, « toute identité populaire a une structure interne qui est essentiellement représentative¹²⁸ ». Le populisme représente une tension entre la fonction hégémonique du signifiant vide et l'équivalence des demandes particulières, cette tension formant le « peuple ». Ce dernier est le lieu de constitution de *l'objectivité sociale*.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 192.

Laclau reprend d'autre part la théorie de Claude Lefort selon laquelle le passage d'une société hiérarchisée et centrée autour du roi à la démocratie moderne a eu lieu sur la base d'une transformation symbolique. De cette transformation symbolique émerge un lieu de pouvoir comme lieu singulièrement vide. Ce lieu vide interdit au gouvernement de s'approprier le pouvoir. L'égalité est une valeur de la démocratie selon Lefort. Il rajoute que l'apparition des dictatures, en tant que condensation des sphères de pouvoir, de la loi et du savoir, survient quand l'insécurité des individus va croissante. Cette insécurité, naissant d'une crise économique, des préjudices d'une guerre, des conflits entre classes sociales, ne trouve pas la solution symbolique dans la sphère politique, mais bien quand le pouvoir apparaît aux services des intérêts particuliers, en cela Laclau n'est pas totalement d'accord. Pour lui, les mouvements populistes naissent en fin de compte de la construction d'une chaîne d'équivalence à travers la multiplicité et l'hétérogénéité des demandes et d'une fusion autour de plusieurs positions populaires agissant comme signifiants vides. Ces positions ne sont pas forcément totalisatrice, au contraire, elles peuvent être la condition *sine qua non* de la construction d'une volonté collective démocratique. Claude Lefort¹²⁹ associe la démocratie à la tradition libérale, ce que Laclau réfute, puisque pour lui libéralisme et démocratie sont deux formes purement contingentes. Il n'existe pas obligatoirement de relation à faire entre ces deux traditions, mais seulement une « articulation historique contingente¹³⁰ ». Il existe en outre d'autres formes de démocratie, rendant possible l'émergence du « peuple » qui n'évoquent pas de cadre symbolique libéral. L'émergence du « peuple » devient alors une partie intégrante du fonctionnement démocratique.

¹²⁹ Claude Lefort est un philosophe français connu pour sa réflexion sur la notion de totalitarisme et sur la philosophie de la démocratie. Voir son oeuvre *L'Invention démocratique*, 1981.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 197.

Sans production de vide, il n'y a pas de peuple, pas de populisme, mais pas de démocratie non plus. Si nous ajoutons à cela le fait que le peuple, comme nous l'avons vu, ne se limite pas par essence à une matrice symbolique particulière, nous avons posé dans toutes ces dimensions le problème du populisme contemporain¹³¹.

Il affirme que pour le populisme :

Le peuple est le souverain du régime politique et l'unique référent légitime pour interpréter les dynamiques sociales, économiques et culturelles; les élites au pouvoir, spécialement politique, ont trahi le peuple et ne remplissent plus les fonctions pour lesquelles elles ont été désignées; il faut restaurer le primat du peuple, ce qui peut conduire à valoriser une époque antérieure, caractérisée par une reconnaissance du peuple¹³².

Laclau rajoute à ceci que le populisme se constitue à travers une pluralité de formes discursives et normatives que s'approprient les acteurs politiques. Le populisme représente aussi un élément démocratique dans les systèmes représentatifs modernes. Selon Laclau, le populisme se présente à la fois « comme un moyen de subvertir l'État des choses existant et comme le point de départ d'une reconstruction plus ou moins radicale d'un ordre nouveau à chaque fois que l'ordre ancien se trouve affaibli¹³³ ». Le système institutionnel doit être brisé pour que l'attraction populiste soit efficace. Le populisme demande une crise institutionnelle puisque l'identité populaire exige des chaînes d'équivalence de demandes insatisfaites. Il existe trois possibilités pour que le populisme prenne forme¹³⁴ :

1. Un système institutionnel dans une large mesure auto-structuré reléguant tout défi anti-institutionnel à une position marginale – ce qui revient à dire que la capacité de ce dernier à constituer des chaînes équivalentielle est minime

¹³¹ *Ibid.*, p. 200.

¹³² *Ibid.*, p. 206.

¹³³ *Ibid.*, p. 207.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 208.

2. Un système moins bien structuré, qui exige une forme quelconque de recomposition périodique. Il est possible de lancer un défi au système, mais puisque sa capacité d'auto-structuration est encore considérable, les forces populistes doivent fonctionner à la fois comme « insiders » et « outsiders », comme éléments intégrés au système et éléments extérieurs

3. Un système entré dans une période de « crise organique » au sens gramscien du terme. Dans ce cas, les forces populistes qui défient le système doivent faire plus que s'engager en gardant la position ambiguë consistant à subvertir le système tout en y étant intégrées : elles doivent reconstruire la nation autour d'un nouveau noyau populaire. Ici, la tâche de la reconstruction l'emporte sur celle de la subversion¹³⁵.

Pour conclure, le « peuple » émerge d'une construction complexe qui peut ne pas atteindre ses objectifs, si la tension entre la logique de la différence et la logique de l'équivalence s'effacent et que prédomine une de ces deux logiques. À ce stade, le « peuple » comme acteur politique se décompose. La différenciation institutionnelle ne doit pas dominer, sinon, l'homogénéisation équivalentielle qu'exigent les identités populaires comme condition préalable à leur constitution devient impossible. Dans l'autre sens, si l'hétérogénéité sociale (autre forme de différenciation) l'emporte, il n'y a aucune possibilité d'établir une chaîne d'équivalence. Une équivalence totale empêcherait elle aussi l'équivalence, puisque ce serait une masse homogène et indifférenciée. La construction d'un « peuple » peut facilement échouer. L'hétérogénéité sociale contient donc un rôle constitutif particulier. Selon Laclau, elle signifie une « certaine déficience ou unicité manquée ». Son unicité se révèle à travers son absence même. Il en résulte que les différents éléments de l'ensemble hétérogène sont surdéterminés ou différenciellement investis.

Ainsi, avec toutes les prémisses avancées par Laclau, il est plus facile de comprendre sa conception du populisme; le populisme est donc une *logique politique* liée à l'institution sociale, laquelle résulte des demandes sociales et est de cette

¹³⁵ *Ibid.*, p. 208.

manière inhérente à tout processus de changement social. Le changement s'opère à travers l'« articulation variable » de l'équivalence et de la différence. « Le moment de l'équivalence présuppose la constitution d'un sujet politique global rassemblant une pluralité de demandes sociales. Cela implique à son tour, nous l'avons vu, la construction de frontières internes et l'identification d'un autre institutionnalisé¹³⁶ ».

L'UNASUR s'est imprégnée des idées anticoloniales et anti-impériales pour former une communauté où les échanges économiques, sociaux et diplomatiques interviennent pour les gouvernements et les peuples et contre toute forme d'impérialismes et de politiques unilatérales en faveur des pays du Nord. Une frontière antagonique est ici palpable, où œuvre d'un côté un système capitaliste néolibéral voulant soumettre des pays et donc des peuples à ses conditions et, d'un autre côté, l'union de douze gouvernements prêts à prendre en considération les demandes populaires dans l'avènement d'une politique et d'une économie à teneur populiste. L'UNASUR prône la solidarité politique et diplomatique des nations, mais aussi des peuples, à travers laquelle un projet commun, celui d'exister librement, permettra l'intégration économique dans la mondialisation. Pour cela, l'UNASUR développe une idéologie populiste où la recherche de la plénitude d'une société encore démentie ou inachevée, ce que Laclau appelle une *plénitude vide*, est amorcée. L'UNASUR veut effacer les rapports inégalitaires entretenus par l'Amérique du Sud avec le Nord, mais aussi à l'intérieur même de ses frontières. Elle veut moderniser son marché intérieur et extérieur pour s'assurer une place importante et compétitive en faisant face à la concurrence mondiale. Une nouvelle forme de populisme prend forme et la communauté internationale assiste à l'effervescence d'une idéologie se voulant à l'écoute de la multitude dans le but de réduire les inégalités.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 141.

L'UNASUR devient la construction d'une grande patrie sud-américaine sans frontières nationales, où les inspirations des peuples sont prises en compte en faveur de l'unité et de la construction d'un projet commun. Elle tente de créer une identité sud-américaine partagée et des valeurs communes construites autour de signifiants vides : la démocratie, la solidarité, la liberté, la justice sociale, le respect de l'intégrité territoriale, de la diversité, la non-discrimination et l'affirmation de son autonomie, l'égalité souveraine des États, la solution pacifique des différents et la capacité d'une insertion internationale et d'un multilatéralisme démocratique. Elle établit une politique basée sur une identité sociale populaire où les Droits de l'Homme et les demandes populaires prennent une valeur prépondérante. Ceux-ci font partie intégrante du développement politique, économique, social et culturel de l'UNASUR. Elle tend par ailleurs à développer une meilleure qualité de vie pour les peuples d'Amérique du Sud en luttant contre la pauvreté, la faim et pour l'accès à l'éducation et la santé ainsi que le développement des peuples. L'intégration sud-américaine est accompagnée par l'intégration des peuples. L'UNASUR promeut l'institutionnalisation de la participation citoyenne faisant partie intégrante du processus d'intégration du sous-continent. Un dialogue démocratique avec la multitude est mis en place par l'organisation, reconnaissant les diversités au sein de la société civile. C'est donc la relation entre l'UNASUR, les gouvernements représentatifs de cette union et les peuples comme acteurs historiques et producteurs de demandes sociales (et donc d'une plénitude vide) qu'il est intéressant de constater. Sa raison d'exister émane d'une subjectivité populaire formée autour d'une chaîne équivalentielle de demandes sociales. Nous assistons à un discours idéologique dont les résultats ne sont toujours pas prééminents, mais qui laissent présager un avenir plus solide pour le sous-continent.

Précédemment abordés, les enseignements de l'UNASUR évoquent un populisme démocratique sans précédent. Nous retiendrons notamment l'acceptation de la diversité en Amérique du Sud, qu'elle soit politique, économique ou sociale, comme étant synonyme d'une union des différentes communautés. L'UNASUR a la volonté de remplir le fossé des inégalités sociales et de mettre en place une cohésion sociale. Elle cherche à revitaliser les frontières comme espace d'intégration, ce à quoi l'Amérique du Sud n'avait jamais pensée autrement que commercialement. Elle tente de réaliser des pratiques citoyennes d'intégration, c'est-à-dire la participation citoyenne et le dialogue social. L'UNASUR met en évidence la capacité qu'ont les différents pays et les différentes communautés à articuler un dialogue social « co-responsable » à travers la participation du gouvernement, de la société civile et des entrepreneurs. Il est aisé de percevoir un discours populiste visant une plénitude, pour le moment absente, qu'est celle d'une démocratie ouverte sur les identités populaires, regroupant une chaîne équivalentielle de demandes dont l'identité est clairement repérable.

L'UNASUR évoque depuis quelques années la renaissance du populisme suite à une crise de la démocratie représentative. Cette crise se définit par le bouleversement brusque des structures sociales et politiques provoqué par la mondialisation libérale. Les nouvelles orientations gouvernementales sont issues de la crise des démocraties représentatives passées, et de la « déconstitutionnalisation » du système politique qui varie d'un pays à l'autre. Le sous-continent vit un déficit social et institutionnel de la démocratie. Depuis les années 1990, une polarisation sociale, une discrimination, une absence de contrôle de l'économie, un déficit de l'État et le désengagement de ce dernier dans la satisfaction des besoins sociaux déterminent le fondement même de la politique néolibérale, et ce, sans compter l'accroissement de niveau de pauvreté, de frustration sociale, de chômage et autres.

Ceci explique que: « le scepticisme de la société face aux institutions basées sur la représentation politique a augmenté en même temps que les démocraties se réduisaient au formalisme juridico institutionnel d'un État de droit, qui n'a pas su faire face aux limites de la représentation politique, à la discrimination et à l'exclusion sociale¹³⁷. » De là découlent les limites de l'État-nation qui n'a pas su intégrer territoire et population, la dégradation des partis politiques et la décomposition des élites politiques traditionnelles, qui se voient confrontées à l'importance démocratique des processus électoraux par le biais des programmes clientélistes, conjoncturels et à court terme. Nous retrouvons une frontière antagonique marquante entre la classe dominante et le peuple se considérant comme totalité. Cette érosion politique des années 1990 est sans doute la conséquence des phénomènes observés à l'époque, tels que la corruption, le clientélisme, l'affaiblissement des repères idéologiques ainsi que la volatilité des alliances électorales. Le populisme en Amérique du Sud se conçoit alors dans le but de gérer cette crise et recherche un nouvel équilibre social et politique. Il serait donc une des formes de la transition démocratique face à l'affaiblissement du protectionnisme, la libération des marchés, la dérégulation, les inégalités et la paupérisation de la majorité de la population, et ce, malgré la croissance économique.

Une nouvelle configuration régionale est enclenchée assumant innovation politique, sociale et économique : des intérêts politiques émane une transcendance des vieilles visions nationales néolibérales, mais aussi des demandes sociales et populaires qui amorcent les changements politiques du sous-continent. Nous assistons là à la naissance du populisme dans les termes de Laclau. Pour comprendre les nouvelles tendances politiques latino-américaines, nous reconnaitrons que la construction des systèmes sociaux et politiques de cette région provient d'une

¹³⁷ Jean-Pierre Gelard, Alain Chemin, 2008, *L'Amérique Latine, identités et ruptures*, op. cit., p. 61.

pluralité de demandes sociales unies sous une chaîne d'équivalence lors d'une crise de la représentation politique et du désenchantement social face à une démocratie d'élites engrossées par les inégalités sociales et la corruption politique.

Bien qu'il soit difficile de définir ce qu'est la gauche en Amérique du Sud, étant donné la confusion idéologique qui y règne, il est au moins facile de comprendre le regain du populisme démocratique. Il existe une réelle empreinte des demandes sociales qui ont donné une identité et des fondements idéologiques et structurels aux nouveaux régimes politiques. Un certain populisme est mis de l'avant.

Une érosion des vieilles identités politiques à l'échelle du sous-continent s'amorce à travers l'émergence d'une multitude de demandes sociales, mais aussi de processus électoraux en réponse à la précarité sociale, politique et institutionnelle des démocraties latino-américaines et aux conséquences de l'ordre économique mondial. De cette transition naissent de nouvelles formes de représentation politique, de gouvernement, de nouveaux modes d'action et de participation sociale. Un populisme s'est créé en réponse à la crise des démocraties représentatives traditionnelles alimentée par la dictature, la marginalité sociale, ethnique, économique et politique.

Depuis les années 2000, les politiques sud-américaines sont mues par une réelle volonté; celle de mettre en place une politique sociale pour résoudre les difficultés et les obstacles engendrés par le Consensus de Washington et les conséquences négatives de la mondialisation. Les différents représentants sud-américains veulent instaurer des politiques sociales adaptées en réponse aux politiques menées dans les années 1990. Le populisme existant au sein gouvernements et de l'UNASUR est en quelque sorte incluant, puisqu'il incite à une homogénéisation des demandes sociales, aussi différentes soient-elles, en un tout

identitaire. Les leaders entretiennent un lien direct avec la population, sans médiation. Ils font appel à leur charisme et aux dynamismes affectifs et émotionnels entretenus dans leur discours. Les contextes politiques à travers lesquels l'Amérique du Sud a évolué sont importants. Ainsi donc, la question du populisme dépasse le cadre national et investit un cadre géopolitique à l'échelle continentale. Plus encore, ce populisme révolutionnaire¹³⁸ a été approuvé par une majorité d'électeurs et de mouvements sociaux inhérents au cadre symbolique latino-américain.

La conception du populisme revisité par Laclau déterminerait en quelque sorte l'UNASUR grâce à la mise en place d'institutions démocratiques et à l'apparition de gouvernements modernes. Ce populisme révèle une construction de l'identité sociale. Mais plus encore, l'UNASUR, à l'aide d'une politique originale pour la région, rapproche son discours de la construction du lien social, de l'émancipation des opprimés, de la formation des identités collectives et le rapport entre particulier et universel. Les gouvernements sud-américains se montreraient plus sensibles aux demandes sociales ; charisme et discours viennent alors alimenter cette structure supranationale. Celle-ci œuvre dans un contexte de paralysie des institutions et de désenchantement social face à une démocratie élitiste. Les acteurs politiques sont poussés à maintenir des discours et des actions visant des politiques sociales et distributives dans le but de canaliser les mouvements sociaux. Ces acteurs politiques sont confrontés à une société civile politisée, aux mobilisations contestataires et aux mouvements sociaux de protestation ; ces demandes sociales sont réunies autour d'une chaîne d'équivalence construite autour de signifiants vides. Cette société civile réclame une nouvelle définition de la citoyenneté et de la participation politique : revendications ethniques, droits de l'Homme, autonomie régionale sont des exemples probants d'un processus enclenché du rejet de la classe politique et du refus du

¹³⁸ Voir ce terme en tant qu'il insiste sur un changement radical politique

système de représentation politique traditionnel se traduisant par la célèbre phrase : « *que se vayan todos !* » (Qu'ils s'en aillent tous !). Ces mouvements de protestation ont acquis une force politique plus grande dans le système de représentation de l'action gouvernementale et des partis politiques en déliquescence. Ils engendrent l'épuisement des partis élitistes, une redistribution de la richesse, ainsi qu'une reconnaissance identitaire et politique.

Ainsi, les nouveaux pouvoirs peuvent être caractérisés de populistes sachant qu'ils sont l'expression de ces demandes sociales réunies sous une chaîne d'équivalence. Ils émergent dans un contexte de crise et de détérioration sociale néolibérale « sans assises sociales fédérées, ni structures politico-idéologiques définies ». Ils n'ont d'autres choix que d'user de leur popularité médiatique pour accéder au pouvoir, et ce, dans une relation directe et assidue avec l'opinion publique. Ils sont soumis à une constante incertitude électorale les forçant à se mobiliser de façon permanente. Ils sont donc toujours « en campagne », car leur légitimité dépend « de citoyens autonomes, sans identification permanente à un parti, ni appartenance sociale définie, avec un comportement électoral changeant et incertain¹³⁹ ». Enfin, ils sont le fruit d'États délégitimés et institutionnellement brisés.

Il existe des tensions entre la mise en œuvre de propositions de changements des gouvernements et l'attente de transformations. Une frontière antagonique entre gouvernements et demandes sociales est mise en place. En conséquence, nous assistons à des réajustements constants des alliances sociales et politiques dans un contexte de légitimité politique. Ces nouveaux acteurs politiques que ce sont les dirigeants agissent dans un ensemble hétérogène de demandes sociales réunies autour de signifiants vides. Il est donc important de maintenir la démocratie tout en prenant

¹³⁹ Jean-Pierre Gelard, Alain Chemin, 2008. L'Amérique Latine, identités et ruptures, *op.cit.*, p. 63.

en compte les demandes sociales et en intégrant les populations exclues dans le système politique. Le populisme en Amérique du Sud, depuis les années 2000, se traduit par « le lien entre les mouvements sociaux et les actions politiques pour transformer les institutions, en supplantant les partis politiques traditionnels incapables d'institutionnaliser les demandes sociales¹⁴⁰ ». Le populisme est une réponse à la crise politique qui a secoué les pays d'Amérique du Sud. La politique latino-américaine est confrontée à une base sociale hétérogène : mouvements sociaux, mouvements ethniques, chômeurs, fonctionnaire petits propriétaires, travailleurs précaires, groupes urbains marginalisés, etc. Néanmoins, la chaîne des équivalences se traduit par la demande d'une justice sociale de démocratie et de reconnaissance identitaire au sein même du sous-continent.

L'UNASUR tente de réunir en un tout cette hétérogénéité chez les gouvernements; une hétérogénéité au niveau des fondements, de leurs organisations et de leur composition. Ces gouvernements n'ont toujours pas trouvé d'identité politico-idéologique viable ni même une assise sociale permanente. Issus d'alliances et d'accords électoraux, ces gouvernements sont composés d'une forte diversité des intérêts et des identités, provoquant des tensions et des confrontations au sein même de ces gouvernements qui tentent de trouver des compromis, mais aussi à l'échelle du sous-continent. De plus, il y a entre les différents pays des positions divergentes face aux institutions démocratiques représentatives. Nous constatons un réformisme avancé au Brésil, au Chili, en Uruguay ou en Argentine et une désinstitutionnalisation au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, par exemple.

Les nouveaux discours politiques sont alimentés par des thèmes tels que le changement, le progrès social, la transformation structurelle du pouvoir, et le

¹⁴⁰ Jean-Pierre Gelard, Alain Chemin, 2008, *Idem.*, p. 64.

renouvellement de la citoyenneté. Les idées de révolution sociale sont remplacées par des demandes symboliques. Le renouvellement de la démocratie auquel nous assistons suggère une recomposition de la relation entre État et société dans ses diverses expressions qu'elles soient historiques, culturelles ou ethniques. Ces gouvernements développent des politiques dans le renforcement de la société civile par des mécanismes de participation citoyenne, la décentralisation et le développement local. Finalement cette nouvelle démocratie se renforce dans sa qualité en tant que système d'organisation politico-sociale et espace décisionnel à l'échelle locale, régionale et nationale.

L'UNASUR représente des gouvernements prétendument populistes passants du parti contestataire populaire à celui de gouvernements en place. Si les leaders ne raisonnent pas en procédant à une coupure franche avec le capitalisme ni même à un changement radical de modèle macro-économique, ils veulent toutefois mettre en place un capitalisme modéré où se trouve la présence de l'État dans la régulation des marchés. Certes, les réformes économiques ne remettent pas en cause l'organisation sociale de la production ni de la propriété ; elles ne sont pas non plus des révolutions sociales, ni des transitions vers un système socialiste, mais elles sont considérées comme des « schémas de redistribution des revenus, au sein d'un capitalisme équilibré, plus réglementé, à la recherche d'un modèle économique qui ne produise pas seulement de la croissance, mais des progrès sociaux.¹⁴¹ »

L'UNASUR, symbole du populisme en Amérique du Sud, redéfinit les différentes notions composant la communauté politique de l'heure : le sujet politique, la démocratie et le projet éthico-politique. Avant tout, elle évoque la régulation des rapports sociaux et un changement du discours politique et des politiques sociales.

¹⁴¹ Jean-Pierre Gelard, Alain Chemin, 2008, *Idem.*, p. 66.

Elle s'attribue la responsabilité de réparer les multiples inégalités qui ont creusé le fossé de la communauté politique. Ces politiques sociales ramènent l'accès aux biens sociaux comme un « droit social » légitime. L'accès aux soins de santé, à l'éducation, aux services juridiques et même à la culture sont des droits qui permettent la pleine réalisation de l'individu. Ce droit social s'exprime dans un idéal de démocratisation populiste des pays. Les sociétés sud-américaines tentent non seulement de corriger les inégalités, mais veulent habilitier les acteurs sociaux à pallier ces conditions défavorables, les amenant vers une émancipation prometteuse. Cette nouvelle conception éthique s'exprimant à travers le droit social, repose sur la conception de « l'égalité des acteurs ». Dès lors, les multiples revendications des regroupements disséminés à travers le continent sud-américain se forment sous la demande d'une égalité formelle. Les différents « conseils consultatifs » ou « comités permanents » mis en place par les États démontrent une attention nouvelle pour ces collectivités plus ou moins marginalisées. Cependant, une question s'impose : depuis la mise en place de ces nouveaux gouvernements, des changements d'un point de vue égalitaire sont-ils apparus dans le sous-continent ?

La transformation de la forme de l'État est en marche à travers une multiplication des demandes, des reconnaissances sociales et, donc, une ouverture des possibilités du pluralisme dans les pays d'Amérique du Sud. Précédemment décrit, la racine étymologique du terme « populisme » renvoie à une notion lourde de sens : le peuple. Dès lors, le discours populiste relève de l'idéologie et se conçoit comme un appel direct aux « masses ». Comprendre le populisme naissant d'une crise politique ou d'un statu quo insoutenable, mène alors à le définir comme un passage, un phénomène transitoire. En ce sens, le populisme sonne l'alarme, ne conduisant pas indubitablement vers un changement radical de régime. C'est « une réaction de colère et de méfiance à l'égard des institutions et face aux forces centrifuges qui menacent

les mythes fondateurs de la nation¹⁴² ». Le populisme possède alors une portée psychologique importante.

Dans un second temps, le populisme s'exprime à travers le leader providentiel charismatique. Ce dernier joue un jeu de séduction, permettant d'appeler, de mobiliser et d'organiser un peuple en colère subissant l'injustice sociale. Le populisme, étant pluriclassiste, est capable de se confronter à tous les systèmes politiques. Sa puissance réside dans l'appel à de grandes actions collectives et la consolidation des valeurs partagées. Enfin, le populisme a une forte portée psychologique dont les crises sociales et politiques sont les détonateurs.

Finalement, concevoir le populisme comme ayant un programme clairement défini dans lequel une doctrine idéologique achevée est impossible : « le populisme ne se veut pas une idée originale ni une théorie globale, encore moins une conception de l'homme et de la société, mais, avant tout, une volonté de re-construction du bien commun¹⁴³ ». Ernesto Laclau ne voit pas dans le populisme un mouvement sociocritique, ni même un régime étatique, mais plutôt un « phénomène de type idéologique » qui peut exister à l'intérieur des organisations et des régimes, des classes et des formations politiques différentes les unes des autres.

Le populisme exige plus de démocratie, une forme de ressourcement populaire en absence d'un projet collectif. Il est donc incorrect d'associer cette notion avec

¹⁴² Alexandre, Dorna. novembre 2003 « Faut-il avoir peur du populisme ? » Le Monde diplomatique. En ligne. <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/DORNA/10680>. > Consulté le 19 novembre 2010

¹⁴³ *Loc. cit.*

l'idée d'un fascisme ou d'une dictature. Alain Pessin identifie dans le populisme une analyse mythologique, observant le fait que le mythe développe un idéal se voulant sincère, mais sans l'expliquer. Le discours populiste fait appelle à une sorte d'expérience collective où se retrouve une force de cohésion transcendant les impératifs institutionnels rigidifiés.

C'est par un débat théorique et idéologique que l'UNASUR a construit les soubassements communs de l'Amérique latine. Aujourd'hui, elle s'évertue à effacer les grandes inégalités qui subsistent sur ce continent malgré le taux de croissance économique impressionnant de certains pays. L'UNASUR, innovation démocratique radicale, se conçoit comme une utopie réalisable, une idéologie intégrative et offre à l'Amérique latine « un nouveau pacte » : l'amélioration des conditions sociales de production grâce à de nouvelles politiques œuvrant pour l'éducation, l'émancipation des femmes, la libération de l'expression culturelle et la suppression des barrières raciales par la reconnaissance des droits indigènes. D'un point de vue populiste démocratique, cette union œuvre en accordant une importance majeure aux mouvements sociaux, à la multitude actuelle et aux choix culturels de celle-ci et ce, dans une perspective de résistance à la classe dominante des pays, mais aussi par la domination capitaliste des pays du centre. Ces demandes sociales prennent une grande importance dans les choix économique-politiques des différents gouvernements et s'avèrent décisives pour toute alternative démocratique. Cette union ouvre de nouveaux espaces sociaux. La question de l'identité ou de la revendication identitaire nous amène indéniablement vers une théorie démocratique du populisme.

CONCLUSION

Il est important de constater que les mouvements sociaux, qu'ils soient érigés en tant que multitude, déclencheurs d'un populisme démocratique ou d'une reconnaissance des identités, façonnent l'Amérique du Sud d'aujourd'hui. Mais plus encore, ils ont facilité une prise de conscience nouvelle et originale à travers leur contribution indirecte à la création de l'UNASUR.

Même s'il existe en Amérique latine une immense confusion des identités idéologiques se retrouvant dans les nouvelles aspirations à la transformation des régimes de représentation politique (un amalgame hétérogène de partis, de mouvements sociaux, de mouvements ethniques...), une seule voix s'élève afin de promouvoir et organiser l'intégration de la région à travers le monde. Derrière les divergences profondes qui existent entre les acteurs politiques, leur situation nationale respective, les processus politiques en cours et les changements au sein du sous-continent, il serait possible de concevoir une voix politique unique, celle d'un avenir tourné vers l'union de douze pays en passe de voir leurs économies s'élever au rang des pays du Nord, un avenir plus démocratique où les gouvernements, à l'écoute de leur peuple forment de nouvelles institutions.

Nous retrouvons aujourd'hui la marque des forces sociales qui ont procuré une identité ainsi que des fondements idéologiques et structurels aux nouveaux régimes politiques. Les acteurs politiques en place sont les porte-paroles d'une multitude de mouvements organisés et revendicateurs dont les fondements identitaires sont bien démontrés. Aux phénomènes politiques qui rencontrent un large écho social et populaire s'ajoute la reconnaissance des identités et des revendications sociales qui

deviennent des thèmes fédérateurs et unificateurs, fonctionnant comme le noyau d'un projet historique commun.

Aujourd'hui, l'UNASUR représente la complexité des intérêts sociaux, économiques et identitaires présents dans la région. Il n'existe pas d'identité commune de gauche dans les nouvelles formes de gouvernement émergeant dans la région, ni même dans l'épuisement des anciennes représentations politiques. Les programmes politiques divergent du point de vue de la structure de leur composition et de leur assise sociale, de la création de leur gouvernement et de leur projet national. Les relations de pouvoir au niveau national et international ne fonctionnent pas non plus de la même manière. Finalement, si ce sont des cultures politiques particulières, des systèmes nationaux sortis d'une tradition politique et institutionnelle différente, des références idéologiques et des structures sociales distinctes qui constituent la trame politique du sous-continent, les différents gouvernements de la région s'unissent aujourd'hui démocratiquement dans l'UNASUR.

L'UNASUR met en évidence une érosion des vieilles identités politiques à l'échelle du sous-continent, une réponse à la précarité sociale, politique et institutionnelle des démocraties latino-américaines, mais aussi aux conséquences de l'ordre économique mondial. Elle met en valeur de nouvelles formes de représentation politique, de gouvernements, de nouveaux modes d'action et de participation sociale. Elle représente une réponse à la crise des démocraties représentatives traditionnelles alimentée par la dictature ainsi que la marginalité sociale, ethnique, économique et politique. Elle représente le populisme d'aujourd'hui en Amérique du Sud. Elle répond à cette résistance du pouvoir économique et politique traditionnel à s'adapter aux nouvelles tendances politiques. Ces secteurs réactionnaires n'acceptent pas l'émergence des nouveaux mécanismes

démocratiques et des processus institutionnels qui bouleversent leurs intérêts économiques et politiques. Finalement, elle les rassure.

Cette nouvelle configuration politique doit néanmoins se tenir dans un système politique qui laisse présager pour le moment trop peu de modifications dans la structure sociale. Il existe des tensions entre la mise en œuvre de propositions, et ce, dues aux changements de gouvernements et l'attente de transformation. En conséquence, des réajustements constants ainsi que des alliances sociales et politiques dans un contexte de légitimité politique sont instaurées. Ces nouveaux acteurs politiques agissent dans un ensemble hétérogène de forces sociales dont la confusion idéologique est prééminente. Le mot d'ordre consiste à maintenir la démocratie tout en prenant en compte les demandes sociales, et ce, en intégrant les populations exclues dans le système politique. Enfin, dans cette nouvelle configuration originale de la région « est stimulé le lien entre les mouvements sociaux et les actions politiques pour transformer les institutions, en supplantant les partis politiques traditionnels incapables d'institutionnaliser les demandes sociales¹⁴⁴ ». La politique latino-américaine est confrontée à une base sociale hétérogène : mouvements sociaux, mouvements ethniques, chômeurs, fonctionnaires, petits propriétaires, travailleurs précaires, groupes urbains marginalisés, etc. Dû à l'hétérogénéité de leurs fondements, de leurs organisations et de leur composition, ces gouvernements tentent de maintenir une identité politico-idéologique viable avec une assise sociale permanente. Cette forte diversité des intérêts et des identités provoque des tensions et des confrontations au sein même de ces gouvernements à la recherche de compromis. De plus, il y a entre les différents pays des positions divergentes face aux institutions démocratiques représentatives. Nous assistons à un réformisme avancé au Brésil, au Chili, en Uruguay et en Argentine et une désinstitutionnalisation au Venezuela, en

¹⁴⁴ Jean-Pierre Gelard, Alain, Chemin, 2008, *L'Amérique latine, identités et ruptures*, op.cit., p. 64.

Bolivie et en Équateur pour ne nommer que quelques exemples. L'UNASUR doit travailler sur la base d'un pluralisme politique et maintenir sur un pied d'égalité les différentes idéologies constitutives de la région. C'est-à-dire qu'un modèle idéologique et politico-économique ne doit pas s'ériger au-dessus des autres modes de penser lors des négociations.

Ces gouvernements sont des organisations passant de partis contestataires à celui de forces de gouvernement. Ces leaders ne souhaitent pas opérer une coupure franche avec le capitalisme ni même faire un changement radical avec le modèle macro-économique, mais veulent plutôt mettre en place un capitalisme modéré où nous retrouvons la présence de l'État dans la régulation des marchés. Certes, les réformes économiques ne remettent pas en cause l'organisation sociale de la production ni de la propriété, elles ne sont pas plus des révolutions sociales, ni des transitions vers un système socialiste, mais elles sont considérées comme des « schémas de redistribution des revenus, au sein d'un capitalisme équilibré, plus réglementé, à la recherche d'un modèle économique qui ne produise pas seulement de la croissance, mais des progrès sociaux.¹⁴⁵ ».

C'est pourquoi l'UNASUR représente une prise en compte du pluralisme politique, économique et culturel. Elle évoque le respect des principes démocratiques, permettant une reconnaissance institutionnelle de cette pluralité (dans tout ce que cela suppose), et une évolution démocratiquement viable de ces sociétés. L'accent est mis sur la valeur de la différence et de la pluralité. « Cette reconnaissance institutionnelle est un instrument décisif (et non une fin en soi) dans la perspective d'un perfectionnement du fonctionnement démocratique¹⁴⁶ » des institutions latino-

¹⁴⁵ Jean-Pierre Gelard, Alain, Chemin, 2008, *idem*. p. 66.

¹⁴⁶ Ronan Le Coadic. 2003. *Identités et Démocratie. Op.cit.*, p. 233

américaines. Finalement, la reconnaissance et la prise en compte institutionnelle de l'affirmation politique identitaire peuvent être perçues comme des instruments privilégiés de la démocratisation des sociétés latino-américaines.

L'UNASUR se conçoit dans un renouveau démocratique latino-américain. Elle n'est pas un gouvernement, mais une union de douze pays, se rattachant aux idéaux démocratiques. Dans son désir théorique de liberté et d'égalité, elle exerce cette volonté générale de remettre en branle un « projet démocratique ». Les luttes contestataires et les mouvements sociaux qui se sont intensifiés dans le sous-continent ont été « constituants » de l'idée même de cette démocratie en tant qu'exercice du projet commun que l'UNASUR souhaite. Aujourd'hui, il n'est pas aisé d'imaginer le futur de l'Amérique du Sud sans inégalités politiques, institutionnelles et culturelles. Cependant, le projet démocratique basé sur le respect de la diversité et de la multitude représente le fondement sur lequel l'UNASUR tente d'œuvrer. Elle a de bonnes chances de déboucher sur des initiatives profitables pour l'avenir des différents pays et de leur population. Il ne sera pas facile d'unir tous et chacun afin d'aller de l'avant avec la transformation de la région. Certainement, l'union met de l'avant une nouvelle forme constitutionnelle englobant l'Amérique latine. L'UNASUR considère la dynamique historique et sociopolitique du sous-continent, les différences raciales, les classes sociales existantes et les concepts déliquescents de citoyenneté et de souveraineté.

L'UNASUR projette d'intégrer la Banque du Sud, dont le siège se trouve à Caracas au Venezuela. La Banque du Sud tire sa source d'un projet entre le Venezuela et l'Argentine concrétisé durant l'année 2007. Aujourd'hui, la dite Banque du Sud intègre sept pays, soit le Brésil, la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay et l'Uruguay et les deux États précités. Sa capitalisation initiale est d'un milliard de

dollars par État membre. Hugo Chavez aimerait étendre le projet en dehors de l'Amérique du Sud en intégrant les « pays non-alignés ». La Banque du Sud préconise la convergence des économies latino-américaines et finance les projets d'infrastructures transfrontaliers. Elle existe aussi pour pallier la dépendance vis-à-vis de la Banque mondiale et du FMI. Elle met en place des exigences différentes concernant les crédits et les clauses de restructuration qui intègrent une gestion macro-économique nationale soumise aux Plans d'ajustement structurels (PAS). Ceux-ci ont eu des effets néfastes sur les économies des pays devant réduire leurs budgets nationaux pendant les années 1980 et 1990. Reste à savoir où se situe la limite des fonds de la Banque. Pas très loin semble-t-il, puisque pour le moment, ces fonds ne lui permettent pas de renouveler ses crédits. De plus, elle applique une politique de remboursement différente des autres organisations financières internationales et régionales. La Banque du Sud vise l'accroissement de ses fonds dans le but de dépasser le rôle de simple banque de développement. Elle voudrait se convertir en un fond souverain dont les visées deviendraient continentales. Elle répondrait ainsi aux appréhensions issues des périodes dictatoriales de fuite des capitaux. Plus encore, l'UNASUR espère créer très bientôt une monnaie unique pour l'Amérique latine. Cette monnaie permettrait de résister aux pressions inflationnistes internationales, notamment grâce à ses exportations d'énergie fossile et ses exportations agroalimentaires. Elle répondrait adéquatement aux désavantages de l'utilisation du dollar et de l'euro comme monnaie de référence concernant le commerce mondial.

Finalement, il existe la potentialité d'une intégration des autres pays latino-américains d'Amérique centrale, la Caraïbe et du Mexique (situé en Amérique du Nord) dans l'UNASUR. Cette éventualité pourrait engendrer la reprise d'un processus d'intégration de la zone d'influence nord-américaine actuelle avec l'ALENA et la CAFTA-RD. Cette opposition éviterait d'avoir une zone politique homogène au sud

des États-Unis, pouvant leur faire ombrage en ce qui concerne les prises de décision à l'échelle continentale. Les États-Unis ont tout intérêt à ce que l'UNASUR reste un bloc intéressé par l'ouverture des frontières, l'amélioration du niveau de vie et des facteurs de production des pays déjà intégrés. Concernant la sécurité des pays, l'UNASUR se plonge dans le dossier des FARC en y intégrant une réponse continentale. Ainsi le Brésil a signé un pacte bilatéral de défense avec la Colombie. Ce pacte propose des dispositions sur le renseignement, la fourniture d'armes et la formation militaire. L'UNASUR est une organisation unique en son genre, abordant des thèmes révélateurs d'une vision avant-gardiste en Amérique du Sud.

Le véritable danger pour l'UNASUR est celle d'une paralysie face aux politiques divergentes entre les États membres; entre les gouvernements de gauche radicale d'une part et ceux de la droite conservatrice d'autre part. Aujourd'hui, l'UNASUR est confronté aux dissensions internes en ce qui concerne l'intégration économique et sécuritaire. Nous pouvons prendre l'exemple de l'ALBA face aux politiques de droite de la Colombie. Il existe sans contredit des confrontations interétatiques face aux aspirations idéologiques, géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques de la région. Une autre menace serait les efforts concentrés par les pays dans les blocs sous-régionaux du MERCOSUR, de la CAN, et du CARICOM. Cela empêcherait évidemment, la construction de tout ce qui a été soulevé précédemment : une identité sud-américaine commune dans le respect de la diversité, une économie régionale, une réponse commune aux problématiques environnementales et énergétiques, la résolution de problématiques sociales, de la question migratoire, le respect des droits de l'homme, etc. Cependant, l'UNASUR est un exemple probant et original pour la communauté internationale qui devrait s'y intéresser. Nous pouvons citer les questions environnementales, les problématiques énergétiques d'infrastructures et de transports, les problématiques sociales (participation citoyenne, réduction de l'analphabétisme sécurité sociale, etc.), les

problématiques migratoires; le respect des droits de l'homme; les engagements vis-à-vis des petites moyennes entreprises (PME), la création d'une identité sud-américaine commune, respectueuse de la diversité culturelle et des cultures indigènes et finalement la lutte contre la corruption, le trafic de drogue, le trafic d'armes, etc.

Ce dernier point ressemble quelque peu à la concurrence entre la CEE et l'AELE au début de la construction européenne, ou à la concurrence au sein de l'UE entre les gouvernements libre-échangistes et les unionistes devenus fédéralistes depuis plusieurs décennies. Le développement de l'UNASUR avec ses projets de coopérations renforcés, tout comme les développements récents du MERCOSUR et de l'ALBA, devront être suivis de près par la communauté internationale. Ils apporteront peut-être des solutions innovantes aux problématiques d'intégration régionale et à la théorie néo-fonctionnaliste.

BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIE

- AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane. 2008. *Combattre. Une anthropologie de la guerre moderne, XIXe-XXIe siècle*. Paris : Seuil, 327p.
- AMIN, Samir. 2005. *Pour un monde multipolaire*. Paris : Syllepse, Construire les alternatives, 230p.
- AMIN, Samir. 2002. *Au-delà du capitalisme sénile : pour un XXIe siècle non-américain*. Paris : Presses universitaires de France. 198 p.
- BEAUCHEMIN, Jacques. 2004. *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*. Cahier de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie. Montréal : Athéna, 184p
- BENASAYAG, Miguel, SZTULWARK, Diego. 2002. *Du contre-pouvoir : de la subjectivité contestataire à la construction de contre-pouvoirs*. Paris : La Découverte, 166 p.
- BENASAYAG, Miguel, SCAVINO, Dardo. 1997. *Pour une nouvelle radicalité : puissance et pouvoir en politique*. Paris : La Découverte, 174 p.
- BOURDIEU, Pierre. 2001. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris : Fayard, 403p.
- BRUNELLE, Dorval. 2003. *Dérive globale*. Montréal : Boréal, 224p.
- BRUNELLE, Dorval. 2007. *From world order to global disorder: states, markets, and dissent*. Vancouver: UBC press, 201p.
- BRUNELLE, Dorval. 2007. *Gobernabilidad y Democracia en las Américas. Colegio de las Américas, teorías y prácticas*. 191p.
- CHUA, Amy. 2007. *Le monde en feu. Violence sociale et mondialisation*. Paris : Du Seuil, 345p.
- DABÈNE, Olivier. 2006. *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*. Paris, Collection Cursus, Histoire. A. Collin, 263p.

- DABÈNE, Olivier. 2007. *Amérique latine, les élections contre la démocratie?* Paris : Collections Mondes ; Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 381 p.
- DESSÉ, René-Paul, DUPUY, Hector. 2008. Le MERCOSUR, vers « la grande Amérique latine ». Paris : Transversale débats, Ellipses, 205p.
- DUCHASTEL, Jules, CANET, Raphael. 2003. *Crise de l'État, revanche des sociétés.* Cahier de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie. Montréal : Athéna, 402p.
- DUTERME, Bernard, GAUDICHEAUT, Franck. 2008. *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine.* Paris : Textuel, 448p.
- DUTERME, Bernard : *Où va l'Amérique latine ? Tour d'horizon d'un continent en pleine mutation.* Louvain la neuve : Complexe, GRIP, 128p.
- DUTERME, Bernard, BAJOIT, Guy, HOUTARD, François. 2008. *Amérique latine, à gauche toute.* Louvain-la-Neuve ; CETRI ; Charleroi : Couleur livres, 125p.
- EMIR, Sader. 1998. *Democracia sin exclusiones ni excluidos. Asociación Latinoamericana de Sociología; Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales; Unesco. Congreso Latinoamericano de Sociología.* Caracas: Nueva Sociedad, 236 p.
- FREGOSI, Renée. 2006. *Altérité et mondialisation : la voie latino-américaine.* Paris : Ellipses, 254p.
- GALEANO, Eduardo. 2004. *Las venas abiertas de América Latina.* Kilico, 286p.
- GARCIA AGUIRRE, Feliciano. 2006. *Desafíos actuales para América Latina: entre la globalización neoliberal y la resistencia de los pueblos.* Mexico: Biblioteca: Universidad Veracruzana, 313p.
- GARCIA CANCLINI, Néstor. 2006. *L'Amérique latine au XXI^e siècle.* La presse de l'université Laval, Americana, 118p.
- GELARD, Jean-Pierre, CHEMIN, Alain. 2008. *L'Amérique Latine, identités et ruptures.* 17^{ième} forum ; « le monde diplomatique » ; « Carrefour de la pensée ». Le Man : Presses universitaires de Rennes, 298p.
- HOUTARD, François, BAJOIT, Guy, DUTERME, Bernard. 2008. *Amérique Latine à gauche toute.* Louvain-la-Neuve, Charleroi, Couleur livres, 125p.

- KEUCHEYAN, Razmig. 2010. *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques*. Montréal, Lux, 331p.
- LACLAU, Ernesto. 2008. *La raison populiste*. Paris, Seuil, 295p.
- LARRAIN, Jorge. 2000. *Identidad y modernidad en América Latina*. México: Oceano. Con una cierta mirada, 281p.
- MOREAU DEFARGES. Philippe. 2008. *L'ordre mondial*. Paris : Colin, 2008. 247 p.
- MENGUE, Philippe. 2008. *Peuples et identité*. Paris : Les essais, édition de la différence, 347p.
- NEGRI, Antonio, COCCO, Giuseppe. 2007. *Global : lutte et biopouvoir à l'heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l'Amérique Latine*. Paris : Amsterdam, 218p.
- NEGRI, Antonio. 2006. *Fabrique de porcelaine. Pour une nouvelle grammaire du politique*. Paris : Stock, 232p.
- NEGRI, Antonio, HARDT, Negri. 2004. *Multitude : Guerre et démocratie à l'âge de l'empire*. Montréal : Boréal, 407p.
- NEGRI, Antonio et HARDT, Michael. 2001. *Empire*. Paris : Exils, 559 p.
- REBOUL, Olivier. 1980. *Langage et idéologie*. Paris : Presses Universitaire de France, 226p.
- RICOEUR, Paul. 1997. *L'idéologie et l'utopie*. Paris, Édition du seuil, 411p.
- ROSANVALLON, Pierre. 2006. *La légitimité démocratique : impartialité, réflexivité, proximité*. Paris, Édition du seuil, 359p.
- ROSANVALLON, Pierre. 2006. *La contre démocratie : la politique à l'âge de la défiance*. Paris, Édition du Seuil, 344p.
- SANTANDER, Sebastien. 2009. *L'émergence de nouvelles puissances ; vers un système multipolaire*. Paris, Edition Ellipses, 254 p.
- SANTANDER, Sebastien. 2008. *Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-Unis 1er 2008*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 280 pages
- TOUSSAINT, Éric. 2008. *Banque du Sud et nouvelle crise internationale : alternatives et résistances au capitalisme néolibéral*. Paris: Syllepse, 207 p.

TOURAINÉ Alain. 1976. *Les sociétés dépendantes : essais sur l'Amérique latine*. Paris : Gembloux : Duculot (« Sociologie nouvelle, Série Situations »), 266 p.

CAHIERS DE RECHERCHE, MÉMOIRES ET THÈSES

ALTERNATIVE SUD. 2007 : *Coalitions d'états du Sud. Retour sur l'esprit de Bandung ? Point de vue du Sud*. Centre tricontinental. En collaboration avec le groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA). Paris : Syllepse, Louvain-la-Neuve. 208p.

ALTERNATIVE SUD. 2008. *État des résistances dans le Sud – 2008*. Centre tricontinental. En collaboration avec le groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA). Paris : Syllepse, Louvain-la-Neuve, 240 p.

DEBLOCK, Christian. *Globalisation, investissements et concurrence la voie du régionalisme : le projet des Amériques*. En collaboration, BRUNELLE, Dorval, RIOUX, Michèle. Université du Québec à Montréal; groupe de recherche sur l'intégration continentale. Collections : Continentalisation cahier de recherche 01-09. 62p.

LE COADIC, Ronan. 2003. *Identités et Démocratie. Diversité culturelle et mondialisation : repenser la démocratie*. Rencontres internationales de Rennes. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 411p.

MATO, Daniel, ALTEZ, Yara. 2003. *Políticas de identidades y diferencias sociales en tiempos de globalización*. Coloquio y Taller Internacional Políticas de Identidades y Diferencias Sociales en Tiempos de Globalización. Caracas: Universidad Central de Venezuela, Facultas de Ciencias Económicas y Sociales 363 p.

MORALES GOMEZ, Antonio. 2000. *Les politiques sociales transnationales: les nouveaux défis de la mondialisation pour le développement*. Centre de recherche pour le développement international. Ottawa (CRDI). 256p.

DOCUMENTS OFFICIELS ET RAPPORTS

UNASUR, Quito, Équateur, 11 mars 2011, Resolución del Consejo de Ministros de Relaciones Exteriores de Unasur sobre su entrada en vigencia del Tratado Constitutivo. Disponible en version électronique : http://www.comunidadandina.org/unasur/unasur_vigencia.pdf

UNASUR, Brésil, 23 mai 2008, Tratado constitutivo de la unión de naciones suramericanas. Disponible en version électronique : http://www.comunidadandina.org/unasur/tratado_constitutivo.htm

UNASUR, Ile Margarita, Venezuela, 17 avril 2007. Declaración de Margarita construyendo la integración energética del sur. I Cumbre Energética Suramericana. Disponible en version électronique : http://www.comunidadandina.org/documentos/dec_int/declaracion_margarita.pdf

UNASUR, Cochabamba, 9 décembre 2006, Declaración de Cochabamba Colocando la Piedra Fundamental para una Unión Sudamericana. II Cumbre de Jefes de Estado de la Comunidad Sudamericana de Naciones. Disponible en version électronique : http://www.comunidadandina.org/documentos/dec_int/declaracion_cochabamba.htm

UNASUR, Cochabamba, 9 décembre 2006, Documento final de la Comisión Estratégica de Reflexión. Un Nuevo Modelo de Integración de América del Sur Hacia la Unión Sudamericana de Naciones. I Cumbre de Jefes de Estado de la Comunidad Sudamericana de Naciones. Disponible en version électronique : http://www.comunidadandina.org/documentos/dec_int/dec_cochabamba_reflexion.htm

UNASUR. Secretaría General de la Comunidad Andina. Juillet 2008. La construcción de la integración suramericana. Revista de la integración. Disponible en version électronique : http://www.comunidadandina.org/public/revista_unasur.pdf.

SITE WEB EN ENTIER:

CAN, Comunidad Andina. En ligne. <<http://www.comunidadandina.org/>>. Consulté le 30 Mars 2010

CAN, Comunidad Andina. 2011. UNASUR: unión de naciones suramericanas. En ligne. <<http://www.comunidadandina.org/sudamerica.htm>>. Consulté 18 septembre 2010.

CLAES, UNASUR: Unión de Naciones Suramericanas. En ligne. <<http://www.uniondenacionessuramericanas.com/>>. Consulté le 18 septembre 2010.

DABÈNE, Olivier. OPALC. Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, observatorio politico de America-latina y del Caribe : SciencesPo. En ligne <<http://www.opalc.org/web/>>. Consulté le 29 avril 2010.

ECLAC: Comision economica para America latina y el caribe CEPAL. Naciones unidas. En ligne. <<http://www.eclac.org>>. Consulté le 20 Février 2010.

MERCOSUR. Mercado Común del Sur. En ligne. <<http://www.mercosur.org.uy/>>. Consulté le 20 Février 2010.

UNASUR, l'Union des Nations Sud-Américaines. Toute l'actualité Géopolitique sur l'Amérique du Sud. En ligne. <<http://www.unasur.fr/>>. Consulté le 18 septembre 2010.

UNASUR: Unión de Naciones Suramericanas. En ligne. <<http://www.unasur.org/>>. Consulté 17septembre 2010.

UNASUR : Unión de Naciones Suramericanas. En ligne <<http://www.pptunasur.com/inicio.php?idiom=1>>. Consulté le 18 février 2011.

IIRSA : Iniciativa para la Integracion de la Infraestructura Regional Suramericana. En ligne. <<http://www.iirsa.org/index.asp?CodIdioma=ESP>> Consulté le 30 Mars 2011.

INTAL : Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe. En ligne
<<http://www.iadb.org/intal/>> Consulté le 30 Mars 2011.

REVUES ET JOURNAUX ::

ABBAS, Mehdi. Observatoire des Amériques. La chronique des Amériques. Janvier 2008. « Une reconnexion asymétrique : le cas des accords de partenariat économique entre l'UE et les ACP ». IEIM (Institut d'études internationales de Montréal UQÀM). En ligne, 8p <http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/chro_ABBAS_08_01.pdf> Consulté le 8 décembre 2008

ARMONY, Victor. 2003. « Démocratie et marché en Amérique latine dans Suivre les États-Unis ou prendre une autre voie? Diplomatie commerciale, sécurité économique et régionalisme au temps de la mondialisation. » Sous la direction de Christian Deblock et Sylvain Turcotte, Bruxelles, Bruylant. En ligne. p. 195-225. <<http://www.er.uqam.ca/nobel/r21340/msa/armony%20democratie%202003.pdf>> Consulté le 8 décembre 2008

AUROI, Claude. 2009. Presses Universitaires de France. Relations internationales no 137. « Tentatives d'intégration économique et obstacles politiques en Amérique latine dans la seconde moitié du XXe siècle ». En ligne < http://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2009-1-p91.htm?WhatU=auroi%20claud&Auteur=&doc=&ID_ARTICLE=RI_137_0091. > Consulté le 20 novembre 2009.

DE SOUZA SANTOS, Boaventura. 9 juillet 2008. « Democracy and socialism ». CETRI (centre tricontinental). En ligne. <<http://www.cetri.be/spip.php?article731&lang=en>> consulté le 18 juillet 2009

BOSSIO, Juan Carlos, Rotondo Socio-économiste. Institut d'études internationales de Montréal UQÀM (IEIM). « Les relations Europe-Amérique Latine vision Andine ». En ligne. < <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Presentationcorr.pdf>> Consulté le 8 septembre 2010

BRUNELLE, Dorval. Observatoire des Amériques (ODA). Janvier 2008. « La chronique des Amériques: Bilan de l'année 2007 dans les Amériques et dossiers à suivre en 2008 ». En ligne <<http://risal.collectifs.net/IMG/pdf/AL182.pdf>> Consulté le 5 novembre 2008

- DEBLOCK, Christian. Institut d'études internationales de Montréal UQÀM (IEIM). janvier 2006. « Régionalisme, arrangements institutionnels hybrides et gouvernance économique à la carte ». En ligne, 31p. <<http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/REGUNESCO.pdf>>. Consulté le 9 Février 2009.
- DORNA, Alexandre. novembre 2003 « Faut-il avoir peur du populisme ? » Le Monde diplomatique. En ligne. <<http://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/DORNA/10680>>. Consulté le 19 novembre 2010
- DUHAMEL, Anne, TREMBLAY, Christian. Institut d'études internationales de Montréal UQÀM (IEIM). Mars 2003. « L'intégration dans les Amériques. Les Notes d'information de l'Observatoire des Amériques. L'Association latino-américaine d'intégration (Asociación latinoamericana de integración) ». En ligne, 19p. <<http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/ALADI.pdf>>. Consulté le 21 Mars 2009.
- DUPUIS-DÉRI, Francis. 17 Juin 2008 « Antonio Negri : L'ambition politique d'Antonio Negri : Philosophie radicale et mouvement altermondialiste. » Monde commun, enjeux et débat. En ligne. <http://www.mondecommun.com/index.php/enjeuxetdebats/philosophie_radicale_et_mouvement_altermondialiste/P4/> Consulté le 28 novembre 2009.
- DUTERME, Bernard. Mars 2008. « Virage à gauche et mouvements sociaux ». CETRI (Centre tricontinental) En ligne. <<http://www.cetri.be/spip.php?article920&lang=fr>> Consulté le 20 juillet 2009.
- GASTAMBIDE, Axel. 2007. Èrès, Outre-Terre. « Amérique du Sud : vers un nouveau paradigme économique ? » pages 29 à 36. En ligne. <http://www.cairn.info/acheter_article.php?ID_ARTICLE=OUTE_018_0029#> Consulté le 20 novembre 2009.
- GUILLEN ROMO, Hector. 2001. Mondes en Développement. « De l'intégration cepalienne à l'intégration néolibérale en Amérique Latine: de l'ALALC à l'ALENA" ». Tome 29, n° 113-114. Paris. Consulté le 8 juillet 2009.
- GONSALEZ, Juan. Août 2007. « Movimientos sociales, movimientos políticos » CETRI (Centre tricontinental). En ligne. <<http://www.cetri.be/spip.php?article139&lang=es>> Consulté le 20 Août 2009.
- GRABENDORR, Wolf. 2007. « Latin America A lot of democracy, not much state and even less social progress. ». CETRI (Centre tricontinental). En ligne. <http://www.fes.de/kompass2020/pdf_en/LatinAmerica.pdf> Consulté le 14 octobre 2009.

- GROSSMAN Evelyne. La Vie des idées. Mai 2008. « Vous avez dit « populisme » ? » En ligne. <<http://www.laviedesidees.fr/Vous-avez-dit-populisme.html>> Consulté le 14 novembre 2009.
- GUERRA-BORGE, Alfredo. Universidad Nacional Autónoma de México. P110à 126. « América Latina: regionalizar la globalización. De la trayectoria histórica a la utopía convocante ». En ligne <<http://www.ejournal.unam.mx/ecu/ecunam2/ecunam0209.pdf>> Consulté le 7 novembre 2010
- GUILLEN ROMO, Hector. 2001. Département d'Économie et de Gestion de l'Université de Paris VIII. Monde en développement. « De l'intégration cépalienne à l'intégration néolibérale en Amérique latine : de l'ALALC à l'ALENA. » En ligne. <http://www.cairn.info/search.php?WhatU=guillen%20romo&Auteur=&doc=N_ME_D_113_0015.htm&ID_ARTICLE=MED_113_0015&xb=&xf=&DEBUT=#HIA_1> Consulté le 20 novembre 2009.
- HUGON, Philippe. 2005. Revue internationale et stratégique no 59. « L'éclatement des Suds et les nouvelles relations internationales. » Pages 83 à 94. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2005-3-p-83.htm?WhatU=Hugon%20philippe&Auteur=&doc=N_FLUX_056_0004.htm&ID_ARTICLE=RIS_059_0083>. Consulté le 21 novembre 2009.
- LACOSTE, Yves. 2006. Hérodote, no 120, La Découverte. « La question postcoloniale » En ligne. <<http://www.cairn.info/revue-herodote-2006-1-page-5.htm>> Consulté le 13 Avril 2010.
- LACOUTURE, Jean. Archives, Avril 2005. Le monde diplomatique. « En 1955, les damnés de la terre réinventent le monde : Bandung ou la fin de l'ère coloniale ». En ligne <<http://www.monde-diplomatique.fr/2005/04/LACOUTURE/12062>> Consulté le 28 octobre 2008.
- LANDER, Edgardo. 2005. Réseau de presse non-alignée. « Globalisation économique ou indépendance politique ? Les Sud-Américains choisissent entre deux projets d'intégration ». En ligne. <<http://www.voltairenet.org/article17321.html>> Consulté le 22 février 2009.
- MOREAU DEFARGES. Philippe. 2004. « le multilatéralisme et la fin de l'histoire. En ligne. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/0104-MOREAU_DEFARGES-FR2-2.pdf> Consulté le 22 février 2009.
- NEGRI, Antoni. Le monde diplomatique. Janvier 2001. « Vers l'agonie des États-nations? L'« Empire », stade suprême de l'impérialisme ». En ligne. <<http://www.monde-diplomatique.fr/2001/01/NEGRI/14678>> Consulté le 14 février 2010.

- NEGRI, Antonio. Multitudes : revue politique, artistique et philosophique. Janvier 2004 « Empire : exceptionnalisme, multitude et résistance ». En ligne. <<http://multitudes.samizdat.net/Empire-exceptionnalisme-multitude>> consulté le 17 novembre 2009
- NIBEL, Ingo. Ères, Outre-Terre. 2007. « Patria Grande vs Hémisphère occidental. » Pages 179 à 190. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2007-1-p-179.htm?WhatU=niebel&Auteur=&doc=&ID_ARTICLE=OUTE_018_0179> Consulté le 21 novembre 2009.
- PENA, Félix. La revista Nueva Sociedad, no 219. 2009. « La integración del espacio sudamericano: La UNASUR y el MERCOSUR pueden complementarse? 2007. ». En ligne. <www.nuso.org/upload/articulos/3582_1.pdf>. Consulté le 14 octobre 2009
- POLLET, François. CETRI (Centre tricontinental). Janvier 2008. « Sud-sud : un nouvel activisme diplomatique ». En ligne. <http://www.cetri.be/spip.php?article61&var_recherche=coalition%20d%27%C3%89tats%20du%20sud&lang=fr> Consulté le 25 Aout 2009
- POLLET, François. CETRI (Centre tricontinental). Janvier 2008. « Sud-Sud : une nouvelle géographie commerciale ». Janvier 2008. En ligne <<http://www.cetri.be/spip.php?article62&lang=fr>> Consulté le 25 Aout 2009
- POLLET, François. Alterinfo América Latina. Novembre 2007 « Retour d'une perspective Sud-Sud. Contexte, stratégies et portée ». En ligne. <<http://www.alterinfos.org/spip.php?article1826>> Consulté le 25 Aout 2009
- REINER Keller. Recherches qualitatives – Hors Série – numéro 3. Actes du colloque Bilan et perspectives de la recherche qualitative. 2007. « L'analyse de discours du point de vue de la sociologie de la connaissance. Une perspective nouvelle pour les méthodes qualitatives ». En ligne. <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/hors_serie_v3/Keller-FINAL2.pdf> Consulté le 15 septembre 2009.
- RÉVEILLARD, Christophe. 2006. Géostratégiques n° 11. « Les systèmes d'intégration latino-américaine et européenne : différences géopolitiques. Spécificités régionales et processus de mondialisation. » En ligne. <http://www.strategicsinternational.com/11_reveillard.pdf> Consulté le 21 novembre 2009
- RUEDA-JUNQUERA, Fernando. NUSO (nueva sociedad) no 219. 2009. « ¿Qué se puede aprender del proceso de integración europeo? La integración económica de Europa y América Latina en perspectiva comparada. » En ligne. http://www.nuso.org/upload/articulos/3583_1.pdf> Consulté le 14 octobre 2009

- SAU Aguayo. « *UNASUR*, una instancia de integración de nuevo tipo. » En ligne. http://www.fes.cl/documentos/analisisypropuestas/2009/julio_sau.pdf Consulté le 14 octobre 2009
- SBERRO, Stephan. CAIRN. 2001. « L'intégration régionale en Amérique latine : le mythe de Sysiphe. ». En ligne. <<http://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2001-3-page-49.htm>> Consulté le 21 novembre 2009
- SERBIN, Andrés. NUSO (nueva sociedad) no 219. 2009 « América del Sur en un mundo multipolar: ¿es la Unasur la alternativa? ». En ligne. <http://www.nuso.org/upload/articulos/3588_1.pdf> Consulté le 14 octobre 2009
- S.C NEVES, Paulo. Risal info. Avril 2004. « Identité nationale et revendication ethnique. Brésil : Les stratégies du mouvement noir ». En ligne. <<http://risal.collectifs.net/spip.php?article930>> Consulté le 14 octobre 2009
- S. GOLUB, Philippe. 2008. Revue internationale et stratégique no 72. « La fin de la Pax Americana ? » Pages 141 à 150. Consulté le 20 novembre 2009
- TREILLET, Stéphanie. 2001. IUFM Créteil, ART-ISMEA. Monde en développement, tome 29 p. 7-12. « Structuralisme : une revue des hypothèses d'actualité » En ligne. <www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2001-1-page-7.htm> Consulté le 21 novembre 2009
- VEGA CAMACHO, Oscar. Janvier 2009. Multitudes no 35. « Penser l'Amérique du Sud. » Pages 66 à 71. En ligne. <<http://www.cairn.info/revue-multitudes-2008-4-page-66.htm>>. Consulté le 21 novembre 2009
- WILLIAMSON, John. Finances & Développement. 2003. « Un train de réformes. Consensus de Washington : un bref historique et quelques suggestions ». En ligne. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2003/09/pdf/williams.pdf>. Consulté le 27 septembre 2009.
- ZIBECHI, Raúl. juin 2004. La Jornada. « Lula, Kirchner : l'occasion perdue ». En ligne. <<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1032>> Consulté le 29 octobre 2008

SITES DE RECHERCHES

CAIRN : chercher, repérer, avancer. En ligne.
<http://www.cairn.info/accueil.php?PG=START>.

CETRI : centre tricontinentale : <http://www.cetri.be/> Consulté le 30 Mars 2011.

CLACSO : Consejo Latinoamericano de Ciencia sociales :
<http://www.clacso.org.ar/>

ERUDIT : promouvoir et diffuser la recherche: <http://www.erudit.org/>

IEIM : institut d'études international de Montréal UQAM
<http://www.ieim.uqam.ca/> Consulté le 30 Mars 2011.

NUSO: nueva sociedad: <http://www.nuso.org/> Consulté le 30 Mars 2011.

ODA : observatoire des Amériques : <http://www.ameriques.uqam.ca/> Consulté le 30 Mars 2011.

RISAL. Info : <http://risal.collectifs.net/> Consulté le 30 Mars 2011.